

LA LDH EN ACTION : LES REGIONS



2012

EDITO

Et de trois ! Qui aurait dit lors de notre première livraison de ce *La LDH en action : les régions* qu'il aurait de la postérité ? Et que le nombre des militant(e)s engagé(e)s dans sa rédaction s'accroîtrait ? Et pourtant pour cette présente édition, c'est bien le cas. Car la participation des équipes régionales est réelle, même si elle n'est pas encore totale. Vous avez donc entre vos mains une œuvre commune entre les comités régionaux et le Secrétariat général et qui rend compte en détail de l'action des structures de la LDH au niveau local.

Il reste que la troisième fois ne fut pas plus simple que les deux premières. On aurait pu penser que, l'expérience aidant, la confection eu eut été plus simple... Ce ne fut pas le cas. D'abord, parce que plus de rédacteurs implique plus de coordination et de mise en concordance. Mais aussi plus fondamentalement parce que pour nos structures, rendre compte, évaluer, comparer n'est pas une démarche naturelle. Tant de choses à faire et si peu de temps pour le faire... La démarche rétrospective, même si chacun s'accorde à dire qu'elle est porteuse de sens, n'est pas la favorite des militant(e)s. Et pourtant sa voir qui nous sommes permet de fixer où nous voulons aller.

Les divers obstacles qui s'élèvent sur la route des rédacteurs d'un bilan restent les mêmes. Le premier d'entre eux est d'ordre politique. Comment rendre compte de l'activité de la LDH ? De toute la LDH ? Il y a dans tout bilan d'une organisation aussi complexe que la LDH une part d'arbitraire, une dose de subjectivité et un risque de simplification. De l'arbitraire, parce que dans la masse de documents, de comptes rendus, de publications de tout métal, il faut bien choisir. De la subjectivité, parce que le choix d'une forme d'analyse peut amener à privilégier un aspect plutôt qu'un autre. De la simplification, parce que la réalité sera toujours plus complexe que sa représentation et l'image que l'on en donne. On peut dire qu'à ne pas vouloir d'un tableau pointilliste de nos fonctionnalités, ce rapport a pris ces trois risques. Mais, en choisissant la transversalité des phénomènes, il apparaît quand même que les catégories d'analyse mobilisées sont légitimes. Elles ne sont pas meilleures que celles que fournit une méthode plus linéaire. Elles sont différentes et se veulent la description d'un combat, celui que mènent les militantes et les militants de la LDH, dont le caractère généraliste leur est à la fois grandeur et servitude.

Le deuxième obstacle est d'ordre somatique. Il est justifié de compléter le bilan transversal de la LDH avec une description du développement en région.

Et pour encore progresser dans cette démarche, cette édition connaît une nouveauté majeure, la participation des principaux acteurs de ce travail localisé, à savoir les délégations régionales de la LDH. Le bilan de ce nouvel engagement est partiel mais positif. Il rend compte à la fois de l'activité autonome de nos sections mais aussi des synergies qui existent, vivent et se développent entre ces sections, les fédérations départementales et les comités régionaux. La LDH ne se résume pas à ses prises de position centrales. De même elle ne se réduit pas à son développement local. Les lecteurs attentifs auront donc à leur usage en 2013 une vision en deux espèces, le rapport annuel et le rapport des régions. C'est toute la dynamique du local dont il est rendu compte. Où l'on voit qu'il y a bien à la fois, conjointement et en étroite liaison, du général et du singulier, du local et du national, du proclamatoire et du concret.

Le troisième obstacle est d'ordre méthodologique. L'activité locale de la LDH a été sommée en croisant différentes sources. Le travail de compilation même s'il est énorme est nécessairement réducteur dans un document présenté par région. Chacun n'y re-trouvera peut-être pas tout ce qui a été fait par sa section, sa fédération, sa région. Mais le plus important c'est ce qui apparaît d'évidence : la remarquable diversité de la LDH au plan local. Ce rapport reprend les données de quatre sources différentes : les rapports envoyés par les sections, les fédérations et les comités régionaux, les bilans mensuels des comités régionaux ; le tableau saisi par les services du siège ; la rubrique Vie de l'Association publiée dans *LDH Info*. Et malgré cela, il ne peut prétendre à l'exhaustivité. Tout simplement, parce que c'est impossible. Mais nous croyons cependant que si ce n'est toute la réalité, nous nous en approchons fortement. Et la participation importante des délégués régionaux à ce travail en est à la fois la preuve et la conséquence. Analyser, inter-peller, agir : c'est ça la LDH et c'est ça que montre le document que vous avez en mains. Il n'aurait jamais vu le jour sans l'abnégation de quelques un(e)s : les délégué(e)s régionaux(ales), Maryse Artiguelong, Nadia Doghramadjian, Ti-phaine Inglebert, Jean-François Mignard et Viviane De Lafond, déléguée générale, ainsi que Christelle Poglio et Ferial Saadni au service communication.

On dit souvent dans un célèbre proverbe : « Jamais deux sans trois ». J'émetts le vœu que la future équipe du secrétariat général renouvelée au congrès de Niort fera mentir cet adage : trois sans quatre, ça ne se peut pas !

Dominique Guibert
Secrétaire général

N.B. : veuillez trouver ci-joint le rapport d'activités de la Ligue affiliée de Nouvelle-Calédonie (p.77).

SOMMAIRE

ALSACE.....	P.4
AQUITAINE.....	P.6
AUVERGNE.....	P.10
BOURGOGNE.....	P.13
BRETAGNE.....	P.15
CENTRE.....	P.18
CHAMPAGNE-ARDENNE.....	P.20
CORSE.....	P.21
DOM-COM.....	P.24
FRANCHE-COMTÉ.....	P.26
ILE-DE-FRANCE	
Paris.....	p. 28
Seine-et-Marne.....	p. 31
Yvelines.....	p. 33
Essonnes.....	p. 35
Hauts-de-Seine.....	p. 36
Seine-Saint-Denis.....	p. 38
Val-de-Marne.....	p. 40
Val-d'Oise.....	p. 42
LANGUEDOC-ROUSSILLON.....	P.43
LIMOUSIN.....	P.45
LORRAINE.....	P.47
MIDI-PYRÉNÉES.....	P.50
NORD-PAS-DE-CALAIS.....	P.53
BASSE-NORMANDIE.....	P.56
HAUTE-NORMANDIE.....	P.58
PAYS-DE-LA-LOIRE.....	P.60
PICARDIE.....	P.64
POITOU-CHARENTE.....	P.67
PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR.....	P.70
RHÔNE-ALPES.....	P.74
RAPPORT D'ACTIVITÉS DE NOUVELLE-CALÉDONIE.....	P.77

ALSACE

La région compte 94 adhérents, répartis en 3 sections, 1 adhérent est isolé.

Haut-Rhin, constituée en fédération

Colmar : 28

Mulhouse : 36

Bas-Rhin

Strasbourg : 29

44 actions sont répertoriées dont 4 statutaires.

Le comité régional anime un site www.ldh-france.org/region/alsace. Il s'est engagé pour le « Pacte pour les droits et la citoyenneté » en demandant aux candidats aux élections législatives de donner leur avis sur les 35 propositions issues du Pacte. Le délégué régional est intervenu en mars sur *France Bleu Alsace* dans le cadre d'une matinale dédiée à l'immigration.

L'Alsace, Les Dernières Nouvelles d'Alsace rendent compte des actions de la LDH.

Démocratie, libertés

4 actions sont consacrées à ce thème.

La section de Mulhouse a organisé une conférence sur les droits de l'Homme, ainsi qu'une exposition sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Elle a proposé des débats à la suite de projection de film, *Walter, retour en résistance* et a participé au débat qui a suivi la projection d'*Ici on noie les Algériens*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les sections alsaciennes ont consacré 9 de leurs actions à ce thème.

La section de Strasbourg a organisé un café-débat « Une vie sans impôts : un bonheur insoutenable », autour de thématiques liées aux impôts et aux services publics.

La section de Mulhouse a multiplié les actions sur les droits économiques et sociaux, que ce soit au travers d'appel à manifester pour le droit au logement, contre l'austérité, pour l'urgence sociale, ou de conférences-débats sur le droit à la santé, la dette publique, ou la projection-débat avec le film *Avec le sang des autres* sur la condition ouvrière en usine.

Etrangers

C'est un des thèmes les plus importants, avec une dizaine d'actions pour la section de Mulhouse.

Le travail se fait souvent en collectif avec la défense

des enfants de familles sans-papiers menacées d'expulsion, la participation au Cercle de silence, l'interpellation des candidats aux législatives. Une conférence sur les migrations et le droit d'asile a été tenue. La section a aussi organisé des projections-débats à la suite du documentaire *Les Eclaireurs* ou du film *Le Havre*, ainsi que *La Pirogue*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Pour les droits des femmes, le 8 mars, la section de Colmar a organisé une projection-débat avec *La Domination masculine*.

Strasbourg a émis un communiqué contre le racisme « Il ne faut pas oublier » et Mulhouse a envoyé une lettre au directeur de la SNCF sur l'intervention de la police ferroviaire vis-à-vis de voyageurs roms.

International

Une dizaine d'actions concerne l'international. Ainsi, tout au long de l'année, la section de Mulhouse s'est investie dans plusieurs actions de soutien au peuple syrien. Elle a participé en particulier à la Vague blanche pour la Syrie. Elle a aussi appelé à des manifestations de soutien au peuple palestinien, en particulier aux prisonniers comme le footballeur, Mahmoud Sarsak, et elle a reçu Salah Hamouri. Elle a organisé la projection, suivie d'un débat, de *Sharqiya*. La plupart de ces actions ont été menées au sein de collectifs.

..... Permanences, soutien juridique

Une permanence d'aide juridique a été mise en place à Mulhouse avec plusieurs associations.

..... Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Mulhouse est intervenue sur les droits de l'Homme dans un collège. Elle était présente à la 6^e édition du festi-débat de Sewen.

La région Alsace anime un site : www.ldh-france.org/region/alsace

..... Actions remarquables parmi d'autres

La section de Mulhouse a initié et piloté le projet « Humanité sans limite » qui a regroupé les représentants d'une vingtaine d'associations de toute taille et multiculturelles. Le but de cet événement était de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes rencontrés par les migrants à travers divers événements, débats, films, musiques... Les journées se sont tenues du 9 au 12 mai et seront reconduites en 2013 en raison de leur succès, lié lui-même à une demande. Les contacts établis lors de l'organisation de ces journées ont fait émerger l'idée d'une « Maison de la solidarité ».

AQUITAINE

La région compte 468 adhérents répartis en 22 sections, 4 adhérents sont isolés.

Gironde, constituée en fédération

Arcachon : 12
Bassens : 7
Bordeaux : 72
Carbon Blanc : 23
Cestas Pessac : 29
Eysines : 3
Langon : 4
Libourne : 11
Merignac : 8
Pauillac : 24
Saint-Vivien-du-Médoc : 47

Dordogne

Chancelade : 14
Périgueux : 25
Sarlat : 9

Landes, constitué en fédération

Dax : 17
Mont-de-Marsan : 50
Parentis-en-Born : 16
Saint-Vincent-de-Tyrosse : 20

Lot et Garonne

Agen : 10
Marmande et Val de Garonne : 7

Pyrénées Atlantique

Bayonne : 40
Pau : 16

Les sections ont été très actives avec 81 actions répertoriées dont 13 réunions statutaires.

La Dépêche du midi, Sud-Ouest, L'Echo de la Dordogne, Le Petit bleu de l'Agenais, La République des Pyrénées, France-Bleu Périgord, France 3, Radio 103, Tyr'assos et Tyr'infos, Cote Sud FM ont relayé les actions de la LDH en Aquitaine.

La fédération LDH de Gironde anime une émission mensuelle « En toutes Libertés » en partenariat avec le réseau des radios locales (*RIG, Aqui FM, Plage FM*). Plusieurs sections (Saint-Vivien-de-Médoc, Bayonne) éditent un bulletin. Les sections de Dordogne, Périgueux et Chancelade ont participé à de nombreuses émissions sur *Radio 103*, radio libre disparue au cours de l'année 2012.

Le comité régional, en 2012, a mené des interventions dans des lycées et participé à plusieurs colloques ou conférences (santé mentale, logement, volet droits de l'Homme de la norme ISO 26.000 Afnor sur la responsabilité sociale des entreprises). Deux sessions de formation ont été organisées, portant sur la santé et le logement.

Démocratie, libertés

Une trentaine d'actions est consacrée à ce thème.

La défense des droits des détenus, de la démocratie et des libertés est l'un des domaines d'action principal des sections d'Aquitaine.

Le thème des prisons et du droit des détenus a fait l'objet de plusieurs actions dans les Landes : participation aux ateliers citoyens du groupe « prison » à Mont-de-Marsan, action en faveur des droits civiques des détenus, théâtre-débat. La section de Bordeaux a organisé deux conférences portant respectivement sur l'état des droits dans les lieux de privation de libertés et sur le « nouvel ordre psychiatrique ».

Les relations police/justice/citoyens ont constitué la toile de fonds d'un café-citoyen organisé à Bordeaux en présence du Syndicat de la magistrature et du Syndicat des avocats de France sur la réforme de la procédure de contrôle d'identité.

Le déploiement des systèmes de vidéosurveillance dans les communes est un sujet de préoccupation pour plusieurs sections : Bordeaux, Libourne, Mont-de-Marsan, Biscarosse, Carbon-Blanc...

Dans le registre de la démocratie et de la citoyenneté, la fédération de Gironde a participé à une conférence-débat organisée à l'initiative du conseil régional d'Aquitaine dans le cadre de ses rencontres « Aquitaine citoyenne ». A Bordeaux, une rencontre-

débat autour de l'ouvrage d'Alain Garrigou *Les Secrets de l'isolement*, en partenariat avec les Amis du Monde diplomatique, a permis d'aborder la question du vote dans nos démocraties représentatives.

Enfin, plusieurs sections ont organisé des actions dans le cadre d'un travail de mémoire : colonisation de l'Algérie et question des Harkis (section de Marmande et Val-de-Garonne), conflit en Pays basque (section de Bayonne), réhabilitation des fusillés pour l'exemple (section de Pau), manifestation des Algériens du 17 octobre 1961 (section de Périgueux).

Droits économiques, sociaux et culturels

Plus de trente actions sont consacrées à ce thème.

La problématique du logement constitue, dans ce chapitre, un axe prioritaire de l'activité des sections. La fédération girondine et ses sections ont organisé de nombreuses actions : organisation d'une session de formation, participation active à certains collectifs (Commission Dalo, groupe de liaison « Appel logement » de Gironde), manifestation publique, tenue de stands sur des marchés (Mérignac, Pessac,...), projet d'expérimentation d'habitat coopératif (Libourne), suivi de l'occupation de squat privé, suivi de la question de l'hébergement des demandeurs d'asile, déboutés, mineurs isolés étrangers,... Les sections de Dax et de Périgueux ont organisé des projections-débats sur le logement.

La santé et la bioéthique sont abordées par plusieurs sections avec deux types d'approche :

- une approche sur le droit à la santé et à l'accès aux soins : états généraux de la santé, projection-débat *Le Blues des infirmières* (section de Périgueux) ;
- un intérêt croissant pour un débat citoyen plus général sur les rapports de dépendance/pouvoir entre science et citoyen. Ce sujet a été abordé par les sections de Bordeaux (science ou savoir/croyances/démocratie) et par celle de Libourne (santé/bioéthique/citoyens).

La souffrance et le harcèlement au travail est un thème de sollicitation de plus en plus récurrent pour la LDH en Gironde, s'agissant en l'occurrence de situations touchant des salariés du service public et plus particulièrement exerçant dans des établissements publics locaux d'enseignement (collèges). Le traitement de tels dossiers est très sensible et difficile à gérer.

La problématique des travailleurs saisonniers étrangers a été abordée par plusieurs sections (Libourne, Pauillac).

La section de Tyrosse et la fédération des Landes ont sensibilisé des élus locaux (maires de Dax, Saint-Paul-lès-Dax et Capbreton) et parlementaires landais

sur la question du droit à un accès universel à l'eau, avec une présentation du système de tarification progressive.

Enfin, plusieurs fédérations (Gironde, Landes) se sont intéressées à la question de la dette publique (organisation de réunions publiques à Bordeaux, Dax, Saint-Pierre-du-Mont). Plusieurs sections girondines ont participé aux manifestations organisées par le mouvement social le 1^{er} mai 2012 (fête du travail), le 14 novembre 2012 (manifestation de soutien aux salariés européens).

Etrangers

Les droits des étrangers restent un thème de mobilisation important pour de nombreuses sections d'Aquitaine, avec 12 actions qui leur sont consacrées (sections de Gironde, Bayonne, Périgueux, Chancelade-Isle-Beauronne,...) : appels à manifester, suivi et présentation en préfecture des dossiers sensibles et urgents de régularisation des sans-papiers, participation régulière à des Cercles de silence,... Les actions s'inscrivent souvent en partenariat avec d'autres associations ou réseaux (RESF, Cimade, Médecins du monde notamment). La Gironde a mené un travail collectif sur les conditions d'accueil des étrangers en préfecture, dans le cadre de l'initiative Tempref (pour « Témoignages en préfecture »), qui a débouché sur la publication d'un rapport diffusé en mars 2012. Les parlementaires landais ont été interpellés sur les taxes exigibles des ressortissants étrangers sollicitant la délivrance d'un titre de séjour. La section de Tyrosse a organisé une projection à Capbreton du film *Le Cimetière des vivants* permettant de révéler, à travers l'action de la Cimade, les conditions de détention dans les centres de rétention administrative. Dans le cadre de la Semaine anticoloniale et antiraciste, la section de Bordeaux a organisé une soirée-débat sur les apports de l'immigration en Aquitaine.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les sections de Gironde ont poursuivi en 2012 leur soutien aux populations roms de l'agglomération bordelaise.

Deux sections ont organisé des actions sur le droit des femmes : rencontre-débat à Pauillac, intervention en milieu scolaire avec une exposition sur l'égalité femmes-hommes à Périgueux.

Plusieurs sections se sont mobilisées sur le terrain du combat contre l'homophobie (participation à la Marche des fiertés et à la manifestation en faveur du mariage pour tous à Bordeaux, cycle d'informations sur le projet législatif du mariage pour tous à Tyrosse et Dax).

International

Plusieurs sections de Gironde ont apporté leur soutien à des actions de solidarité avec les représentants locaux des peuples tunisiens et syriens. La section de Parentis-en-Born a organisé une conférence sur « Les révolutions arabes et la laïcité ».

Plusieurs sections de Gironde, telles que la section de Bayonne, ainsi que la section de Chancelade, ont également réagi à l'extradition vers l'Espagne de la militante basque Aurore Martin, par la diffusion d'un communiqué et en participant à un rassemblement.

Enfin, la section des Graves suit la situation d'un réalisateur franco-marocain injustement emprisonné au Maroc, M. Adil Lamtalsi, dont la famille réside dans l'agglomération bordelaise.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections landaises et la fédération des Landes ont poursuivi en 2012 leurs missions d'éducation populaire destinées aux jeunes, avec de nombreuses initiatives :

- la projection-débat du film *Trust* dans les cinémas de Saint-Vincent-de-Tyrosse et de Capbreton, pour instaurer un dialogue, entre les collégiens et leurs parents, sur les risques liés à l'utilisation d'internet ;
- un atelier sur l'hypersexualisation a été proposé aux internes des lycées du territoire de la communauté de communes Macs ;
- un groupe de collégiens de Labenne a participé au concours, organisé par l'observatoire des inégalités et la LDH, visant à illustrer une inégalité par un clip vidéo ;
- un groupe de ligueurs est intervenu dans les centres de loisirs de Saubrigues, Seignosse et Saint-Vincent-de-Tyrosse pour sensibiliser les enfants à la tolérance mutuelle, au droit à la différence ;
- la LDH s'est inscrite comme partenaire et organisatrice de la Semaine des droits de l'enfant organisée par la ville de Dax : mise en place de deux expositions et participation à deux ateliers du « Rallye citoyen des enfants » ;
- présentation des valeurs de la LDH aux élèves de trois classes de première ES du lycée de Saint-Vincent-de-Tyrosse ;
- des interventions se sont déroulées en classe de 4^e dans 6 collèges publics de la région montoise sur la protection de la vie privée et des données personnelles ;
- une journée a été organisée au collège de Morcenx pour établir des parallèles entre le règlement intérieur du collège et la Déclaration universelle des droits de

l'Homme : les élèves ont été sensibilisés aux règles de respect et de considération de l'autre dans toutes ses différences, constituant la base élémentaire du « vivre ensemble » dans une structure socialisée ;

- une délégation de ligueurs s'est entretenue à Mont-de-Marsan avec la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des mineurs ;

- une structure d'intervention a été mise en place dans les collèges de la communauté de communes Macs, pour aborder l'utilisation des outils numériques, avec l'ensemble des élèves de quatrième des collèges de Labenne et Capbreton. La LDH a créé un partenariat avec l'association Médiacités, les documentalistes, les responsables informatiques des collèges, les animateurs municipaux et intermunicipaux, les techniciens de l'atelier multiservice informatique.

La section LDH de Carbon-Blanc est étroitement associée à un projet européen « Comenius » basé sur la sensibilisation aux droits de l'enfant en direction d'un jeune public et intitulé « We can change our future ».

Les sections d'Aquitaine se sont également particulièrement mobilisées en 2012 autour de la promotion de la campagne du « Pacte pour les droits et la citoyenneté », lancée en perspective des élections présidentielle et législatives. Plusieurs initiatives ont été conduites à cette occasion dont, parmi les plus significatives :

- un colloque à Bordeaux « Démocratie : attention chantier ! » sur la situation des droits de l'Homme en France, en présence de Pierre Lyon-Caen (CNCDH), de Jean-Pierre Dubois (LDH) et de Jean-Marie Harribey (Attac) ;
- une conférence à Périgueux, avec Pierre Tartakowsky, président de la LDH, sur le thème « Face à la République défigurée : un pacte pour les droits » ;
- une rencontre-débat à Bordeaux, avec Pierre Tartakowsky, autour du dernier *L'Etat des droits de l'Homme en France* de la LDH, « Un autre avenir ? » (édition 2012), suivie d'une projection débat autour du film *Help ou visibilité* en présence de la réalisatrice Sarah Franco-Ferrer ;
- l'organisation d'une journée portes ouvertes à Bordeaux, avec présentation-débat autour du Pacte en présence d'élus locaux ;
- la tenue de stands et la diffusion de tracts (Bordeaux, Talence), notamment durant la période de campagne pour les élections présidentielle et législatives, incitant les citoyens à « voter pour leurs droits » ;
- une journée de rencontres débats et expositions à Périgueux sur le thème « créer c'est résister ; résister c'est créer » (sections de Chancelade-Isle-Beauronne et Périgueux).

Actions remarquables parmi d'autres

Dans le cadre d'un partenariat avec la médiathèque de Tarnos et la Ligue des droits de l'Homme, des lycéens du lycée professionnel Ambroise Croizat de Tarnos ont interviewé Raymond Aubrac en octobre 2011. La vidéo de 6 minutes est en ligne à l'adresse suivante :

http://www.youtube.com/watch?v=z_gSgJoNLj4&list=HL1328862520&feature=mh_lolz

La section de Chancelade-Isle-Beaumont en Périgord, avec le soutien des établissements musicaux du département, a mené en 2012 une première collaboration avec le réseau Ciné-cinéma sur le thème purement « culture ». Il est prévu de pérenniser l'action deux fois par an en liaison notamment avec le conseil général (programmation 2013-2014 en cours). Cette manifestation sera à plusieurs reprises décentralisée en Dordogne avec le soutien du CRD et du conseil général.

AUVERGNE

Les 218 adhérents sont répartis en 8 sections, 6 adhérents sont isolés.

Allier, constituée en fédération

Montluçon : 21

Moulins : 4

Vichy : 4

Haute Loire

Le Puy : 11

Puy-de-Dôme, constituée en fédération

Clermont-Ferrand : 99

Issoire : 16

Billom : 39

Saint-Eloy-les-Mines-Nord Combrailles : 18

41 actions sont répertoriées, dont 10 réunions statutaires.

Les actions menées au niveau régional sont diversifiées : 3 sessions de formation, 4 conférences de presse, co-organisation de 2 conférences-débats (droit d'asile et psychiatrie), interpellation d'élus notamment sur les problèmes de droit d'asile et de droit au logement pour tous, relais de 10 appels à manifester autour du droit d'asile,...

Les commissions thématiques régionales ont continué leur travail : droit des étrangers, droit au logement-réseau Alerte, éducation et droits de l'enfant, lutte contre les discriminations et le racisme, questions internationales, informatique-fichage-Nouvelles technologies de l'information et de la communication-vidéosurveillance, droits économiques et sociaux, santé et psychiatrie, référent juridique.

Des séquences de formation interne ont aussi été proposées sur les droits des étrangers, avec la Cimade et RESF, ainsi que sur l'immigration.

La deuxième édition des rencontres régionales Auvergne a été organisée au Domaine de Vort, avec :

- Un après-midi consacré à l'extrême droite avec la projection du film *Mains brunes sur la ville*. Une présentation des résultats FN en Auvergne a été réalisée par des militants de la section de Billom, suivie par un débat animé par André Déchot.
- Une journée sur la question des violences policières autour de l'ouvrage publié par la section de Toulouse *Comparutions immédiates : une justice pour les « mauvais pauvres »*.

Une nouvelle section s'est créée à Saint-Eloy-les-Mines suite à l'implantation d'un Cda à Saint-Eloy.

La Montagne et *Le Journal du Centre*, *France Bleu pays d'Auvergne*, *FR3 Auvergne* ont relayé certains de ces événements.

Démocratie, libertés

La région a consacré 4 actions à ce thème.

Suite au décès de Wissam El-Yamni après une interpellation particulièrement violente, la section de Clermont accompagne le Comité justice et vérité pour Wissam (CJVW) et a décidé de mettre sur pied un Observatoire des violences policières illégitimes (OVPI 63). Par ailleurs, la section avait été saisie de deux autres affaires, graves elles aussi, mettant en évidence la dégradation des relations entre les forces de l'ordre et les jeunes des quartiers populaires. Un

groupe de travail s'est constitué au sein de la section et des contacts ont été pris avec d'autres associations locales de défense des droits : Acat 63, Amnesty International, Cimade, Mrap 63.

Le Puy a organisé une réunion publique sur les dangers des fichiers scolaires, déclinaison opérationnelle d'un important travail réalisé au sein du comité régional (journées de formation assurées par le délégué régional).

Une Votation citoyenne en faveur du droit de vote des étrangers a été organisée devant la mairie du Puy.

Droits et justice

La région compte une vingtaine d'actions consacrées à cette thématique.

La section de Billom a organisé une conférence sur la peine de mort et des cinés-discussions et celle d'Issoire a participé à l'organisation d'une soirée-lecture sur des écrits sur l'abolition de la peine de mort, en partenariat avec le service culturel de la mairie.

Droits économiques, sociaux et culturels

Clermont-Ferrand a participé à des manifestations pour le droit au logement avec le réseau Alerte et en soutien au service public d'éducation.

Des initiatives (films, conférences, expositions,...) sur le thème de la psychiatrie sont prévues jusqu'en juin 2013 avec de nombreux partenaires.

Etrangers

Les sections de Clermont-Ferrand, du Puy et de Saint-Eloy-les-Mines ont participé à de nombreuses actions de soutien aux étrangers et sans-papiers (partenariat avec la Cimade et RESF), notamment des parrainages républicains avec la participation des élus locaux. Tous les candidats aux législatives ont été interpellés par la section de Clermont-Riom pour leur demander de soutenir les 8 propositions de la LDH sur le droit d'asile.

La section de Clermont-Riom a participé régulièrement aux réunions mensuelles du réseau Alerte 63. Avec le Réseau Stop aux expulsions de logement (Resel 63), collectif impulsé par le Dal 63, la section a manifesté, mi-mars, pour réclamer l'application de la loi Dalo et dénoncer les expulsions de logement, à la fin de la trêve hivernale.

Elle est intervenue à l'Istra (formation des travailleurs sociaux) sur la question des demandeurs d'asile et le droit des étrangers.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Billom s'est mobilisée pour le droit des femmes dans le cadre de la seconde édition de la quinzaine « Autour d'elles » en mars 2012. Celle de Clermont/Riom participe aux travaux du Collectif féministe 63.

La section Clermont/Riom suit la question de l'accueil et du respect des droits des Gens du voyage dans le Puy-de-Dôme au sein de l'Association pour la gestion du schéma départemental d'accueil et d'habitat des Gens du voyage (AGSGV 63).

A l'initiative de la section Clermont/Riom, un collectif associatif (Acat, AI, Mrap, Cimade, APGVA, ANGVC et LDH) s'est réuni en octobre pour trouver des solutions aux conditions de vie déplorables dans lesquelles vivent une cinquantaine de Roms roumains ou bulgares, en tentant de s'appuyer sur une expérience très positive menée par la Cimade dans une commune de l'Indre.

International

A Sauxillanges, la section d'Issoire a participé à la soirée « Repaire » consacrée à la situation en Syrie.

La section LDH Clermont/Riom, pour sa part, a appelé à deux manifestations de soutien au peuple palestinien et pour le respect du droit international par Israël, à l'initiative de l'AFPS 63.

Participation de la section Clermont/Riom à deux manifestations mises en place par le collectif associatif « Solidômes » (Cimade, Secours Catholique, CCFD, Amnesty International, LDH, RESF 63) à l'occasion de la Semaine de solidarité internationale en novembre 2012.

Permanences, soutien juridique

Des permanences LDH ont été tenues à Clermont-Ferrand (lundi et jeudi) : accueil de nombreux mineurs isolés étrangers (Mie). Avec RESF 63, la section Clermont/Riom veille, de façon continue, à ce que outre les Mie, tous les enfants étrangers soient scolarisés, assurés, nourris aux cantines des écoles, que leurs parents aient ou non des papiers. La section de Clermont/Riom intervient au sein de deux collectifs : RESF 63 (approche plus collective et politique) et le réseau interassociatif LDH-Cimade d'aide aux étrangers (dossiers individuels).

Les sections du Puy et de Vichy tiennent une permanence de soutien juridique.

La nouvelle section de Saint-Eloy-les-Mines a mis en place en novembre une formation « Accompagnement juridique des déboutés du droit d'asile ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Issoire et Le Puy font des interventions en milieu scolaire, les deux sections ont respectivement participé à la fête du livre à Issoire et à la Garden party au Puy-en-Velay.

Le Puy a présenté le spectacle *Silences à tout rompre* au Centre Roger Fourneyron.

Issoire s'est impliquée dans les soirées-lectures organisées à la Tour de l'horloge par le service culturel de la mairie autour de textes sur l'abolition de la peine de mort.

La section Clermont-Riom a participé à diverses manifestations associatives organisées par la Vie associative de la municipalité de Clermont-Ferrand : stand à la fête de l'égalité et de la diversité en mai ainsi qu'au Forum des associations en septembre.

Au niveau régional, 2 numéros *Lettre LDH Info* ont été publiées, l'une sur les violences policières, l'autre sur les fichiers scolaires, disponibles sur le site LDH Auvergne : <http://www.ldh-france.org/region/auvergne/>

Actions remarquables parmi d'autres

La nouvelle section Saint-Eloy-Nord-Combrailles a mis en place un partenariat autour du droit des étrangers pour organiser une formation juridique, des cours de FLE (Français langue étrangère) 4 cours par semaine et aussi des projections-débats.

BOURGOGNE

Le nombre d'adhérents a progressé de 377 en 2011 à 383 en 2012. Les ligueurs sont répartis en 15 sections dont 2 sont temporairement en sommeil. 3 adhérents sont isolés. Une nouvelle section a été créée dans la Nièvre. 2 départements sont organisés en fédération : la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire. La situation géographique des sections forme un losange d'environ 300 km sur 200 km.

Nièvre

Clamecy-Haut Nivernais : 48
Cosne-Val de Loire : 7
Nevers : 3

Côte-d'Or, constitué en fédération

Châtillon-sur-Seine : 22
Dijon : 67
Montbard-Auxois : 20

Saône-et-Loire, constitué en fédération

Autun : 14
Chalon-sur-Saône : 22
Gueugnon : 11
Le Creusot : 19
Mâcon : 31
Montceau-Bassin Minier : 21
Tournus : 7

Yonne

Auxerre : 41
Saint-Julien-du-Sault-Nord-Yonne : 47

La LDH obtient une très bonne visibilité dans la presse locale et régionale : *Dijon-scope*, *Autun actu*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *l'Yonne républicaine*, *le Châtillonnais* et *l'Auxois*, *Creusot-info*, *Le Populaire*, *Le Journal du Centre*, *Le Bien public*, *Le Régional de Cosne*. C'est un des indicateurs du dynamisme des sections bourguignonnes, avec une quarantaine d'actions répertoriées, qui balaient tous les champs d'intervention de la LDH dans le cadre de leurs réalités locales. 106 articles de presse ont été transmis en 2012 au comité régional par les sections.

En plus de la presse locale, tous les autres outils de communication disponibles sont utilisés pour être présent et reconnu : sites Internet, radios locales et associatives, cinémas, forums associatifs, présences sur les marchés.

Les réunions du comité régional, élargies à toutes les sections, ont lieu à la Maison des associations à Dijon le 2^e samedi de chaque mois à la suite de celle du comité central, 75 % des sections y assistent assidûment. Toutes les sections ont unanimement partagé les thèmes du « Pacte pour les droits et la citoyenneté ».

Démocratie, libertés

« L'esclavage moderne » à travers la situation d'une jeune femme marocaine, a provoqué l'intervention de la section de Chalon-sur-Saône ; celle-ci a ensuite dénoncé la problématique du dispositif « voisins vigilants », avec la présence de Françoise Dumont. En effet, la mise en place de ce dispositif se fait au pas de charge en Saône-et-Loire avec l'assentiment de nombreuses collectivités locales, toutes sensibilités politiques confondues. La section de Clamecy-Haut Nivernais a interpellé le président du conseil général

de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg, lors de sa venue à Clamecy sur le dispositif « voisins vigilants ».

Sujet voisin, la « société de surveillance et ses dérivés » a été l'objet d'une conférence-débat organisée par la section de Montceau-Bassin Minier et Auxerre avec la participation de Jean-Claude Vitran. Les ligueurs auxerrois ont refusé de participer au Comité d'éthique local relatif à la vidéoprotection.

Les thèmes justice et prison restent des sujets essentiels pour la section de Dijon avec une exposition du Collectif justice-prison.

Clamecy-Haut Nivernais a créé le collectif de soutien à Flotteurs FM, radio locale qui était menacée d'arrêt d'émission à cause du refus d'une subvention d'Etat.

A l'initiative de Chalon-sur-Saône, Pierre Joxe est venu pour débattre de la justice des mineurs. Montbard-Auxois, lors du Forum des jeunes de Chatillon-sur-Seine, a débattu avec eux des droits et devoirs de chacun et du rôle de la LDH. La laïcité est le premier projet en préparation pour la section Cosne-Val de Loire.

Les candidats aux législatives ont été interpellés par les sections de Montceau-Bassin Minier, Montbard-Auxois, Châtillon-sur-Seine, Auxerre, Le Creusot, Clamecy-Haut Nivernais.

Le comité régional a adressé un courrier rappelant la position de la LDH aux 7 parlementaires bourguignons, membres du Collectif des 75, qui avait publié dans *Le Monde* un communiqué sur l'urgence d'accorder aux étrangers non communautaires le droit de vote aux élections municipales.

Clamecy-Haut Nivernais avec la Libre pensée, le Mouvement de la paix, l'Arac et les Amis pour la mémoire de la déportation se sont mobilisés pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. A leur demande le conseil général de la Nièvre a soumis au vote de l'assemblée départementale une motion de soutien pour que toutes les initiatives à la réhabilitation de la mémoire des soldats injustement fusillés soient entreprises, afin que leurs noms figurent sur les monuments aux morts et que la mention « Mort pour la France » soit transcrite à l'état civil. Les élus de gauche, majoritaires au Conseil général, ont approuvé le texte à l'unanimité le 25 juin 2012, les élus d'opposition ayant refusé de participer au vote. La Nièvre est le 16^e département de France à avoir pris position sur ce sujet.

Droits économiques, sociaux et culturels

2013 est promue « année européenne des citoyens » alors que le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est remis en question quant à ses moyens. Mâcon et Clamecy-Haut Nivernais sont intervenues sur ce sujet.

La question du droit au travail a été soulignée par la section de Saint-Julien-du-Sault-Yonne-Nord avec l'organisation d'une conférence-débat.

La question du logement a été une thématique commune à Montceau-Bassin Minier, Montbard-Auxois, Châtillon-sur-Seine, celle de la santé et de l'accès aux soins a concerné Montbard-Auxois et Mâcon, plus spécifiquement sur les droits des personnes en situa-

tion de handicap et la reconnaissance des aidants. Gueugnon a publié un communiqué dénonçant les difficultés d'accès aux soins dans les zones rurales, l'inégalité face à la santé et les dépassements d'honoraires.

« L'Ecole permet-elle d'atténuer les inégalités sociales ? » fut le thème débattu à Châtillon-sur-Seine. L'éducation aujourd'hui a fait l'objet d'un café-débat organisé au Creusot.

Etrangers

Toutes les sections de Bourgogne sont concernées par les soutiens aux sans-papiers.

Dijon, au sein du collectif local, fait un travail important d'aide, d'assistance, de communication sur la situation des demandeurs d'asile en Bourgogne et de rencontres avec les représentants de l'Etat et les élus locaux : la régionalisation des dossiers est une catastrophe humanitaire, les capacités d'hébergement sont saturées, des centaines de demandeurs d'asile sont à la rue à Dijon, en plein hiver, et des enfants scolarisés la journée dorment avec leurs parents dans des squats. Le juge des référés a condamné la préfecture de région à loger dans les 24 heures 2 familles albanaise et nigériane, sous peine de pénalités. Une victoire de la LDH mais le problème reste entier. S'ajoute la situation des Roms qui errent d'un lieu à l'autre dans l'environnement dijonnais.

La section d'Autun et RESF sont particulièrement actifs en Saône-et-Loire et dénoncent la notion de « pays sûrs », la projection du film *Terraferma*, suivi d'un débat sur l'immigration et les clandestins, a rassemblé bon nombre d'autunois. *Lampédusa, l'île des naufragés d'Afrique* a captivé l'auditoire de Montbard. Des manifestations départementales ont eu lieu à Dijon et Mâcon pour dénoncer la politique d'immigration et l'absence de prise en charge de l'hébergement des demandeurs d'asile.

Un communiqué « Tout ça pour ça » a été publié par *Le Journal du centre* et *Le Châtillonnais* et *l'Auxois*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Mâcon a consacré une soirée à la guerre d'Algérie. *Ici on noie les Algériens* a été projeté à Châtillon-sur-Seine : salle comble, avec le témoignage d'un infirmier militaire témoins des événements. *Il paraît qu'eux*, film-expo, a permis de lutter contre les préjugés à l'initiative de Saint-Julien-du-Sault. Chalon-sur-Saône s'est invitée dans la manifestation de l'association Alliance vita contre le mariage et l'adoption des couples homosexuels.

Châtillon-sur-Seine a organisé un débat, avec la participation de 40 collégiens, sur le thème de « L'Identité c'est quoi ? », pluralisme accepté qu'il faut renégocier tous les jours.

La Journée internationale de la femme du 8 mars, l'égalité hommes-femmes, la précarité au féminin ont mobilisé les sections de Dijon, du Creusot et de Mâcon. Dijon a rencontré les jeunes de première et terminale du lycée d'Auxonne qui organisent chaque année une semaine d'actions contre les inégalités.

Suite à la recommandation du Défenseur des droits et à la décision du Conseil de Paris en septembre 2011 d'être ville volontaire, le comité régional a demandé aux 4 maires des villes-préfectures de Bourgogne de s'impliquer pour l'expérimentation de la remise d'un récépissé lors des contrôles d'identité : le sénateur-maire de Mâcon n'a pas répondu, le comité régional a été reçu par le directeur de cabinet du sénateur-maire de Dijon, le maire de Nevers a répondu ainsi que le maire-conseiller régional d'Auxerre. Cependant la volonté politique pour lutter contre les contrôles au faciès n'est pas au rendez-vous puisque la synthèse des réponses pourrait être : pas d'initiatives locales « dérangeantes ».

.....International.....

Chalon-sur-Saône s'est fortement impliquée sur la situation en Syrie dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale. Dijon a manifesté pour dénoncer les bombardements à Gaza, Clamecy-Haut Nivernais a plaidé pour la reconnaissance d'un Etat palestinien.

A Montceau-les-Mines, un débat a fait suite à la projection du documentaire *Laïcité, Inch Allah*, plaidoyer pour la laïcité à travers un vibrant hommage à la Tunisie.

.....Permanences, soutien juridique.....

Des permanences mensuelles sur le droit des étrangers se tiennent au Creusot, à Dijon, à Sens (tenue par Saint-Julien-du-Sault-Nord-Yonne).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les interventions en milieu scolaire se sont poursuivies cette année encore dans le cadre du concours des « Écrits pour la fraternité » (cf. action remarquable). De nombreuses interventions en milieu scolaire ont lieu en plus de celles des « Écrits pour la fraternité ».

Par ailleurs, un groupe de travail « formation » est en cours de constitution, capitalisant les nombreux savoir-faire locaux, suite à la journée nationale formation d'octobre 2012 et de celle qui a eu lieu à l'initiative de la région Ile-de-France.

.....Actions remarquables parmi d'autres.....

L'engagement aux « Écrits pour la fraternité » des sections d'Auxerre et Montbard-Auxois a été source de succès pour les jeunes participants du thème « Ecoutez-nous » : le lycée Jacques Amiot d'Auxerre a reçu le 1^{er} prix pour une sculpture collective, l'IME d'Auxerre 1^{er} prix ex aequo pour l'affiche : « Les bouches qui parlent ». En Auxois, catégorie « travaux individuels », ce sont les élèves du collège Alésia de Venarey-les-Laumes qui ont obtenu le 1^{er} prix et ceux du collège de Sémur en Auxois qui ont reçu le 2^e prix ; catégorie 4, c'est à nouveau le collège Alésia de Venarey les Laumes qui a été couronné du 2^e prix. Avec toute notre reconnaissance aux enseignants bourguignons, qui se lancent depuis de nombreuses années dans l'aventure des « Écrits pour la fraternité », en le traduisant en projet pédagogique formateur pour les jeunes citoyens d'aujourd'hui et de demain.

BRETAGNE

421 adhérents, soit 11 adhérents de plus qu'en 2011, sont répartis en 15 sections, dont deux nouvelles créées en 2013, Redon et Ploërmel, sur 4 départements.

Côte d'Armor, constituée en fédération

Dinan et Pays-Dinannais : 20
Saint-Brieuc : 41
Trégor-Goelo : 5
Loudéac-Centre-Bretagne, : 29

Finistère, constituée en fédération

Brest : 36
Chateaulin & Centre-Finistère : 13
Morlaix : 18
Quimper : 32
Quimperlé-Concarneau : 38

Ille-et-Vilaine, fédération en cours de mise en place

Rennes : 55
Saint-Malo : 59
Redon : 7

Morbihan, fédération en cours de mise en place

Lorient : 23
Vannes : 32
Ploërmel : 10
Isolés : 3

La région Bretagne a réalisé 116 actions dont 20 statutaires, largement relayées par *Ouest-France*, *Le Télégramme de Brest*, *Le Télégramme*, *Le Courrier indépendant*, *Le Petit malouin*, *radiolaser.fr* ou *letelegramme.com*.

Le comité régional s'est réuni très régulièrement (5 fois), et a organisé une assemblée générale statutaire et une assemblée générale préparatoire à la convention nationale (une trentaine de participants de toute la région).

Le comité régional a également organisé deux journées de formation. L'une concernait les trésoriers avec pour objectifs l'acquisition d'une culture commune, de compétences permettant de faciliter l'exercice de la fonction dans le contexte de la LDH, ainsi que l'appropriation d'un rôle de force de proposition pour la section. 13 sections et 35 ligueurs ont participé à cette journée, organisée avec la participation de la Ligue de l'enseignement. La seconde journée concernait surtout les nouveaux adhérents avec pour thème la connaissance de la LDH et de son organisation. Elle a rassemblé à Saint-Brieuc 20 participants de toutes les sections.

Démocratie, libertés

La défense des droits en général, de la démocratie et des libertés est le domaine d'action principal des sections avec 55 actions.

Le thème des prisons a fait l'objet de conférences et de réunions publiques à Rennes et Vannes. Saint-Malo participe au conseil d'évaluation de la maison d'arrêt.

Quimperlé-Concarneau a organisé une conférence-débat sur l'extrême droite : « La Fabrication du Front national ». A Dinan, s'est tenue une conférence sur le totalitarisme. Lorient a proposé une pièce de théâtre sur la citoyenneté : « R(ê)volutions ».

Quimperlé-Concarneau a organisé une action sur la justice des mineurs, conduite à la demande d'un conseil municipal des jeunes (CMJ). Le travail avec le CMJ s'est déroulé à travers des rencontres sur une période de trois mois.

Vannes a présenté aux politiques le cahier de doléances de la jeunesse. Rennes a réalisé une journée des droits et de la différence et Loudéac une journée des solidarités dans un collège.

Brest et Rennes ont organisé une conférence sur la laïcité : « Ecole et laïcité », « La Laïcité, montée de l'intolérance ? Récupération démagogique ? ».

Les lois sécuritaires, et en particulier en psychiatrie, ont été dénoncées par les sections de Dinan (l'hospitalisation sous contrainte) et Vannes (santé mentale et enfermement, quels garde-fous ?)

Le rappel de moments de l'histoire permet à la LDH de mettre en évidence la défense des droits. Ainsi, la fédération des Côtes d'Armor, Rennes et Vannes ont demandé la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. Morlaix et Concarneau ont accompagné des Gens du voyage : scolarisation des enfants, hébergement, réhabilitation des aires d'accueil. Saint-Malo a fêté les 110 ans de la section avec la pièce *NAZ* de Ricardo Montserrat suivie d'un débat.

Droits économiques, sociaux et culturels

La défense des droits économiques et sociaux a été abordée avec 6 événements.

L'un, à Quimper, portait sur le logement. Dinan a traité de la citoyenneté dans l'entreprise.

Quimperlé-Concarneau a organisé, en partenariat avec Attac et une maison des jeunes, deux conférences : « Crise de la dette, crise de l'euro, comment s'en sortir ? » et « L'Enjeu des salaires ».

Vannes a organisé un café-débat sur les médias et la démocratie.

Etrangers

16 actions ont été menées sur ce thème. Outre le soutien apporté à des cas individuels, à Rennes, Saint-Malo, Lorient, Loudéac, Brest, Quimper, Saint-Brieuc, Quimperlé-Concarneau, les sections ont organisé ou ont participé à divers événements autour du thème des étrangers sans-papiers et demandeurs d'asile.

Un Cra étant installé à Rennes, la section est très impliquée et représente un relais d'information pour la région.

Loudéac et Rennes se sont mobilisés pour les amoureux au ban public. Des collectifs sont actifs pour la défense et l'accueil des migrants.

Racisme, antisémitisme et discriminations

6 actions ont concernées ces thèmes : trans-sexualité à Dinan, journée du droit et du respect de la différence à Rennes, dans un collège. Egalement dans un collège, Loudéac a réalisé une journée des solidarités.

International

Les 9 actions sur l'international, en raison de l'actualité, ont concerné le Moyen-Orient. Saint-Brieuc, Morlaix et Dinan, en présence du réalisateur Khéridine Mabrouk, ont organisé des ciné-débats autour du film *Gaza-strophe, Palestine*. Brest a réalisé une conférence sur les révolutions arabes.

Permanences, soutien juridique

Rennes, Saint-Brieuc, Quimper, Dinan, Lorient, Loudéac-Centre-Bretagne, Saint-Malo tiennent des permanences ou mettent en œuvre des soutiens juridiques.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH en Bretagne met en œuvre des moyens divers pour sensibiliser aux droits.

D'une part, la campagne « Pacte pour les droits et la citoyenneté » s'est poursuivie en 2012. Par exemple, Quimper, en mars 2012, a invité des élus et des partis politiques pour un débat autour du Pacte, en partenariat avec *Le Télégramme*, avec une forte participation.

Les sections tiennent des stands dans des Forums des associations, distribuent des tracts sur les marchés, font des conférences de presse, proposent des débats et des cafés citoyens, présentent des expositions, comme par exemple à Brest dans un lycée.

Les interventions en milieu scolaire ou universitaire sont nombreuses et diversifiées. Lorient, Brest, Saint-Brieuc et Quimperlé-Concarneau ont préparé les « Ecrits pour la Fraternité » en intervenant dans des classes.

Plusieurs sections, dont Quimperlé-Concarneau et Loudéac Centre Bretagne, relayées par la presse, ont fait une présentation générale de leurs activités.

Rennes édite un bulletin bimestriel.

Vannes, Rennes, Lorient, Loudéac-Centre-Bretagne et la région ont un site. Rennes, Quimper, Ploërmel et Loudéac ont aussi une page Facebook.

Actions remarquables parmi d'autres

Quimper a organisé, en 2012, le premier concours de la vidéo engagée. La section souhaite mettre en avant l'engagement des participant(e)s et révéler des talents. L'objectif majeur est, par conséquent, d'inciter tout(e) citoyen(ne) à exprimer ses convictions ou questionnements sur les droits de l'humain en mettant en scène des situations qui le choquent, le touchent, l'intriguent, ... Dans une vidéo de 10 minutes maximum, sous forme de documentaire ou de fiction, le (la) participant) peut développer sa créativité et son originalité en utilisant le moyen de son choix (téléphone portable, webcam, appareil photo ou caméscope numérique, etc.). Le premier festival a été une réussite sur le plan de la participation et de la qualité des vidéos. Il sera renouvelé en 2013.

Brest a réalisé le 2^e Festival des libertés, au cinéma les Studios avec la projection de 6 films ayant pour thème l'abolition de la peine de mort. 500 entrées, avec un stand LDH.

CENTRE

329 adhérents sont répartis dans 5 sections, 10 adhérents sont isolés.

Cher

Bourges : 34

Indre

Châteauroux et Indre : 174

Indre-et-Loire

Tours Indre-et-Loire : 54

Loir-et-Cher

Blois et Loir-et-Cher : 13

Loiret

Orléans : 43

56 actions ont été répertoriées dont 9 réunions statutaires.

Les actions des sections sont relayées par *La Nouvelle République* et le site www.lanouvellerepublique.fr, et aussi *Radio Béton*, radio locale associative de Tours.

Démocratie, libertés

C'est la thématique la plus importante avec près de 15 actions.

La section de Tours a interpellé par courrier les candidats aux élections législatives.

Celle d'Orléans, lors de cafés-débats, a questionné sur « Le Vote a-t-il encore un sens ? » et « Quel avenir pour la démocratie ? ». Dans le cadre du Pacte, Châteauroux a fait débattre sur le thème « Dans quelle démocratie vivons-nous ? ».

La section d'Orléans a organisé une conférence sur « Les Libertés publiques », celle de Bourges une conférence sur « Des libertés à reconquérir » et une autre sur les « L'Egalité à reconstruire ».

La section de Blois a présenté l'exposition « Les Droits de l'Homme » à la médiathèque de Romorantin et invitait à une conférence sur « L'Afrique du Sud, l'apartheid et les droits de l'Homme ».

La section de Tours a suscité un débat sur la justice lors de la projection du film *Session d'assises dans la cité* et a publié un communiqué de remerciement pour le soutien aux « 4 de Tours ».

La section de Tours fait partie du Collectif contre la vidéosurveillance.

La section de Châteauroux s'est élevée dans un communiqué, contre la vente de bâtiments publics à une association intégriste.

La section de Tours a organisé une projection-débat avec le documentaire *Troufions*, film qui donne la parole à des soldats ayant participé à la guerre d'Algérie.

Droits économiques, sociaux et culturels

La crise et l'économie ont été évoquées avec un café-débat organisé par la section d'Orléans sur « Faut-il rembourser la dette ? » et avec une projection-débat de la section de Tours autour du film *Jours précaires*.

La section de Châteauroux, quant à elle, a débattu sur la thématique de « L'Hôpital, lieu de la République ».

International

C'est un thème très présent qui a donné lieu à plusieurs débats. Ainsi, à Tours, une projection-débat s'est appuyée sur le documentaire *Prendre sa part*, à Bourges, une conférence a traité de « L'Insécurité juridique, un moyen de réguler l'immigration » ou encore à Blois, la projection-débat de *Les amoureux au ban public* a suscité les échanges.

Les sections de Châteauroux, et surtout Tours, ont lancé plusieurs appels à manifester en soutien aux sans-papiers.

Le travail se fait souvent en collectif : par exemple, la section de Tours est partie prenante du RESF local.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section d'Orléans est partenaire du Comité Rom. Tours et Indre et Loire participe au pôle anti-discrimination.

La section de Châteauroux et Indre a organisé une conférence-débat sur « Egalité hommes-femmes et discriminations » et Blois a présenté une exposition sur « Des femmes pour les droits de l'Homme ».

International

Blois a appelé à manifester pour la défense des droits des Palestiniens. Orléans a organisé, en partenariat avec l'Asla et la Ligue algérienne, une conférence sur le thème de « L'Algérie : comment le pouvoir manipule les idéaux démocratiques ».

Permanences, soutien juridique

La section de Châteauroux et Indre tient une permanence d'aide et de conseil généraliste.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Châteauroux intervient fréquemment en milieu scolaire. Tours a organisé le concours « Les Ecrits pour la fraternité ».

Les sections d'Orléans et Châteauroux ont été présentes lors des forums des associations. La section de Tours était au « City raid andros » de Joué-les-Tours, et a participé à la « Nuit de la citoyenneté ». La section de Châteauroux était présente à un repas multiculturel.

La section d'Orléans fait partie du réseau Forum des droits humains et celle de Tours de la Coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (CIDMAT).

La section de Tours a un site <http://ldh.tours.free.fr/>, ainsi que celle de Châteauroux <http://www.ldh36.org/>.

CHAMPAGNE-ARDENNES

La région compte 156 adhérents en 2012, répartis en 6 sections, et 4 adhérents isolés.

Ardennes

Charleville-Mézières : 33
Vouziers : 9

Aube

Troyes et de l'Aube : 23

Haute-Marne

Chaumont : 56

Marne

Châlons-en-Champagne : 13
Reims : 18

Au terme de l'année, une vingtaine d'actions étaient recensées dont 2 statutaires.

La LDH a été présente dans la presse régionale : *L'Union ardennais*, *Infos-Chalons*, *Journal de Saône et Loire*, *Journal de l'Ardennais*, *Le Télégramme*, *lejsl.com*, *infoschalons.com*, *lunion-presse.fr*, *France3* ont repris des éléments de l'action de la LDH en région.

Démocratie, libertés

La section de Charleville-Mézières a pris l'initiative d'organiser une conférence consacrée à « L'Avenir des libertés ».

A l'instar d'autres lieux en France, la section de Charleville-Mézières s'est engagée dans une manifestation visant à porter le principe d'une réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre de 14/18.

Droits économiques, sociaux et culturels

Au titre de la défense des droits économiques et sociaux, la section de Vouziers a organisé une conférence publique intitulée « Vers une société sans services publics ».

Etrangers

La défense et l'accompagnement des étrangers sans papiers, ou en situation de fragilité administrative quant au droit au séjour, ont mobilisé des sections de Champagne-Ardenne. Les militants de Châlons-en-Champagne se sont engagés activement dans la défense d'une famille menacée.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Vouziers s'est particulièrement engagée dans l'accompagnement et la défense des Gens du voyage, participant activement au comité de soutien local, Chaumont est partie prenante de la Commission consultative des Gens du voyage.

International

A Chaumont, la section de la LDH a pris l'initiative d'une conférence sur la situation en Palestine.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

A Chaumont, les militants ont assuré une présence dans le cadre du forum local des associations.

Permanences, soutien juridique

Chaumont apporte un soutien et des conseils lors de permanences.

CORSE

La région compte 100 adhérents (305 000 habitants) et une organisation locale de la LDH dérogatoire : une section Ajaccio-Corse et un comité régional.

23 actions ont été répertoriées en 2012, dont une réunion statutaire.

Les prises de position et activités de la LDH en Corse paraissent dans les médias locaux selon une fréquence quasi hebdomadaire. Le quotidien *Corse-Matin*, l'hebdomadaire *La Corse Votre hebdo*, le mensuel *Paroles de Corses*, les radios *Alta Frequenza*, *RCFM* et *RCF*, les journaux et magazines de *France 3 Corse*, les journaux quotidiens en ligne tels que *Corsenetinfos* ou *corse.matin.com* ont publié régulièrement les actions et réflexions de la section. Il faut également noter un impact régulier dans la presse nationale au travers de différents médias (*AFP*, *BFM-TV*, *Le Monde*, *RMC*, *France-Inter*, *Libération*, *TF1*, *M6*, *France-Info*, *RFI*...).

Démocratie, libertés

8 actions répertoriées sont consacrées à ce thème. La LDH de Corse a investi les campagnes électorales : rencontre avec Eva Joly, candidate des Verts à la présidentielle 2012, puis Bruno Leroux, porte-parole de François Hollande, candidat à la présidentielle de 2012. Elle a proposé aux candidats aux élections législatives un questionnaire, présenté lors d'une conférence de presse, les réponses aux candidats étant rendues publiques sous forme de communiqué (mai-juin).

Dans un contexte marqué par des violences multiples, la LDH de Corse a publié en mai un communiqué généraliste « Faire vivre la parole démocratique » et a condamné, entre autres, l'assassinat d'Yves Manunta (juillet), celui d'Antoine Sollacaro (octobre), avocat et ancien président de la section ; de Jacques Nacer, président de la chambre de commerce et de l'industrie de Corse du Sud, CCI (novembre) ; les attentats contre la sous-préfecture de Corte (avril), contre un commerce dans le centre d'Ajaccio qui a causé la mort d'un restaurateur du quartier (avril)...

La LDH participe à des mobilisations telles que le rassemblement contre les assassinats à Ghisonaccia (avril), elle produit des textes d'analyses (par exemple à destination de la commission « violences » de l'Assemblée de Corse qui l'a auditionnée), a assisté à la session de l'assemblée de Corse où a été débattu un rapport intermédiaire de la commission « violences » de cette instance (janvier). Elle a prolongé la diffusion de son analyse par le biais d'une tribune « Ga-

rantir les droits, développer la démocratie » publiée par l'hebdomadaire *La Corse-votre hebdo* (janvier). Elle a rappelé l'exigence d'un Etat de droit dans des tribunes, telles que « Les droits, tous les droits, rien que les droits » co-signée par 12 personnalités de la société civile et publiée dans *Corse-matin* (janvier).

Elle a élaboré une proposition de réforme de la Constitution et multiplié les interventions sur cet engagement avec des tribunes (*la Corse-votre hebdo* « Pour un nouveau Riacquistu » ; conférence de presse « Pour un nouveau Riacquistu », avec la revendication « peuple corse/communauté de destin/citoyenneté de résidence » (juin), avec une interview publiée par *Corse Net Infos* : « Pour une citoyenneté locale de résidence » ; avec une présence aux 3^e Journées internationales de Corte à la tribune au côté d'élus de différentes tendances (août).

La LDH a dénoncé le droit d'exception lié au dispositif antiterroriste et la procédure Jirs. Plusieurs campagnes et plusieurs interpellations de l'opinion et de responsables politiques fortement médiatisées, localement et relayées de manière conséquente par la presse nationale, ont particulièrement marqué l'activité sur ce point en 2012, par exemple :

- campagne de dénonciation de la Jirs lors de la grève de la faim de Lisandru Plasenzotti (conférences de presse, rassemblements, débats publics), de janvier à avril, et lors de la grève de la faim de Guy Orsoni ;
- lancement d'un appel-pétition « Pour une justice sereine et équitable » à l'initiative de la section et co-signé par 12 personnalités de la société civile et élu,

avec un débat à Ajaccio, le 5 mars, qui a rassemblé 400 personnes ;

- proposition d'une motion sur la justice d'exception, antiterrorisme et Jirs, déposée auprès de l'Assemblée de Corse qui fait la une de *Corse-Matin* (février) ;
- sur la base des rapports de la FIDH, dénonciation du dispositif antiterroriste lors d'une réunion-débat du comité de soutien d'Yvan Colonna à Toulon (avril) ;
- protestation (communiqué) contre l'arrestation d'Aurore Martin, militante basque dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen et interview à *France 3 Corse* (novembre) ;
- à l'annonce des mesures gouvernementales concernant la lutte contre la grande criminalité, le comité régional de Corse a réagi publiquement et a contesté les termes « mafia et omerta » appliqués à l'île et a particulièrement insisté sur le danger du statut de repent.

La section a participé à un travail de médiation dans un quartier populaire avec des jeunes et des associations de ce quartier, dont le journal *Corse-matin* s'est fait l'écho à plusieurs reprises (janvier à avril). Elle a soutenu des jeunes victimes de violences policières en étant présente à une conférence de presse au côté des familles (octobre).

La section était présente et a pris la parole à Santa Reparata di Balagna, lors de la cérémonie pour le rapatriement dans son village natal, de la dépouille du soldat François Marie Guidicelli, fusillé pour l'exemple dans la Somme. A cette occasion, le comité régional de Corse a travaillé avec la fédération de la Somme.

Elle a participé au groupe de travail « Mémoire, histoire, archives » lors de la projection du film de Jackie Poggioli et présenté le travail réalisé par la section pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de 14-18 et autres victimes de la justice militaire (septembre).

Droits économiques, sociaux et culturels

La Corse s'est particulièrement mobilisée sur ce thème avec 13 actions répertoriées. La LDH de Corse a été auditionnée par la commission « violences » de l'Assemblée de Corse de janvier sur la base d'un rapport remis aux élus se référant au concept de « précarité ».

A l'occasion du 1^{er} mai, la LDH de Corse a lancé un appel « Sortir de l'impasse sécuritaire, antisociale et xénophobe » et a participé aux manifestations inter-syndicales du 1^{er} mai à Ajaccio et Bastia.

Plus ponctuellement, elle est intervenue pour appor-

ter son soutien à des grévistes dont certains ont été victimes de violences.

Elle a participé à plusieurs réunions initiées par le Secours catholique afin de préparer une marche inter-assocative pour la souveraineté alimentaire et le refus de la misère (août à octobre).

Elle a également investi les débats qui mobilisent l'Assemblée de Corse concernant le plan de développement durable de la Corse (Padduc).

La section a participé à la chaîne humaine organisée par le collectif « Parlemu Corsu » (mars). Elle était à un séminaire sur l'apprentissage des langues en immersion, organisé par le même collectif (publication d'un communiqué sur les langues régionales).

Etrangers

La sixième édition des 8 heures pour la solidarité a eu pour thème « Avec les migrants, construire une autre Méditerranée » (cf Action remarquables).

Racisme, antisémitisme et discriminations

La LDH de Corse a été à l'origine d'une réaction commune de la LDH, du prêtre Gaston Pietri et du responsable de l'association des musulmans de Corse suite à un incendie volontaire d'un lieu de culte musulman à Ajaccio (avril). Elle a dénoncé par voie de communiqué des inscriptions à caractère raciste sur les murs du consulat du Maroc à Bastia, en octobre, condamnation saluée par le consul du Maroc.

La LDH a adressé un courrier au recteur de l'académie de Corse suite à l'interdiction faite à une mère portant un voile d'accompagner son enfant. Elle a rappelé les termes de la loi (avril).

Invitée par le préfet de Haute-Corse, la section a participé, à la synagogue de Bastia, aux cérémonies en mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites du gouvernement de Vichy (juillet).

International

La 5^e édition des 8 heures pour la solidarité a porté sur « Les Sociétés civiles méditerranéennes en mouvement ».

La section a participé à plusieurs actions de soutien du peuple palestinien et pour la paix au Proche-Orient : rassemblement pour demander la libération de 2 militants corses arrêtés en Israël (avril) ; participation à un débat organisé par Corsica-Palestina (juin) ; signature et diffusion de la pétition pour Youssef Habache (juin) ; accueil du bateau « l'Estelle » à Ajaccio et rencontre avec les militants suédois qui

participent à la campagne internationale pour briser le blocus de Gaza (septembre) : présence à l'Assemblée de Corse, en réponse à l'invitation de son président, lors de la réception de Salah Hamouri. A la suite de cette rencontre la section a entrepris une correspondance avec un prisonnier palestinien par l'intermédiaire de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) (septembre).

Elle a également rencontré une délégation de Kurdes de Turquie.

Actions remarquables parmi d'autres

La section organise chaque année « les 8 heures pour la solidarité » sur une thématique particulière, ce qui donne lieu à de nombreuses retombées médiatiques et permet une campagne de communication sur le thème choisi.

Par exemple, la sixième édition des 8 heures pour la solidarité a eu pour thème « Avec les migrants, construire une autre Méditerranée ». En amont de cette manifestation, ont été réalisées deux grandes interviews sur la question des migrants dans la *Corse Votre hebdo*. Les 8 heures ont connu plusieurs temps forts : un débat entre Bertrand Badie et le Conseil économique, social et culturel de Corse, un débat public avec les deux invités (250 personnes) et l'enregistrement du magazine politique « Cuntrastu » de *France 3 Corse* (55 mn) avec B. Badie (novembre).

Dans les 5 départements d'outremer, on compte 204 adhérents. Ils sont répartis dans 6 sections.

Guadeloupe

Basse-Terre : 19
Pointe-à-Pitre : 28

Guyane

Cayenne : 34

La Réunion

Saint-Denis de La Réunion : 79

Martinique

Fort-de-France : 13

Mayotte

Mayotte : 30

23 actions ont été répertoriées dont 4 statutaires.

C'est surtout sur des sites internet d'informations que sont relayées les actions des sections : <http://www.zinfos974.com/>, <http://www.blada.com/>, <http://www.guyaweb.com/>.

Démocratie, libertés

7 actions répertoriées concernent ce thème. La section de Pointe-à-Pitre a interpellé les candidats aux élections législatives.

Cayenne a envoyé un courrier aux parlementaires pour qu'ils se prononcent pour le droit de vote des résidents non communautaires.

La section de Mayotte a adressé une lettre aux parlementaires pour les alerter sur les atteintes aux droits dans le département.

La liberté d'informer a été défendue par la section de Saint-Denis de La Réunion qui a publié un communiqué à la suite de l'agression d'un journaliste à Saint Leu.

La section de Cayenne a dénoncé dans un communiqué le fonctionnement du tribunal d'instance de Guyane en matière de déclaration de nationalité et de délivrance de certificats de nationalité.

Elle a aussi fait un communiqué contre la vidéosurveillance dans la ville.

Droits économiques, sociaux et culturels

14 actions recensées ont concerné ces thématiques. La section de Saint-Denis de la Réunion a émis un communiqué en soutien aux salariés de l'Arast.

Plusieurs sections ont focalisé leur action sur la défense des droits de l'enfant. Ainsi, Cayenne a dénoncé dans plusieurs communiqués, l'inertie des administrations locales qui privent ainsi de nombreux enfants de l'accès à l'école. La section demande la mise en place d'une commission permanente réunissant tous les partenaires de l'école.

La section de Mayotte a été reçue en audience par la conseillère du ministre de l'Outre-mer sur les thèmes des droits civils, droits économiques et sociaux, droit à l'éducation, droit des étrangers, droit à la propriété et a aussi rencontré le sous-préfet chargé de l'Egalité des chances et de la Cohésion sociale au sujet de la prise en charge des cinq mille mineurs isolés.

La section de Cayenne, à la suite du décès d'un enfant en raison de l'absence de structures hospita-

lières transfrontalières appropriées à Oiapoque, ville de plus de vingt mille habitants, a exigé dans un communiqué que des accords soient conclus entre les hôpitaux de la région, pour que l'accès aux soins soit vraiment une réalité pour les populations.

Etrangers, droit d'asile

La section de Pointe-à-Pitre a demandé dans un communiqué la régularisation des sans-papiers. Cayenne, avec Aide, la Cimade et le Mom a adressé, le 3 février, une lettre ouverte au préfet pour exiger que le droit d'asile soit respecté.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Fort-de-France a appelé à manifester en soutien à Serge Letchiny.

Cayenne a dénoncé dans un communiqué « *la situation des droits de l'Homme toujours préoccupante en Guyane* » et a réagi suite au décès d'un piroguier brésilien.

Sur les droits des femmes, Cayenne a dénoncé la vacance depuis plusieurs mois du poste de déléguée aux Droits des femmes et à l'Égalité, et Saint-Denis de la Réunion a fait un communiqué sur le thème de « Égalité, parité, effectivité ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Saint-Denis de la Réunion a organisé le concours « Ecrits pour la fraternité ».

FRANCHE-COMTÉ

La région compte 4 sections, soit une dans chaque département. Il y a 139 adhérents dont 7 isolés.

Doubs

Besançon : 26

Jura

Dôle : 21

Haute-Saône

Vesoul : 18

Territoire-de-Belfort

Belfort : 65

Une cinquantaine d'actions sont répertoriées, dont 17 réunions statutaires. Le comité régional a montré sa vitalité : les réunions trimestrielles, l'assemblée générale sont vécues comme un stimulant espace de débats, d'échanges de pratiques et de mise en relation de nos actions : ce fut particulièrement le cas lors des échéances électorales du printemps 2012. Le comité régional est identifié comme l'interlocuteur du conseil régional, notamment grâce à la fête des droits de l'Homme à l'initiative de Besançon.

La presse régionale écrite et audiovisuelle a régulièrement relayé les actions de la LDH et publié ses communiqués principalement dans les titres suivants : *Le Progrès*, *L'Est républicain*, *L'Alsace*, *Ma commune.info*.

France 3, *Radio Bleue Besançon*, *RCF*, ont assisté à une conférence de presse.

Démocratie, libertés

12 actions répertoriées concernent ce thème. La contribution aux campagnes présidentielles et législatives s'est concrétisée par un courrier des sections de Franche-Comté aux candidats, avec un questionnaire portant notamment sur le droit de vote des étrangers non-communautaires aux élections locales, le non-cumul des mandats, avec, de plus pour Belfort, des propositions en faveur du droit au logement et, pour Dole et Besançon, l'envoi du questionnaire élaboré par la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, avec communication des réponses à la presse.

Le 3 avril, les associations signataires du Pacte autour de la section de Besançon ont organisé une table ronde avec les candidats aux législatives qui se sont prononcés sur les principales propositions du Pacte, devant un large public réuni à l'Institut de formation aux métiers du social (IRTS) de Besançon.

Le droit de vote des étrangers non-communautaires aux élections locales a fait l'objet d'une pétition à Belfort en septembre 2012 et a été débattu lors de la fête des droits de l'Homme à Besançon, portée par le collectif du Pacte sur la large thématique « Construisons un monde plus juste et plus solidaire ». Des courriers et un argumentaire ont été envoyés aux parlementaires sur cette question essentielle à la vie démocratique.

Besançon a écrit une lettre au maire de Besançon contre l'extension de la vidéosurveillance.

Dole a poursuivi son partenariat avec le cinéma Studio/MJC et a pu organiser la projection-débat de *Tous au Larzac*, puis des *Nouveaux chiens de garde*, et, en avril, de la *Désintégration*. Ces événements sont très suivis et ont suscité un approfondissement de la réflexion sur les valeurs démocratiques, sur des thèmes aussi actuels que la force de la mobilisation populaire, de l'indépendance des médias, des menaces intégristes.

Le 30 novembre, Besançon a manifesté pour l'abolition de la peine de mort, en novembre, Belfort a participé aux côtés de l'Acat et d'Amnesty International à l'opération « Villes contre la peine de mort ».

La question de la réhabilitation des soldats fusillés de la guerre de 1914 a été défendue lors de manifestations à Belfort et à Dole et par un communiqué de presse.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les droits économiques et sociaux ont mobilisé les sections avec plus de 10 événements, notamment le droit au logement. Le travail en réseau a été porteur d'une dynamique, que ce soit à Besançon avec le collectif « A la rue », à Belfort où la LDH a organisé, le

12 avril, une conférence sur le logement, a manifesté devant la préfecture contre le manque de places en centre d'hébergement sur le thème « Un toit c'est un droit ». En octobre Belfort a apporté son aide à deux familles primo-arrivantes, puis a participé à une table ronde à la préfecture sur l'hébergement d'urgence et l'accueil des demandeurs d'asile. De fait, la section de Belfort a été un interlocuteur reconnu du préfet sur la question du logement d'urgence, particulièrement pressante dans cette ville.

La question de la dette publique a été débattue à Dole, lors du forum social organisé par un collectif autour d'Attac et de la LDH, et lors de la participation de la section de Besançon à l'Audit citoyen de la dette. Belfort a également traité de cette question lors d'une réunion statutaire.

Le forum social de Dole était par ailleurs centré sur la question de l'eau, bien universel, avec la problématique locale d'un passage en régie publique.

Besançon a tenu un stand lors de la Journée des droits de l'enfant.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Le comité régional est intervenu à la demande de la section de Besançon pour dénoncer le caractère ambigu et discriminatoire d'une affiche publicitaire pour le Muséum de la Citadelle, assimilant les lémuriens de Madagascar à des demandeurs d'asile ! Cette action, largement relayée par la presse, a abouti au retrait des affiches dans la semaine qui a suivi.

Etrangers

Les sections se sont mobilisées sur le droit au séjour et la défense des droits des sans-papiers avec près de 10 actions, menées souvent en réseau. Belfort a manifesté, le 31 mars, aux côtés de RESF 90 pour le droit au séjour et a contribué à la manifestation pour la diversité organisée par un collectif de Montbéliard, avec la représentation de la pièce *Allons Z'en France*.

Dole a collaboré avec la Cada pour servir d'interprète à deux réfugiés arabophones, et apporté son conseil juridique à une personne ayant porté plainte suite à une agression à caractère raciste, plainte ayant débouché sur une instruction.

Permanences, soutien juridique

Belfort et Vesoul tiennent des permanences juridiques. Les autres sections ont répondu aux demandes de soutien individualisé.

International

La région est également tournée vers l'international avec 3 actions répertoriées. Dole a contribué, au sein d'un collectif, à la mise en œuvre de manifestations lors de la Semaine de la solidarité internationale en novembre sur le thème de « l'essentiel » : projection-débat du film *Women are heroes*, conférence sur les fondements philosophiques de l'essentiel, et une journée de débats et témoignages axée sur les questions économiques et environnementales.

La section de Besançon a envoyé une lettre au maire pour qu'il intervienne en faveur de 2 joueurs de l'équipe palestinienne de foot en grève de la faim dans une prison palestinienne.

Dole a organisé avec l'Acat un débat sur la question des « murs » dans le monde. Elle a participé au débat après la projection de *Vol spécial* qui décrit les conditions de vie dans le centre de rétention située près de Genève.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Belfort est intervenue dans les classes pour la mise en œuvre du concours des « Écrits pour la Fraternité ».

La section de Dôle a participé au forum social et celle de Besançon était présente au salon d'Emmaüs et au festival d'Attac.

Besançon a continué de travailler en réseau avec les associations signataires du Pacte et a concrétisé des partenariats dynamiques, notamment dans la mise en œuvre de la fête des droits de l'Homme.

Actions remarquables parmi d'autres

Le travail accompli par Belfort sur la question de l'hébergement d'urgence et plus largement du droit au logement, doit être souligné. La section a agi avec détermination tant sur le terrain avec les autres associations impliquées, que par le dialogue avec les autorités afin de trouver des solutions concrètes.

PARIS

La fédération compte 1234 adhérents, répartis entre 14 sections et 9 isolés.

EHESS : 26	Paris 18 : 75
Paris 10/11 : 168	Paris 19 : 71
Paris 12 : 85	Paris 20 : 109
Paris 13/5 : 192	Paris 7 : 13
Paris 14/6 : 182	Paris 9 : 16
Paris 15 : 100	Paris Centre : 41
Paris 16 : 103	Sorbonne : 18
Paris 17/8 : 42	

On compte 216 actions, dont 25 statutaires.

Démocratie, libertés

Plus de 50 actions concernent ce thème.

Plusieurs événements ont été organisés au moment des élections : la fédération a interpellé, par lettre, les candidats aux législatives et a distribué 14 000 tracts pour les élections ; Paris 5/13 et Paris 9 ont interpellé les candidats et Paris 18 a invité à un débat citoyen autour du Pacte avec les candidats aux législatives. Paris 14/6 a organisé une réunion publique autour du thème : « les élections législatives : impressions de campagne et réflexions sur le système législatif ».

Le thème de la démocratie a été traité au travers de plusieurs événements : Paris 5/13 a organisé une réunion sur la citoyenneté européenne et une autre sur « Le Nucléaire et le débat démocratique ». La fédération, quant à elle, a proposé une réunion publique « Contre l'arbitraire du pouvoir ».

La réflexion a aussi porté sur les risques des droites extrêmes. Ainsi, Paris 12 a publié un communiqué contre la tenue d'assises intitulées « La France en danger » ; Paris 5/13 et Paris 14/6 ont organisé une projection-débat autour du film *Mains brunes sur la ville* et EHESS a fait deux débats autour du livre d'Emmanuel Terray *Penser à droite*. Paris 14/6 a tenu une réunion publique sur « Xénophobie d'hier et d'aujourd'hui ».

Le thème de la laïcité a été abordé par Paris 10/11 avec une réunion publique intitulée « Laïcité, république et démocratie ».

Paris 7, avec Paris 15 et Paris 14/6, a organisé un lancement de *L'Etat des droits de l'Homme en France*, « Un autre avenir », édition 2012. Paris centre, lors d'une réunion publique, a posé la question « Faut-il enseigner l'éducation civique ? ».

La fédération a envoyé une lettre aux parlementaires sur le droit de vote des résidents non communautaires, Paris 7 a organisé une réunion publique sur ce thème et Paris 15 a interpellé des candidats aux législatives sur ce même sujet.

Sur la liberté d'expression et de création, la fédération participe à l'Observatoire de la liberté de création, Paris 10/11, Paris 20 et les sections de l'Est parisien ont organisé des réunions publiques sur « Medias et information » ; et Paris 15 sur « Liberté des médias, indépendance des journalistes ».

Plusieurs événements ont traité de la justice et de la prison : Paris 5/13 participe aux actions du groupe « Ligueurs au prétoire » ; Paris 10/11 a invité à une réunion publique sur « Justice : la même pour tous ? » et la fédération a présenté le livre *Comparutions immédiates*, dont la LDH Toulouse est partie prenante.

Sur la justice des mineurs, Paris 12 a organisé une conférence-débat et Paris 13/5 un café-débat portant plus spécifiquement sur l'application de la justice aux enfants. Paris 12 et Paris 13/5 ont organisé des projections-débats à partir du film *A l'ombre de la République*. 2 réunions publiques sur le fichage des enfants à l'école ont été proposées par Paris 12.

Avec Paris centre, Paris 12, Paris 10/11 et Paris 20, la fédération a organisé une projection-débat portant sur les soins psychiatriques en prison sur la base du film *Etre là*. Paris 8/17 a invité les journalistes à une conférence de presse sur les soins psychiatriques sans consentement.

La fédération a appelé à manifester pour l'anniversaire de la commune de Paris, pour le souvenir du 17 octobre 1961, et en mémoire de Brahim Bouarram le 1^{er} mai. Paris 15 a écrit à Anne Hidalgo pour attribuer le nom de J.Vallès à un lieu du XV^{ème} arrondissement.

Droits économiques, sociaux et culturels

Près de 15 événements ont eu lieu sur les problèmes liés à la crise économique.

Paris 10/11, Paris 15 et Paris 5/13 participent au collectif « Pour un audit citoyen de la dette publique ». Paris 5/13 a organisé une réunion publique « Contre la destruction du pacte social, investissons dans l'humain ! », ainsi qu'une projection-débat avec le film *Cleveland contre Wall street*. Elle a aussi appelé à manifester contre le traité européen sur la « règle d'or ».

Paris 14/6, ainsi que Paris 8/17, ont organisé une projection-débat avec *Debtocracy*. Paris 8/17 a invité à débattre sur la base du film *Rêver le travail*. Elle a rédigé un communiqué demandant un plus large débat sur le Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Paris 19 participe au Collectif des Biffins ; Paris 20 a organisé 2 réunions publiques, l'une sur la dette et l'autre sur « Crise économique et droits de l'Homme en péril » avec Paris 19 et l'Est-parisien. Les mêmes ont invité à débattre sur « Les Services publics, un atout face à la crise ».

Paris 7 a traité la question « Chômage et exclusion dans les quartiers populaires » lors d'une réunion publique. Paris 8/17 a animé un café-débat sur « Europe : quelles alternatives face à l'austérité ? ».

La fédération a tenu une réunion publique autour du manifeste « Pour une santé égalitaire et solidaire » et Paris 5/13 sur l'accès aux soins.

5 débats ont eu lieu autour de la problématique du développement durable, organisés par les sections Paris 10/11 et Paris 15.

Le droit au logement a mobilisé Paris 19 et Paris 20, avec les sections de l'Est-parisien, qui ont organisé une réunion publique sur le thème « Un toit, c'est un droit ». La fédération a appelé à manifester sur le même sujet.

Plusieurs événements ont concerné les droits de l'enfant : Paris 10/11, Paris centre et Paris 20 ont organisé une réunion publique sur l'accueil des mineurs isolés étrangers. Dans le cadre de l'opération « Graines de citoyen », Paris 18 a présenté une exposition sur « Mineurs en peine » et organisé une réunion publique sur « Repenser la justice des mineurs en France ». Paris 15 a tenu une réunion publique : « Les Jeunes ont des droits » et Paris 14/6 a invité à réfléchir sur « Ecole, inégalités et démocratisation ».

Paris 15 a organisé la remise des prix pour le concours « Ecrits pour la Fraternité ».

Etrangers

Ce thème est au cœur des actions entreprises par les sections parisiennes avec plus de 20 actions.

La fédération et les sections participent aux manifestations pour la régularisation des travailleurs sans-papiers et le droit d'asile. Ainsi, la fédération a appelé à manifester pour le 16^e anniversaire des événements de Saint-Bernard.

Elle a organisé, avec la CGT et la FSU, une formation sur « Immigration, le défi des droits » et elle participe à l'Observatoire de l'enfermement des étrangers (OEE).

Paris 12 a présenté une exposition, « Les passagers de la case Ponia », à la mairie du 12^e. Elle a aussi organisé, avec le RESF, une réunion publique sur le thème « Pratiques policières et droits des étrangers ».

Plusieurs projections-débats ont été animées par Paris 14/6 avec *Low life* et par Paris 15 avec *Le cimetière des vivants*. Paris 5/13 a proposé une projection-débat avec le film *Les éclaireurs* et a écrit une lettre aux députés pour la suppression des taxes sur les dossiers de régularisation.

Les sections de Paris 12, Paris 14/6 et Paris 13/5 ont mis en place des parrainages républicains.

Des « Cercles de résistance » mensuels ont lieu, organisés en collectif par Paris 5/13, Paris 14/6 et Paris 15. Paris 8/17 a organisé un match de football en faveur des sans-papiers, suivi d'une projection sur le contrat CSP et d'un repas convivial. Paris 8/17 a animé une réunion publique sur la circulaire Valls, la section a également organisé un café-débat à partir du film *Je suis sans-papiers*.

Lors du 4^e Festival du cinéma des foyers, cette section a animé des débats sur « Quelles perspectives sur les droits des migrants avec la nouvelle politique ? ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Plus d'une dizaine d'actions sont relatives à cette thématique, deux grands chapitres d'intervention ont principalement mobilisé les sections : la question des Roms et les discriminations liées au genre.

Ainsi, les sections se sont engagées aux côtés des Roms : Paris 15, avec Amnesty, a organisé une projection-débat autour du film *Roms, les routes perdues*, Paris 19 est partie prenante d'un collectif de défense des Roms et Paris 14/6 a publié un communiqué contre la demande d'arrêtés anti-mendicité, rue de Rennes, par le maire du 6^e.

EHESS a organisé une projection-débat *Mémoires tsi-ganes, l'autre génocide*.

8 actions ont porté sur les droits des femmes : la fédération a appelé à manifester le 8 mars lors de la journée des droits des femmes. Paris 19, Paris 15 et Paris 20 ont organisé des débats sur l'égalité hommes/femmes. Paris 14/6 a présenté l'exposition « Vivre ici, parcours de femmes immigrées » et EHESS a organisé une réunion publique sur « Femmes sur la route de l'exil : violences et persécutions ».

Paris 14/6 a organisé un débat sur la contraception et l'IVG, de même, Paris 20 avec le collectif Tenon, a traité du thème « A travers l'histoire de la lutte des femmes, le droit à l'avortement est remis en cause ». La section a participé à la manifestation contre les intégristes catholiques voulant remettre ce droit en cause. Quant à la section Paris 5/13, c'est sur « Les Femmes et leur relation au politique » qu'elle a appelé à débattre. Paris centre a abordé lors d'une réunion publique de la question « Peut-on abolir la prostitution ? ».

Par ailleurs, la fédération a appelé à participer à la marche des fiertés Lesbien(ne)s, gays, bi et trans (LGBT) et pour l'égalité des droits et, avec Amnesty, a organisé une réunion publique sur la défense de la cause LGBT. Elle a aussi appelé à manifester en soutien aux familles de victimes de la tuerie de Toulouse.

International

Les sections parisiennes sont également tournées vers l'international avec 11 actions répertoriées. Deux projections-débats ont eu lieu sur la base de *Khaos, le visage humain de la crise grecque* organisées, l'une par la fédération et Paris centre, et l'autre, par la section de Paris 14/6, qui a aussi organisé un café-débat autour de la situation en Grèce.

La question palestinienne a été abordée par Paris 14/6 qui a rédigé un communiqué de solidarité avec les prisonniers palestiniens et un autre contre l'ac-

cord CAA (accord UE-Israël). Elle a aussi interpellé des députés européens pour qu'ils s'opposent à cet accord.

La fédération a organisé une projection-débat à partir de *Tahrir, place de la révolution* et a appelé à participer à la Vague blanche pour la Syrie.

Permanences, soutien juridique

16 permanences hebdomadaires sont tenues à Paris, souvent avec RESF, par les sections Paris 10/11, Paris 12, Paris 13/5, Paris 14/6, Paris 17/8, Paris 18, Paris 20 et Paris centre.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Paris ont animé à tour de rôle 18 émissions sur Radio Libertaire sur des thèmes divers : les violences faites aux femmes, contraception et IVG, la justice, les droits des enfants...

Une formation a été organisée par la fédération en vue de préparer les interventions en milieu scolaire. Elle intervient en milieu scolaire, par exemple dans un collège sur « Démocratie et citoyenneté ». La section de Paris 5/13 s'implique aussi dans les interventions en milieu scolaire sur des thèmes tels que « Fichage et protection des données personnelles » ou « Le Droit des étrangers » (collège, lycée Camille Claudel).

Fédération et sections distribuent des tracts, tiennent des stands : la fédération a tenu un stand et distribué des tracts le 1^{er} mai, Paris 12 participe au Forum des associations et distribue des tracts toutes les semaines sur les marchés d'Aligre et du cours de Vincennes, Paris 5/13 participe au Forum des lycées, à la fête du quartier avec l'association Rungis Brillat Peupliers (ARBP), à la fête des associations, et distribue des tracts tous les samedis sur les marchés Blanqui, Mouffetard et Maison Blanche, Paris 20 participe au Forum des associations et au carnaval de Paris, Paris 15 tient un stand aux rencontres régionales de la Ligue de l'enseignement et a distribué des exemplaires du Pacte au métro Convention, Paris 19 diffuse des tracts sur les marchés Joinville, place des Fêtes et métro, Paris 10/11 participe aux 2 fêtes « Nous sommes le 10^e »...

Paris 5/13 publie régulièrement un bulletin.

La fédération de Paris a un site rénové : <http://www.ldh-france.org/fede/paris/>. Plusieurs sections ont un site, Paris 14/6 : www.ldh-paris-14-6.org, Paris 13/5 : www.ldh-france.org/section/paris-5-13, Paris 18 : www.ldh-france.org/section/paris18, Paris 19 a créé un blog : www.ldhparis19.blogspot.fr.

SEINE-ET-MARNE

La fédération de Seine-et-Marne compte 71 adhérents répartis dans 5 sections, et 3 adhérents isolés.

Fontainebleau : 15

Melun : 28

Serris-Val-d'Europe : 3

Meaux : 9

Nemours : 13

36 actions dont 8 statutaires ont été recensées.

Plusieurs d'entre elles ont été relayées par la presse locale : *La République de Seine-et-Marne*, *Le Parisien*. L'une d'entre elles, la lutte pour la scolarisation des enfants de demandeurs d'asile à Rubelles, par la presse nationale : *AFP*, *Le Monde*, *L'Humanité*, *Métro*, *France Inter*, *France Culture*, *Europe 1*, *France 3*, *Rue 89*, *Médiapart*.

Démocratie, libertés

Le 27 janvier, la section de Meaux a organisé une conférence : « Qui nous observe ? L'absence de vie privée sur Internet » et Melun a organisé une conférence-débat (en collaboration avec le Cercle Arthur Chaussy) : « Quel contrôle citoyen sur les données personnelles détenues par l'Etat ? ».

Les sections se sont saisies de la thématique de l'extrême droite et de la lutte contre la xénophobie avec la rédaction, en février, d'un communiqué interassociatif contre la présence de représentants du FN au centre de rétention du Mesnil-Amelot et la participation de la fédération à une conférence-débat organisée par le collectif « D'ailleurs Nous Sommes d'Ici » sur « La Banalisation des idées du FN et de la xénophobie ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Le 27 septembre, la fédération a participé à l'assemblée générale du réseau Ville/Hopital du sud 77.

Etrangers

Cette thématique est celle qui a le plus mobilisé les sections du département avec une vingtaine d'actions. Le 7 février, un communiqué interassociatif a été rédigé « Etrangers sans-papiers, bons à racketter ? » contre les taxes exigées pour l'obtention d'un titre de séjour.

En avril-mai, une action commune fédération LDH de Seine-et-Marne/RESF/Amnesty international a été menée afin d'obtenir la scolarisation de 18 enfants de demandeurs d'asile logés en hébergement d'urgence sur le territoire de la commune.

La fédération a participé, en septembre, à une réunion de travail organisée par le conseil général sur les demandes d'aides au titre de l'Aide sociale à l'enfance faites par des familles de demandeurs d'asile logées en hébergement d'urgence dans le département.

En octobre, la LDH a soutenu le Collectif Solidarité Roms (CSR) du Val Maubuée pour l'admission de 25 enfants roms dans les écoles de Champs-sur-Marne (rendez-vous à l'inspection académique, communiqués).

Des rendez-vous interassociatifs ont été pris avec les préfets successifs (M. Monzani, puis Mme Klein) pour évoquer l'accueil des étrangers en préfecture, le traitement des dossiers, la politique menée vis-à-vis des Roms, les difficultés de scolarisation.

Des membres de la LDH participent à l'Observatoire citoyen de la rétention : visite de retenus au Cra du Mesnil-Amelot, présence et accompagnement au Tribunal de grande instance (TGI) de Meaux et au Tribunal administratif (TA) de Melun.

International

La section de Melun poursuit son jumelage avec la Ligue des électeurs du Congo (RDC).

..... Permanences, soutien juridique

Les sections de Melun, Fontainebleau et Nemours tiennent une permanence commune à Melun les 2^e et 4^e samedis du mois : aide à la constitution des dossiers de demande de titre de séjour et de demande d'asile. Un fax interassociatif est régulièrement envoyé à la préfecture avec le rappel des dossiers déposés depuis plus de 4 mois. Elle y répondait plus ou moins régulièrement, mais plus du tout depuis la nouvelle circulaire.

La section de Melun tient une permanence plus polyvalente : étrangers, habitat, accès aux soins.

..... Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La fédération est intervenue en milieu scolaire (lycée Flora Tristan de Montereau) sur les libertés publiques et les droits de l'Homme, le 17 novembre.

..... Actions remarquables parmi d'autres

En avril-mai 2012, une action interassociative a été menée pour obtenir la scolarisation de 18 enfants de demandeurs d'asile hébergés sur le territoire de la commune de Rubelles, alors que la municipalité faisait des difficultés pour inscrire les enfants des familles dans les écoles de la commune, après 6 mois de démarches diverses et une médiatisation du dossier et un changement de président.

YVELINES

La fédération des Yvelines compte 177 adhérents répartis dans 10 sections. 3 adhérents sont isolés.

Conflans-Sainte-Honorine : 43
Les Mureaux : 6
Maisons-Laffitte : 9
Mantes-la-Jolie et du-Mantois : 29

Rambouillet : 17
Saint-Germain-en-Laye : 21
Saint-Quentin-en-Yvelines : 19
Verneuil-sur-Seine : 9
Versailles : 12

Poissy : 12
(baisse occasionnée par les adhérents de Verneuil
qui ont été transférés à la nouvelle section)

Certaines des actions sont relayé par la presse locale et régionale : *FR3*, *Yvelines première*, *Le Journal de deux rives*.

31 actions ont été répertoriées dont 3 réunions statutaires.

Démocratie, libertés

Une dizaine d'actions concerne ce thème. Plusieurs questionnaires ont été établis et envoyés aux candidats par les sections de Poissy, Saint-Quentin-en-Yvelines, Conflans-Sainte-Honorine pour l'interpellation des candidats aux élections législatives.

La projection du film *A l'ombre de la République* au cinéma Roxane à Versailles a lancé un débat autour des lieux de privation de liberté.

La section de Maisons-Laffitte-Sartrouville a organisé une projection-débat autour du film *Mains brunes sur la ville*, le 24 mai.

Etrangers

La fédération a co-organisé (avec RESF, Cefy...) un rassemblement devant la préfecture de Versailles pour dénoncer les conditions d'accueil des étrangers.

La fédération a soutenu l'occupation de l'Agora, Maison des associations de Mantes-la-Jolie avec le collectif des sans-papiers des Yvelines et a négocié avec le préfet les conditions de la fin de l'occupation. A cette occasion B. Bauret, présidente, a été interviewée sur *France 3*.

Un débat rencontre a eu lieu à la médiathèque de Guyancourt avec la section de Saint-Quentin-en-Yvelines sur le thème « Etre étranger en France ».

Des parrainages de jeunes majeurs ont été organisés.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La défense des droits des Roms est une des activités principales. La fédération des Yvelines, ainsi que les sections de Poissy et environs et Conflans et environs, fait depuis 5 ans partie du collectif Romyvelines (membre de Romeurope), collectif de soutien aux familles roms vivant dans la plaine de Triel-sur-Seine.

Dans ce cadre, les membres du collectif ont des réunions sur le terrain, en plein air ou dans une grande caravane, avec les personnes qui y vivent. Des permanences y sont organisées. Le collectif utilise de nombreux moyens d'actions : soutien juridique ; démarches multiples ; lettres aux autorités ; délégations ; interventions dans les médias ; relations avec l'inspection académique et les établissements scolaires. Les objectifs principaux sont la scolarisation des enfants, l'accès aux soins de santé, le droit au logement...

International

Mantes-la-Jolie était partie prenante avec de nombreuses associations locales et des partis politiques d'une manifestation pour la création d'un Etat palestinien et sa reconnaissance par l'ONU.

..... Permanences, soutien juridique

Les sections de Versailles, Saint-Quentin-en-Yvelines, Saint-Germain-en-Laye, Mantes et Poissy tiennent des permanences (parfois dans plusieurs villes) pour les sans-papiers, seules ou avec RESF, le Cefy ou d'autres partenaires.

De plus, depuis le mois d'octobre, la section de Mantes organise une permanence spécifique, tous les samedis, pour le Collectif des sans-papiers qui avait occupé l'Agora.

..... Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Saint-Quentin-en-Yvelines a noué des relations avec des partenaires (fédération des Associations solidaires, réseau de médiathèques) qui offrent une opportunité de faire connaître la LDH auprès d'un public varié, lors d'actions communes. Ces partenaires sont également susceptibles de relayer nos informations.

La section de Poissy a été partenaire du cinéma Pandora, à Achères, pour la projection, du film *Nos ancêtres les gaulois*, soutenu par la LDH.

La création de la section de Verneuil a été marquée par l'organisation d'une exposition de photographies à l'espace Maurice Béjart. Une dizaine de classes primaires de Verneuil et Vernouillet ont bénéficié d'une visite accompagnée de cette exposition et la chaîne de télévision *Yvelines première* lui a consacré un reportage de 45 minutes. A l'occasion du forum des associations, le *Journal de deux rives* a consacré un article à la section (ce journal couvre les communes du canton de Triel).

Plusieurs sections ont un site Internet :

- Conflans : <http://www.ldh-france.org/section/conflans/>
- Poissy : <http://www.ldh-france.org/section/poissy>
- Saint-Germain-en-Laye <http://saintgermainenlaye.ldh78.fr.eu.org>, cette section a aussi un compte Facebook.

ESSONNE

La fédération compte 139 adhérents répartis dans 8 sections, 5 adhérents restent isolés.

Epinay-sur-Orge : 4

Les Ulis : 29

Orsay : 11

Vigneux-sur-Seine : 10

Evry-Courcouronnes : 38

Massy : 13

Savigny-sur-Orge : 10

Montgeron-Val d'Yerres : 19

28 actions sont répertoriées, dont 5 statutaires. Les sections ont focalisé leurs interventions principalement sur le conseil pour les étrangers.

Démocratie, libertés

5 actions répertoriées concernent ce thème. La section des Ulis a organisé une projection-débat sur le système pénitencier avec le film : *Toute ma vie en prison*.

Elle a traité de la question des médias avec le support du film *Les Nouveaux chiens de garde*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Une dizaine d'actions concerne cette thématique. Ce sont surtout les droits des enfants qui ont été mis en avant avec la projection-débat du film *Dessine-toi* par la section des Ulis et avec celle du film *Les Petites voix* par la section d'Orsay.

Etrangers

Le département s'est particulièrement mobilisé sur cette question avec 13 actions recensées. La section de Montgeron-Val d'Yerres a organisé une formation sur le droit des étrangers ainsi que 2 réunions publiques sur le sujet : « L'Immigration et la situation des étrangers en difficulté » et « L'Immigration, mieux la comprendre au-delà des a priori ». Elle a rencontré le directeur du foyer Adoma sur le statut des résidents sans-papiers et s'est mobilisée en faveur des Roms. Elle a aussi mis en place des parrainages républicains.

Orsay a organisé une projection-débat sur le film : *Les amoureux au ban public* et une réunion publique sur l'enfermement : « De 7 semaines à 77 ans, en centre de rétention ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section des Ulis a publié un communiqué en solidarité avec les victimes de Toulouse ; la section de Montgeron-Val d'Yerres s'est mobilisée en faveur du relogement des Gens du voyage.

Permanences/Soutien juridique

Plusieurs permanences de soutien juridique sont assurées par la fédération (à Grigny et Morsang), les sections de Massy, Montgeron-Val d'Yerres, les Ulis, Orsay et Evry, souvent en lien avec RESF.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Montgeron-Val d'Yerres participe aux Journées des associations à Montgeron-Val d'Yerres et à Crosnes, ainsi qu'à la fête des associations de Montgeron.

La section des Ulis a un site : <http://www.ldh-ulis.fr/>.

HAUTS-DE-SEINE

La fédération des Hauts-de-Seine compte 218 adhérents, répartis dans 8 sections et 7 isolés.

Antony : 49

Clichy-la-Garenne : 19

Levallois-Perret : 20

Montrouge-Bagneux : 40

Chatenay-Malabry : 19

Colombes-Asnières : 20

Meudon : 25

Nanterre : 17

46 actions ont été répertoriées, dont 9 statutaires. Une grande part de l'action a été consacrée à la question des étrangers avec un temps important pour les permanences et le soutien juridique.

Démocratie, libertés

10 actions répertoriées concernent ce thème.

La fédération a interpellé des candidats aux législatives sur leurs engagements en matière de démocratie. On peut retrouver un compte rendu dans *Médiapart*.

La section d'Antony a organisé un après-midi de formation sur « Extrême droite et démocratie » et celle de Nanterre, avec le Mrap, une conférence « Décrypter le discours du Front national ».

Dans le cadre du Pacte, la section de Meudon a organisé une conférence sur « La France et la Charte internationale des droits de l'Homme », les sections d'Antony et de Montrouge-Bagneux ont diffusé tracts et bulletins.

La fédération et la section de Clichy-La-Garenne ont organisé des Votations citoyennes pour défendre le droit de vote pour tous. La section de Montrouge-Bagneux a interpellé des candidats aux législatives sur ce sujet.

Montrouge-Bagneux a participé à une soirée avec Francesca Solleville et organisé une conférence sur la défense des droits au niveau local.

Meudon a envoyé une lettre au maire de Clamart sur l'installation de caméras de vidéosurveillance.

Droits économiques, sociaux et culturels

Montrouge-Bagneux a participé au collectif qui a lancé une pétition de soutien à un agent EDF.

Pour défendre le droit au logement, la section d'Antony a participé au collectif : « Sauvons la résidence universitaire d'Antony » et pour la défense des droits des enfants elle a organisé une conférence : « L'Ecole, un droit pour tous ».

Etrangers

Une part importante de l'action des sections est consacrée à la question des étrangers avec une vingtaine d'actions recensées, allant de l'investissement dans des permanences juridiques, à la publication de communiqués. La fédération a notamment diffusé un communiqué sur l'arrestation de travailleurs sans-papiers, arrêtés sur un chantier. La section de Montrouge-Bagneux a procédé à l'interpellation des parlementaires sur la taxe à acquitter pour solliciter un titre de séjour. Les sections de Meudon et Bagneux-Montrouge ont organisé des projections-débats du film *Les amoureux au ban public*.

Antony est présente avec d'autres associations regroupées dans le collectif : « Migrants changeons notre regard » au cercle de silence mensuel.

International

La section de Nanterre a organisé une projection-débat autour de 4 films sur la Palestine.

Permanences, soutien juridique

De nombreuses permanences d'aide de soutien juridique, hebdomadaire ou mensuelle, fonctionnent dans le département, souvent avec d'autres organisations comme l'Asti ou RESF. C'est le cas pour Antony, qui tient une permanence à la résidence universitaire, Bagneux-Montrouge (2 lieux de permanence), Chatenay-Malabry, Clichy-la-Garenne, Colombes, la fédération des Hauts-de-Seine (à Boulogne-Billancourt, Fontenay-aux-Roses, Gennevilliers, Issy-les Moulineaux), Meudon, Levallois-Perret et Nanterre.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La fédération et certaines sections ont mené des actions dans le cadre du Pacte et du collectif Votation citoyenne. Antony a régulièrement assuré la diffusion de tracts dans les gares et sur les marchés. La section de Malakoff- Bagneux-Montrouge a été présente à la fête de la ville de Malakoff.

La fédération a un site : <http://site.ldh-france.org/hautsdeSeine/>, Malakoff-Bagneux-Montrouge, un blog <http://ldhg2sud.over-blog.com/>. Elle publie aussi un bulletin mensuel.

SEINE-SAINT-DENIS

La fédération compte 173 adhérents, répartis en 7 sections, 2 adhérents restent isolés.

Aulnay-sous-Bois

93 Nord-est : 11

Bagnolet/Les Lilas : 29

Bondy-Noisy-Rosny : 36

Livry-Gargan : 4

Montreuil : 36

Pierrefitte-sur-Seine : 13

Saint-Denis et 93 Ouest : 42

42 actions ont été recensées, dont 2 statutaires, avec un fort investissement sur le droit des étrangers et un temps important consacré aux permanences et à l'accompagnement, le plus souvent avec RESF.

La présentation de *L'Etat des droits de l'Homme en France*, édition 2012, a été relayée par *L'Humanité*.

Démocratie, libertés

5 actions répertoriées concernent ce thème. Saint-Denis a organisé une conférence pour le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Elle a également présenté *L'Etat des droits de l'Homme en France*, « Un autre avenir », édition 2012, à la librairie « Les Mots passant » et a organisé à Aubervilliers des projections-débats autour du film *La Grande illusion* de Renoir et présenté le documentaire *Le Choix de mon père* de Rabah Zanon.

Droits économiques, sociaux et culturels

Cette problématique a mobilisé le département avec une dizaine d'actions recensées. La section de Bondy s'est intéressée aux questions de justice sociale en organisant une conférence-débat sur « Quelles politiques publiques pour plus de justice sociale ? ». De son côté, Bagnolet/Les Lilas a distribué des tracts sur les difficultés sociales.

La fédération a appelé à manifester en soutien aux travailleurs de PSA. Elle a aussi participé aux Assises du service public en Seine-Saint-Denis.

Pour la défense des droits de l'enfant, la fédération, avec le RESF, s'est mobilisée pour la prise en charge par le conseil général des mineurs isolés étrangers ; Saint-Denis et la fédération ont participé au Forum départemental des droits de l'enfant.

Etrangers

La fédération est très active sur le sujet avec 23 actions répertoriées et mène un travail en réseau. Elle a appelé à manifester pour un changement dans le traitement des dossiers des étrangers et a organisé des parrainages républicains à la mairie de Bobigny.

La section de Bagnolet/Les Lilas a organisé une projection-débat autour du film *La Pirogue* et a distribué des tracts d'information sur la nouvelle circulaire « Régularisation ».

La section de Saint-Denis a appelé à manifester pour le retour de Tchang Feng Mo.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Saint-Denis a organisé une projection-débat avec *Pas d'histoires, 12 regards sur le racisme au quotidien*.

La fédération est très active dans le collectif de soutien aux Roms de Seine-Saint-Denis qui intervient régulièrement (appui aux Roms, rencontre avec le préfet, publication de communiqués...).

International

Le département est également tourné vers l'international avec 5 actions répertoriées. Saint-Denis a organisé, à Aubervilliers, une conférence sur le Nord Mali « Représentations et réalités » et une projection-débat sur *L'affaire Chébeya*.

La section de Bagnolet/Les Lilas a participé à la Vague blanche pour la Syrie.

La fédération s'implique très activement dans Projeg, projet en direction des jeunes Guinéens.

Saint-Denis tient un stand au village de la solidarité internationale à Aubervilliers.

Permanences, soutien juridique

La fédération et les sections (Aulnay, Bondy, Saint-Denis, Bagnolet/Les-Lilas, Montreuil) s'impliquent dans, au total, 15 permanences juridiques, souvent en lien avec RESF.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La fédération poursuit son investissement dans les collèges avec des interventions ayant pour support la mallette pédagogique.

Saint-Denis a participé à la fête des associations de la ville.

VAL-DE-MARNE

La fédération du Val-de-Marne compte 254 adhérents dont 4 isolés. Ils sont répartis dans 10 sections.

Créteil-Maisons-Alfort : 69

Fresnes : 18

Ivry-Vitry : 28

Kremlin-Bicêtre : 11

L'Haÿ-les-Roses : 38

Nogent-Le Perreux : 31

Orly : 17

Le-Plessis-Tréville : 5

Saint-Maur : 28

Villiers-sur-Marne : 5

66 actions ont été répertoriées dont 5 réunions statutaires. On peut noter un investissement particulier sur la question des Roms dans ce département.

Démocratie, libertés

Les thèmes d'interventions ont été divers, avec principalement des conférences et des ciné-débats, à travers 26 actions répertoriées.

La question de l'extrême droite a été abordée à Créteil sur la base du film *Mains brunes sur la ville*. Créteil et Orly ont traité de la Laïcité avec *Laïcité, inch'Allah* à Créteil et de « La désintégration » à Orly. Ivry s'est intéressée à la prison et aux peines substitutives lors d'une conférence « Questions sur la prison : quand deviendra-t-elle une exception ? ». Un ciné-débat organisé par Maisons-Alfort a porté sur « Tous au Larzac ». Cette section a aussi organisé une conférence sur « Qu'est-ce que la LDH ? ». « La démocratie aujourd'hui » a été abordée par Ivry pendant une conférence et les candidats ont été interpellés lors des législatives à Orly.

Des projections-débats autour de *Pour Djamila* et de *Ici, on noie les Algériens* ont été organisées à Créteil. La section de Saint-Maur a participé à Bonneuil à la projection-débat *Octobre à Paris*.

Droits économiques, sociaux et culturels

25 actions répertoriées ont été consacrées à ce thème. L'ensemble des sections a été partie prenante des Journées de la solidarité, organisées par le conseil général.

Dans le cadre du Pacte, la fédération a organisé un Forum des droits et de la citoyenneté, avec 8 autres organisations : quatre tables rondes ont échangé sur la citoyenneté dans l'entreprise, le logement, l'éducation, la justice, la dette, la citoyenneté de résidence.

Une conférence a été organisée à Fresnes sur le droit du travail et l'ergonomie ; un ciné-débat à Bonneuil autour du film *De mémoires d'ouvriers*.

Des collectifs locaux et un collectif départemental « Pour un audit citoyen de la dette » se sont constitués, auquel la LDH a participé avec un ciné-débat à Créteil autour du film *Debtocracy*.

Etrangers

Cette thématique a mobilisé le département à travers une quinzaine d'actions. Les sections sont dans l'ensemble toutes actives au sein du RESF 94, notamment pour les accompagnements en préfecture.

Plusieurs ciné-débats ont eu lieu : *Vol spécial* à Ivry, *La pirogue* à Nogent et à L'Haÿ-les-Roses. Une conférence a été organisée à Ivry sur le droit au séjour.

L'observatoire citoyen du Cra de Vincennes, créé en mars, organise chaque semaine, y compris pendant l'été, des visites aux détenus ; un blog est en cours de finalisation. L'observatoire a participé à la réunion nationale des observatoires à Palaiseau.

Les sections participent au Cercle de silence de Saint-Maur, une fois par mois.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Une dizaine d'action concerne ce thème.

Saint-Maur, Créteil, Orly et Ivry sont impliquées dans les comités de soutien aux familles roms, nombreuses dans le département. Les activités consistent en un accompagnement au long cours des familles, avec appels téléphoniques, rendez-vous avec les services sociaux et médicaux, avec les établissements scolaires, etc. Un ciné-débat s'est tenu à Créteil avec le film *Transylvania*.

La fédération s'est engagée dans la constitution d'un collectif départemental contre les violences faites aux femmes. Ce collectif s'efforce de rassembler tous les acteurs impliqués dans cette lutte. Une première réunion était centrée sur la justice, une seconde sur l'éducation. La fédération a tenu un stand à la Mirabal, manifestation d'information et de sensibilisation « Pour l'égalité et contre les violences faites aux femmes » pendant laquelle a eu lieu une course dédiée à la lutte contre les violences faites aux femmes. Orly s'est également impliquée contre les violences faites aux femmes (tracts...).

Un ciné-débat à Créteil s'est basé sur *Le procès de Bobigny*, un autre à Choisy autour du film *Dessine-toi*.

Permanences, soutien juridique

Les sections et la fédération sont impliquées dans les permanences juridiques hebdomadaires qui sont assurées dans plusieurs communes : Ivry, Créteil, L'Haÿ-les-Roses, Fontenay, Orly, Vitry.

International

Le département est également tourné vers l'international avec 5 actions recensées. Trois projections de *Place Tahrir* à Créteil ont permis de débattre des révolutions arabes. Une conférence à L'Haÿ-les-Roses a porté sur les droits de l'Homme en Afrique sahélienne, un ciné-débat à Créteil s'est organisé autour de *La dignité du peuple*.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections participent régulièrement aux journées des associations organisées par les communes ainsi qu'aux différentes fêtes locales : fête de la Madelon à Nogent, Salon du livre de poche à Saint-Maur, etc.

De nombreuses interventions en milieu scolaire sont assurées par les sections : à Saint-Maur avec 3 interventions sur la justice, à Bonneuil avec 4 interventions sur les droits de l'enfant, à Fresnes avec 4 interventions sur l'égalité femmes-hommes, Saint-Maur a lancé le concours « Ecrits pour la fraternité » et une lycéenne de Saint-Maur a reçu un prix.

D'autre part, la fédération participe, toujours au sein de la délégation, à l'action culturelle de l'académie de Créteil, à l'élaboration de stages de formation continue, en rapport avec les droits de l'Homme, pour les personnels de l'Education nationale : élaboration de 5 stages, de 21 heures et soixante stagiaires chacun.

VAL-D'OISE

La fédération compte 144 adhérents, répartis en 12 sections, 7 adhérents restent isolés.

Argenteuil-Bezons : 9

Cergy-Pontoise : 32

Magny-en-Vexin : 12

Montmorency : 5

Sannois-Ermont-Saint-Gratien : 32

Vallée de l'Oise : 5

Beaumont-sur-Oise : 5

Domont : 6

Montmagny : 11

Le Parisis : 5

Sarcelles : 14

Auvers-sur-Oise : 1

17 actions ont été recensées, dont 1 statutaire, avec un investissement centré sur les étrangers, en particulier au travers des permanences et le soutien juridique.

Démocratie, libertés

6 actions répertoriées concernent ce thème.

La section de Domont a organisé une réunion publique sur « René Cassin et l'universalité » à la mairie de Deuil-la-Barre.

La fédération a publié 3 communiqués, l'un à la suite d'une interpellation musclée, un autre au sujet d'intimidations policières envers des voisins au cours d'une expulsion et la dernière contre la mise en place des « Voisins vigilants » à Pontoise.

Droits économiques, sociaux et culturels

Sannois-Ermont-Eaubonne-Saint-Gratien a organisé le 20 octobre une réunion publique sur le thème « Sauvons l'école publique ».

Etrangers

La fédération a adressé une lettre ouverte au maire de Deuil-la-Barre au sujet des Roms, lettre reprise dans La Gazette du Val d'Oise. Elle a publié un communiqué contre l'expulsion des roms à Sarcelles et condamné les propos inadmissibles au sujet des roms du président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. La fédération a encore déploré la stratégie du double langage développée par la Communauté d'agglomération Val-de-France et la municipalité de Sarcelles et demandé la tenue d'une table ronde avec les responsables départementaux pour

trouver des solutions adaptées qui n'enfreignent pas le respect des droits fondamentaux des Roms. Le 26 mars, Sarcelles a participé à un débat sur le thème « Qui s'occupe des Roms ? ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Domont a organisé une projection débat autour du film *Marie Line* qui concerne à la fois les droits des femmes et des étrangers.

Permanences, soutien juridique

Cergy-Pontoise tient régulièrement une permanence juridique à Cergy, la fédération du Val d'Oise quant à elle assure des permanences à Euville et Villiers-le-Bel.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Domont a réalisé une intervention en milieu scolaire sur le droit des femmes « Les Droits des femmes ne sont pas un long fleuve tranquille ». Cette action a touché 135 élèves. Cette section s'est aussi investie dans les « Ecrits pour la fraternité » avec une remise des prix qui a eu lieu à la mairie de Deuil-la-Barre.

La section a aussi participé au Forum des associations, ainsi qu'à la fête du livre de Domont.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La région compte 307 adhérents, répartis en 13 sections et 9 isolés.

Aude, constitué en fédération

Carcassonne : 27
Castelnaudary : 16
Limoux : 6
Narbonne et du Narbonnais : 31

Gard, constitué en fédération

Alès : 17
Nîmes : 37
Uzès et Sainte-Anastasie : 24

Hérault, constitué en fédération

Béziers : 5

Loupian : 10
Montpellier : 64
Sète : 16
Saint-Pons-de-Thomières : 20

Pyrénées-orientales

Perpignan : 25

Les sections ont lancé 78 actions dont 28 consacrées à la vie institutionnelle de la LDH.

L'activité des sections, fédérations et de la région est largement relatée dans les organes de presse locaux : *Le Midi Libre*, *L'Hérault du Jour*, *L'indépendant*, *La Dépêche*, *Radio 16*, *Divergence FM*, *France Bleu la Marseillaise* et *France 3*.

Démocratie, libertés

Les sections d'Alès, de Loupian, d'Uzès, de Nîmes et de Montpellier, ainsi que le comité régional, se sont mobilisés pour accompagner des personnes victimes d'hospitalisation d'office abusives. Elles ont organisé des manifestations, interpellé l'agence régionale de santé (ARS) et les préfets de la région. Elles ont participé au démarrage de campagnes en partenariat avec le Syndicat de la magistrature, l'Union syndicale de la psychiatrie et sud santé. Des collectifs sur les internements abusifs ont vu le jour dans l'Hérault et le Gard.

Les films *Un monde sans fou* de Philippe Borel et *JP, Archi et les autres, fauteurs de trouble* de Jean-Claude Julien ont fait l'objet de projections en région.

La section de Nîmes a organisé avec le Syndicat de la magistrature une réunion publique portant sur le bilan de 10 ans de politique sécuritaire. Une conférence a eu lieu à Nîmes « Sécurité et délinquance, quel bilan depuis 10 ans ? ». Nîmes s'est également engagée lors de la semaine nationale des prisons.

Un café-débat « Pourquoi voter ? » a été proposé par la section de Castelnaudary qui s'est aussi impliquée

dans le festival de la caricature et du dessin de presse.

Une conférence autour du livre *Ni valise, ni cercueil* a permis un débat sur la thématique de la colonisation à Perpignan.

Les sections et la fédération du Gard sont intervenues sur la multiplication des actions racistes et xénophobes dans le Gard. La fédération du Gard a appelé à une manifestation après les événements d'Aigues Mortes et a rencontré le préfet, Castelnaudary a projeté *Mains brunes sur la ville*.

Droits économiques sociaux et culturels

La section de Loupian est intervenue pour la défense des terres agricoles qui aurait, localement, pour conséquence la disparition d'une centaine d'hectares de terres agricoles sans qu'aucune consultation des populations n'ait été organisée. Par ailleurs, quelques sections ont apporté leurs soutiens aux collectifs « Anti-gaz de schiste » et de « Notre Dame des Landes ».

Il faut signaler les rencontres Charles Gide à Uzès (cf. action remarquable).

Etrangers

En termes de défense des droits des étrangers sans-papiers, plusieurs sections de la région ont activement participé à des Cercles de silence. Carcassonne est impliqué dans le Collectif audois pour le droit d'asile, Perpignan a organisé une projection-débat avec Sou Hami, dans le cadre du printemps des solidarités.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Des conférences ont été organisées dans le cadre du cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie, par la section de Perpignan et d'Alès, avec pour thèmes « 50 ans après, peut-on parler d'une Histoire franco-algérienne non falsifiée ? » et « La Mauvaise conscience coloniale ».

La section de Montpellier a suivi le projet de musée sur la présence coloniale en Algérie.

Sète a publié un communiqué contre les propos homophobes du maire.

Perpignan a organisé avec Femmes espoir une exposition sur le droit à la culture pour les femmes.

International

La situation internationale a fait également partie des sujets d'action militante : nombreux film-débats sur les pays du sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient, rassemblements de solidarité en soutien aux peuples du Maghreb-Machrek, campagne « Un bateau français pour Gaza ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La section de Castelnaudary a organisé différentes initiatives auprès des scolaires : concours des « Ecrits pour la Fraternité », expositions, conférences de presse..., de même que Perpignan (projection de *L'Exercice de l'Etat*).

Plusieurs sections ont participé à des Forums des associations.

Actions remarquables parmi d'autres

En octobre, la section d'Uzès a organisé, en partenariat avec le national, les premières rencontres Charles Gide. Ces journées avaient pour thème central « Économie sociale et solidaire et droits de l'Homme ». Placée sous le haut patronage de Benoît Hamon, ministre délégué chargé de l'Économie sociale et de la Consommation, elles ont été organisées en collaboration avec la Cres (Chambre régionale de l'économie sociale) Languedoc-Roussillon. À ce titre, la rencontre a été l'évènement inaugural du mois de l'ESS en région. Organisées sur deux jours, les rencontres ont permis à plusieurs centaines de participants d'horizons différents de se rencontrer et d'échanger sur les enjeux croisés de l'ESS et des droits de l'Homme. Ces rencontres ont mobilisé des acteurs politiques, économiques et militants locaux et nationaux. Parmi les pistes dégagées, il est possible d'affirmer la nécessité d'une construction sociale et économique basée sur la solidarité.

LIMOUSIN

La région comporte 164 adhérents répartis sur 6 sections, 2 adhérents sont isolés.

Corrèze

Brive : 23
Tulle : 9

Haute-Vienne

Limoges : 71
Rochechouart : 17

Creuse

Aubusson : 17
Guéret : 25

La délégation régionale a élu en 2012 une nouvelle équipe dirigeante et a malheureusement connu la dissolution de la section de Bourgageuf. L'activité de la région se situe sensiblement au même niveau que l'année passée, reprenant l'essentiel des thématiques tout en prenant en compte l'évolution de l'actualité. De nombreuses réunions publiques ont été organisées et la délégation régionale, ainsi que les sections, ont participé à des actions partenariales. La présence de la LDH en Limousin a été relayée par les médias locaux, *L'écho du centre*, *La Montagne*, *le populaire du Centre* et *Radio Totem*.

Démocratie, libertés

La LDH a été particulièrement présente sur les questions de laïcité et d'école en organisant avec des associations partenaires un film-débat *Laïcité, Inc'Allah* à Brive, ainsi qu'une conférence-débat à l'Hôtel de région sur le thème « La République contre son école ».

Dans le cadre de la campagne présidentielle, elle s'est activement engagée dans une mobilisation citoyenne pour le vote au second tour électoral.

Toujours en rapport avec le contexte politique de cette année 2012, les sections se sont mobilisées pour faire barrage à la présence et à l'influence de l'extrême droite en prenant l'initiative d'un café-débat « L'Extrême droite en question » et en engageant des actions contre des sites de propagande animés par le groupuscule « Jeune nation ».

Elle a également adressé un courrier aux maires afin d'attirer leur attention sur la perspective nécessaire d'accès au droit de vote pour tous les étrangers aux élections locales.

Nouveauté dans la région, la commune de Saint-Yriex-la Pêrche, suivies par celles de Lubsac et Ussac, ont annoncé leur volonté de s'équiper de caméras de vidéosurveillance, ce qui a entraîné une vigoureuse réaction publique du comité régional, accompagné par Attac et le Saf.

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le cadre de la défense des droits économiques et sociaux, la LDH s'est investie dans un travail de réseau au sein du collectif « Pour un audit citoyen de la dette publique ». Elle a également organisé une conférence-débat sur la thématique du droit à la santé, avec plusieurs intervenants. En partenariat avec plusieurs associations locales, elle a aussi participé activement à un petit déjeuner solidaire « Droits à l'essentiel ».

Sur le thème de la situation actuelle de la justice, la section de Brive a co-organisé, avec Cap à gauche 19, une conférence-théâtre intitulée « Le Droit se meurt », suivie par une réunion publique en soirée.

Etrangers

Le sort des sans-papiers a, comme les années précédentes, été l'objet d'un fort investissement militant.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Tulle a proposé un film-débat *Ici, on noie les algériens* dans le cadre de son partenariat avec le Place.

La question des discriminations a également été mise en avant à l'occasion de 2 conférences, l'une portant particulièrement sur la situation des enfants : « C'est pas juste : enfants et discriminations ».

La section de Brive a réalisé, en partenariat avec d'autres associations, une formation à la Maison du bénévolat portant sur le fonctionnement des centres d'hébergement et le travail avec les associations humanitaires et citoyennes.

Enfin, ont été développées des activités culturelles promouvant le droit au mariage pour tous.

Permanence, soutien juridique

Ainsi, le comité régional a-t-il assuré une permanence juridique visant à la défense des droits individuels et à l'aide au séjour des personnes qui l'ont fréquentée.

International

Le comité régional a été particulièrement attentif à l'évolution des événements en Tunisie, plus particulièrement en ce qui concerne le sort très préoccupant réservé aux femmes (communiqués, positions dans la presse).

Actions remarquables parmi d'autres

Les différentes sections de la région ont été particulièrement attentives aux rapports entre nos concitoyens, les forces de police et le monde judiciaire, constituant un groupe de travail Citoyens/Justice/Police qui a pris l'initiative de sensibiliser par courrier l'ensemble des avocats exerçant localement.

LORRAINE

La région compte 276 adhérents dont 3 isolés.

Moselle, constitué en fédération

Forbach Moselle Est : 9
Metz : 96
Sarrebouurg Sud Mosellan : 2
Thionville Fensch : 15

Vosges, constitué en fédération

Epinal : 17
Gérardmer : 19
Neufchâteau : 10
Saint-Étienne-Lès-Remiremont : 1

Meurthe et Moselle, constitué en fédération

Longwy : 56
Nancy : 42
Pont-à-Mousson : 6

8 sections concentrent l'essentiel de l'activité de la LDH en Lorraine avec 40 actions répertoriées, dont 4 réunions statutaires. Beaucoup d'actions sont centrées sur les étrangers et les discriminations envers les Roms. Il faut aussi signaler un investissement important dans la sensibilisation et l'information tant à destination des scolaires que du grand public.

Les actions de la LDH sont relayées par *Le Républicain lorrain* et aussi dans *Tout-metz.com*.

40 actions répertoriées dont 4 statutaires

- 11 droits et justice : 4 concernant les sans-papiers ;
- 4 discriminations : 2 sur les Roms, 1 sur les Gens du voyage ;
- 20 démocratie et libertés : 4 sur l'histoire (fusillés pour l'exemple, colonisation), 1 sur la laïcité.

Démocratie, libertés

Ces thèmes ont mobilisé la LDH avec environ une vingtaine d'événements.

Dans le cadre de l'Université populaire organisée par Attac, une conférence a été donnée sur « Les Nouvelles citoyennetés », ainsi qu'une projection-débat sur les centres éducatifs fermés avec *Invictus* sur les prisons.

Une « Nouvelle nuit du 4 Août » a été mise en place par les sections de Metz, Longwy et Thionville-Fensch. A Thionville-Fensch, une fête des droits de l'Homme a été organisée le 10 octobre, avec projection de film et conférence-débat, ainsi que deux cafés-débats spécifiques : « Combats et succès des mouvements citoyens », et un débat en préparation des élections présidentielles.

L'un des café-débat de Thionville-Fensch avait pour thème les combats et succès des mouvements citoyens.

A Longwy, une conférence a été organisée le 26 avril sur le système des « voisins vigilants ». La section de Gérardmer, agissant pour le compte de la fédération, s'est opposée à la mise en place de ce système dans certains villages, principalement par la diffusion de communiqués.

Longwy a organisé la projection, en octobre, de *Mains brunes sur la ville*, Thionville-Fensch et Forbach ont participé à des manifestations contre l'extrême droite. La section de Longwy a été amenée à faire intervenir le service juridique de la LDH contre deux arrêtés municipaux interdisant la mendicité à Longwy et à Mont-Saint-Martin. Elle a également été amenée à demander des explications à la communauté de communes sur une enquête de « tranquillité publique ».

La section de Thionville-Fensch a organisé un café-débat sur les médias.

Le domaine de la laïcité reste sensible en Moselle, département encore concordataire. Un café-débat à Thionville-Fensch a été consacré à « Religion et catéchisme en Alsace-Moselle ». La section de Metz, pour le compte de la fédération de Moselle, a suivi de près (5 réunions à Strasbourg) et appuyé l'action du collectif « Laïcité d'Accord » qui vise, à court terme à l'abolition de l'obligation de l'enseignement religieux à l'école publique et, à plus long terme, à l'abolition du concordat et à l'extension de la loi de 1905 en Alsace-Moselle.

Metz a entamé une action en vue de la réhabilitation des fusillés pour l'exemple en présentant le film *Adieu la vie, adieu l'amour* du réalisateur messin Dominique Hennequin. Elle a manifesté le 11 novembre en compagnie de la Libre pensée : un débat a été organisé à l'occasion d'une assemblée régionale des sections.

Au cours de tout le mois de mars, la section de Longwy, au sein d'un collectif, a commémoré le cinquanteaire de l'établissement de l'Algérie indépendante par des films, des expositions et des conférences-débats.

Droits économiques, sociaux et culturels

Une dizaine d'actions a été consacrée à ce thème. Metz et Longwy ont participé, le 1^{er} mai, à la fête du travail, en liaison avec les syndicats, par la tenue de stands. Le droit du travail était aussi au centre d'un des cafés-débats de Thionville-Fensch sur le thème « Développement économique : croissance et décroissance ».

Epinal a projeté *Khaos, les visages humaines de la crise grecques*, sur le thème de la crise en Grèce.

Thionville-Fensch a organisé deux autres cafés-débats sur l'éducation et l'éducation populaire.

Etrangers

Les demandeurs d'asile se concentrent particulièrement autour des deux villes-métropoles que sont Nancy et Metz. La section de Metz accompagne les déboutés restant sur le territoire, concernés ou non par une Obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Le droit au séjour des demandeurs d'asile et des sans-papiers est régulièrement rappelé par des Cercles du silence mensuels à Metz (le 30 du mois) et à Pont-à-Mousson (2^e samedi). C'était aussi le sujet central du stand tenu par la fédération de Moselle à la journée d'inauguration du centre festif de plein air de Metz Borny en juin.

Gerardmer a apporté la médiation de la LDH dans la grève de la faim de demandeurs d'asile hébergés en centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

Grâce à l'intervention de Me Weltzer, la section d'Epinal a pu faire libérer Monsieur Alija après une arrestation illégale dans les locaux de la préfecture, où il avait été convoqué soi-disant pour présentation de documents.

La section d'Epinal a participé à la projection-débat de *La pirogue*, de Moussa Touré.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Les sections se sont mobilisées sur ce thème avec une dizaine d'actions répertoriées. A Longwy, la section locale a pu obtenir, après deux années de négociations avec les collectivités locales, la dévolution d'une zone à un groupe de familles présentes depuis 3 ans ; un problème de même type a été géré par la section de Gérardmer.

A Metz, un collectif auquel participe la LDH a obtenu le logement de toutes les familles présentes avant l'hiver dans un campement qui a été démantelé.

Les sections de Metz et de Longwy participent à leur Commission consultative départementale respective sur les Gens du voyage.

Longwy a eu à gérer pendant de longs mois les conflits provoqués par certains éléments de la population du fait du stationnement d'un fort groupe de familles cherchant à se sédentariser (interventions au près de la police, lutte contre la stigmatisation des Roms).

La section de Metz est intervenue à Dieuze, où le maire avait organisé une manifestation de la population pour s'opposer au logement de famille de demandeurs d'asile dans des habitations laissées inhabitées après le départ de l'armée. Un collectif a été constitué avec syndicats et partis de gauche, et la LDH a écrit au préfet pour lui demander d'intervenir.

Dans une quinzaine d'établissements d'enseignement primaire de la région, des films commentés (en liaison avec le Cravlor, organisme régional de diffusion de films de la Ligue de l'enseignement) ont été diffusés sur le thème de la citoyenneté et de la lutte contre le racisme et les discriminations. Dans le secondaire également, des débats ont été organisés dans plusieurs établissements (notamment lycées professionnels et lycées agricoles) par la section de Metz sur les problèmes de discrimination, à la demande des responsables des établissements.

Pont-à-Mousson, dans le cadre d'un collectif, a orga-

nisé une semaine contre les discriminations raciales : interventions dans les centres aérés avec des jeux « Tous égaux, tous différents », exposition « Croque-moi les droits de l'Homme », devant la mairie, et deux conférences-débats avec des intervenants.

L'un des café-débat de la section de Thionville-Fensch avait pour thème la domination masculine.

International

La section de Longwy a appelé, en mars à une manifestation de solidarité avec la Syrie et a été invité à une conférence sur ce thème, en septembre.

Longwy encore, mais aussi Thionville-Fensch et, dans une moindre mesure, Metz maintiennent des liens avec la section de la Ligue luxembourgeoise des droits de l'Homme.

Permanences, soutien juridique

Nancy et Thionville-Fensch assurent une permanence hebdomadaire essentiellement consacrée à la réception et au suivi des demandeurs d'asile.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Metz, Longwy, Pont-à-Mousson interviennent dans les établissements scolaires avec des débats parfois appuyés sur des jeux, avec la diffusion de films commentés sur le thème de la citoyenneté et de la démocratie, ou en s'appuyant sur la DUDH grâce à la plaquette diffusée il y a deux ans.

Le concours des « Ecrits pour la fraternité » a été suivi par les sections de Metz, Longwy, Pont-à-Mousson et Gérardmer. La remise des prix départementale est l'occasion d'une fête des enfants.

La section de Thionville-Fensch a développé une activité régulière sous la forme de cafés-débats sur les droits.

La section de Metz a tenu des stands d'information à la rentrée universitaire, dans les locaux mêmes de l'université ainsi qu'à l'hôtel de ville dans le cadre d'une action d'accueil organisée par la municipalité.

Gérardmer a participé à une fête intercommunautaire « Habitants et habitats ».

Les sections tiennent des stands avec documentation et activités ludiques à l'occasion de festivités diverses : fête des jonquilles à Gérardmer, 1^{er} mai à Longwy et Metz, à Metz encore pour l'inauguration d'un espace festif à Borny et pour le « Printemps des citoyens ».

La fédération de Moselle a participé à la « Fête du chiffon rouge ».

La section de Metz a publié les numéros 53, 54, 55 et 56 de sa « Lettre » ; Thionville-Fensch a un site : <http://www.ldhrance.org/section/thionville/author/thionville/> ; ainsi que Longwy <http://ldh-longwy.org/> ; Metz tient une page Facebook.

Actions remarquables parmi d'autres

Metz, Longwy et Thionville-Fensch ont organisé la « Nouvelle nuit du 4 Août », fête de soirée et de nuit avec musique et spectacle de danse contemporaine sur la place centrale de la ville de Metz, et ont invité toutes les associations partenaires à tenir des stands (Mrap, RESF, SOS Racisme, Amnesty, AFPS, Attac, ADMD, Couleurs gaies, etc.). Le thème retenu est celui des nouveaux « privilèges » qu'il convient d'abolir pour respecter l'égalité et les droits.

MIDI-PYRENEES

463 adhérents sont répartis en 12 sections, 7 adhérents sont isolés.

Ariège : 52

Aveyron, constitué en fédération

Rodez- Millau : 62

Villefranche-de-Rouergue / Decazeville : 22

Gers

Auch : 11

Haute Garonne

Colomiers-Ouest toulousain : 31

Toulouse : 148

Haute Pyrénées, constitué en fédération

Lannemezan : 11

Tarbes BB : 21

Lot

Cahors : 41

Figeac : 5

Martel : 31

Tarn

Gaillac : 21

Tarn et Garonne

Isolés : 7

Une centaine d'actions a été répertoriée dont une vingtaine relèvent de la vie interne de l'association.

De nombreuses conférences-débats sur des thématiques variées ont été organisées avec succès et ont bénéficié d'une bonne couverture médiatique dans la presse locale (pages locales et régionales de *La Dépêche du Midi*, *La Montagne*, *La Semaine du Lot*, *Le Lot en Action*, *Nouvelle République des Pyrénées*), la presse internet (*Carré d'Info*, *LibéToulouse*, *Toulouse 7*) et les radios et télévisions locales et régionales (*Radio Vicomté*, *Radio campus*, *CFM radio*, *TLT*, *France 3*, *TV Bruits*).

Démocratie, libertés

Une cinquantaine d'initiatives sur ce thème ont été engagées sous différentes formes (conférences, réunions publiques, projections-débats, conférences de presse, stands et tracts, appels aux manifestations).

Une dizaine d'événements concerne la citoyenneté et la démocratie :

- stands à Toulouse, avec distribution de tracts dans le cadre de la campagne du Pacte pour les droits et la citoyenneté ;
- conférences de presse à Villefranche/Decazeville, relayées par la radio associative ;
- conférences « L'Impôt, outil de solidarité », « Le Droit de vote », « Les Législatives », relayées par *Radio CFM*.

- projection-débat au cinéma associatif Uxello de Vayrac (section Martel-Haut Quercy) du film *Les nouveaux chiens de garde*, ainsi qu'à Cahors ;

- communiqués de Toulouse et Gaillac pour le vote des étrangers.

Plusieurs sections ont développé des actions dans la perspective de la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, souvent à partir de situations locales : journée film-débat à Lannemezan, initiative dans l'Ariège, participation à une cérémonie, le 11 novembre, à Toulouse.

La présence et la montée de l'extrême droite ont été la préoccupation du Comité de vigilance de Toulouse dans lequel la LDH joue un rôle moteur. La question laïque a occasionné à Tarbes l'organisation d'une conférence « La Laïcité, un combat pour la paix »,

ainsi que l'investissement permanent dans un collectif local.

La question de la vidéosurveillance (mobilisations contre son accroissement dans l'agglomération toulousaine, participation à la Commission des libertés publiques de Toulouse, lettres aux maires de Rodez et de Villefranche-de-Rouergue) a mobilisé les sections, de même que celle des contrôles policiers.

De façon plus globale, on peut noter une trentaine d'actions concernant les libertés publiques et la justice :

- à Villefranche-de-Rouergue, soirée plaidoirie pour les droits de l'Homme ;
- dans le cadre des « Rencontres de Martel », conférence-débat qui a réuni une centaine de personnes sur le thème « Le Désordre libéral, pas de pitié pour les gueux », avec Serge Halimi, directeur du *Monde Diplomatique* ;
- communiqués, forums, distributions de tracts et stands : à Rodez, Millau, Toulouse, Villefranche, Ariège et Lannemezan ;
- conférences de presse à Villefranche avec *Radio CFM* ;
- « Toulouse en Libertés », fête de la LDH, à Toulouse, ouverte sur la ville : musique, débats, conférences...

Enfin, une dizaine d'actions concerne le droit pénal (prisons) et la justice :

- publication par la section de Toulouse de l'ouvrage collectif *Comparutions immédiates : quelle justice ?*, conférences et théâtre témoin : *Chronique d'une justice des ordinaires* ;
- projections-débat : *A l'ombre de la République*, à Toulouse, 10^e chambre : *instants d'audience*, à Colomiers.

Droits économiques, sociaux et culturels

Une trentaine d'actions ont concerné cette thématique.

Les droits au logement, à la santé et à un environnement vivable ont été des objets d'investissement militant à Toulouse et Rodez, ainsi qu'à Villefranche-de-Rouergue : conférence de presse sur l'éthique médicale (*Radio CFM*), et participation au collectif droit à la santé, défense des hôpitaux, à Tarbes.

Les droits au travail et à la protection sociale ne sont pas oubliés avec des appels à manifester sur ce thème à Toulouse, Rodez et dans l'Ariège, et la participation

à un collectif « Pour un audit citoyen de la dette publique » à Tarbes et Villefranche-de-Rouergue.

Une conférence s'est tenue à Colomiers « L'Enfant, le jeune et la justice ».

Quelques actions ont pour thème les droits à la culture, à l'information, à la liberté d'expression : à Gourdon, dans le cadre du festival « Images en résistance » et à Villefranche-de-Rouergue sur les ondes de *Radio CFM* pour laquelle la section de la LDH anime « Urgences », une émission mensuelle.

Etrangers

Une dizaine d'actions se sont focalisées sur le droit des étrangers. La défense et l'accompagnement des étrangers en situation de fragilité a constitué une préoccupation permanente de la LDH en Ariège avec RESF, ainsi qu'à Tarbes et Gaillac, dans l'Aveyron avec le Collectif des réfugiés de la région de Rodez.

Un café-débat dans le sud du département de la Haute-Garonne a été organisé sous le titre humoristique : « Les Chiffres sont accablants ; il y a de plus en plus d'étrangers dans le monde ! Est-ce bien normal ? ».

A noter également, une conférence à Colomiers « L'Ecole, la place des étrangers ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Une vingtaine d'actions sont répertoriées dont 6 concernent les Gens du voyage, ainsi que les Roms. À Toulouse, la LDH s'est mobilisée dans l'accompagnement de familles, les négociations avec les pouvoirs publics et l'organisation de plusieurs manifestations avec pour mot d'ordre « Non aux expulsions des Roms en bord de Garonne », avec conférences et communiqués de presse.

La lutte contre l'homophobie et la LGBT-phobie, ainsi que le mariage pour tous, a fait l'objet de plusieurs initiatives à Toulouse (manifestations et communiqué), d'un rassemblement à Rodez et d'une conférence de presse à Villefranche-de-Rouergue diffusée sur la *Radio CFM*.

La LDH de Toulouse a réagi par plusieurs communiqués aux agressions antisémites qu'a connues la ville, et ses membres ont participé à plusieurs manifestations suite à l'affaire « Merah ».

Une conférence de presse s'est tenue à Villefranche sur le thème du sexisme.

International

Toulouse a participé à des manifestations « Une vague blanche pour la Syrie », ainsi que Cahors.

Une section de Toulouse (6 personnes) s'est rendue en Tunisie du 1^{er} au 10 octobre 2012. Les échanges très riches ont donné lieu à la réalisation et la diffusion d'un film de 30 minutes.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

De fréquentes interventions en milieu scolaire ont été organisées, sous des formes différentes :

- dans le cadre des « Ecrits pour la fraternité » avec le thème « écoutez-nous », les sections ont travaillé avec les écoles de Martel et Villefranche, ainsi que dans les villes de Lannemezan et Toulouse ;
- Colomiers s'est investie pour une journée d'animation sur les droits de l'enfant, ainsi que pour des interventions dans les établissements scolaires ;
- la région a intervenu dans de nombreuses émissions sur *Radio CFM* à Villefranche et sur *Radio campus* à Toulouse.

Actions remarquables parmi d'autres

Un ensemble d'actions de la section de Toulouse ont ciblé les libertés et la justice ; un observatoire des libertés a été créé, qui a induit un travail sur les comparutions immédiates, les contrôles d'identité, les contrôles au faciès. Ce travail collectif a été suivi de la publication de l'ouvrage *Comparutions immédiates : quelle justice ?*, de la création d'une pièce de théâtre *Chronique d'une justice des ordinaires*, d'un film vidéo *J'ai vu* (disponible en ligne sur le site national de la LDH) et de plusieurs conférences dans la région Midi-Pyrénées.

NORD-PAS-DE-CALAIS

La région regroupe 377 adhérents répartis en 16 sections sur les 2 départements qui sont constitués en fédérations. 3 adhérents sont isolés

Nord

Dunkerque : 18
Lille : 81
Maubeuge : 12
Roubaix : 31
Tourcoing : 29

Pas de Calais

Arras : 23
Béthune : 2
Boulogne-sur-Mer : 49
Calais : 26
Hénin-Carvin : 21
Hesdin : 5
Lens : 25
Liévin : 8
Montreuil-sur-Mer : 20
Saint-Omer : 21
Saint-Pol-sur-Ternoise : 3

Le dynamisme de la région s'est traduit par la mise en place de 100 actions répertoriées, dont 10 réunions statutaires. La délégation régionale a mis en place 9 actions dont 5 statutaires. La LDH régionale a été active durant la campagne électorale et a interpellé les partis politiques. Elle a particulièrement mis l'accent sur le danger lepéniste qui ne touche pas que la ville symbolique d'Hénin-Beaumont. Il faut signaler un fort investissement aussi du niveau régional dans toutes les questions relatives aux sans-papiers et aux Roms avec des interpellations, des contacts avec la préfecture, de nombreux communiqués. Enfin, le comité régional a organisé des formations, sur la situation des étrangers sans-papiers par exemple.

Il n'y a pas eu de création de nouvelle section. Quelques sections traversent des difficultés. Lille et Tourcoing ont eu une forte progression de leurs effectifs.

Les activités de la région sont largement reprises par la presse écrite, électronique ou télévisuelle locale.

Démocratie, libertés

Ces thèmes ont généré près de 30 actions diverses.

La lutte contre les idées de l'extrême droite est une thématique très importante dans la région (cf action remarquable).

Les sections de Henin-Carvin, Lille, Arras, Lens et Tourcoing ont, grâce à des expositions, des conférences, des cafés-débats, défendu les libertés publiques et la démocratie avec, par exemple, les conférences « Liberté, égalité, fraternité, rêve ou réalité ? » ou « Pacte pour les droits » et les expositions « Vers l'autre » ou « Les Droits de l'Homme en mouvement » à Henin.

Lens a traité de l'environnement pour une société durable lors d'une conférence-débat.

La fédération du Nord et Boulogne-sur-Mer ont dénoncé l'homophobie et les discriminations.

Tourcoing a défendu la laïcité lors d'un café-débat. La section de Montreuil-sur-mer a tenu de nombreux stands pour promouvoir démocratie et libertés.

Lille, Tourcoing et Boulogne-sur-Mer ont revendiqué le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales.

Droits économiques, sociaux et culturels

10 actions sont répertoriées sur ces thèmes.

Ainsi, la section de Lens a-t-elle organisé deux conférences ayant trait au droit du travail. Hénin-Carvin a défendu le droit au logement, le droit aux services publics et a présenté une exposition sur le mouvement social.

Le comité régional a mené une importante action en soutien à J.M. Massemin, délégué du personnel, menacé de licenciement.

Boulogne-sur-Mer a recueilli les indignations de la population puis les a présentées aux candidats aux élections législatives, en leur demandant de se positionner.

Les sections et le comité régional se sont engagés également pour la défense des services publics, contre des suppressions de postes dans les écoles par exemple (Boulogne, comité régional) avec aussi l'organisation d'une conférence-débat, « Quelle école pour demain ? ».

Des conférences-débats ont porté sur « Niches fiscales et paradis fiscaux » ; « Le Travail et l'emploi aujourd'hui : épanouissement ou souffrance »...

Etrangers

Avec 25 actions, c'est l'un des sujets qui a le plus mobilisé la région.

En ce qui concerne les sans-papiers, avant les élections présidentielles, la LDH a rencontré le PS, le Front de gauche et les Verts pour rappeler ses revendications et propositions sur l'immigration. Après les élections, la LDH a interpellé à plusieurs reprises le préfet de région pour demander une prise en charge du problème des sans-papiers et des réfugiés du littoral. Quand les sans-papiers ont entamé en novembre une grève de la faim à Lille, la délégation et les militants ont développé un important travail de liaison avec la préfecture, le Comité de sans-papiers et les églises réformée et catholique. La LDH a joué un rôle important dans la conclusion d'accords qui ont mis fin en janvier à la grève de la faim. Mais la rigueur de la circulaire Valls empêche des solutions de régularisation pour un nombre appréciable de grévistes.

Pour ce qui est du droit au séjour, les sections d'Hénin-Carvin, Calais, Dunkerque, la fédération du Nord, et du Pas-de-Calais ont multiplié leurs actions en faveur du droit au séjour d'étrangers. Boulogne-sur-mer a obtenu la régularisation de 2 étudiants chinois menacés d'expulsion.

D'autres actions, telles que la brocante de solidarité aux réfugiés de Calais, le parrainage républicain d'un jeune Afghan (Boulogne) ou l'interpellation des candidats aux législatives (fédération du Nord) ont concerné la thématique « étrangers ».

International

La région est également tournée vers l'international avec une quinzaine d'actions sur ce thème.

La délégation régionale a tenu à Saint-Omer une réunion des sections qui a permis de coordonner l'action régionale de la LDH et d'utiliser notre réseau pour présenter une exposition sur les Palestiniens du Neguev à Lille, Tourcoing, Arras, Boulogne, Saint-Omer, Douai. Ont circulé des expositions réalisées localement : « Stop the wall », « Palestine, 5000 ans d'Histoire », ainsi que 3 belles expositions de photos de Geneviève Carré. La seconde réunion régionale tenue à Lille, a été plus centrée sur le partenariat avec l'association Lille-Naplouse. Dans ce cadre, plusieurs ligueurs se rendent régulièrement à Naplouse pour y mener des actions de coopération. La région a cosigné une brochure sur la colonisation autour de Naplouse. Elle a participé à l'accueil de deux maires de communes de cette région.

Le soutien à la Syrie a également mobilisé les sections de Boulogne-sur-Mer, Tourcoing, Lille lors de la Vague blanche pour la Syrie. La section de Tourcoing a programmé des expositions, des débats sur la solidarité internationale. Lens a donné une conférence « Rêve d'Europe ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

Plus d'une dizaine d'actions concerne ce thème. Les sections, fédérations et comité régional travaillent sans relâche contre les discriminations dont sont victimes les Roms : communiqués, rendez-vous, rassemblements, mais aussi soutiens, appels à solidarité, accompagnements, implication dans les collectifs, rencontres avec les élus, événements plus festifs « Fête de l'indignation », interventions sur la question du logement, expositions (« Opre Roma » à Hénin par exemple)...

La LDH est à l'origine de la création d'un collectif sur la métropole lilloise. Avec celui-ci, elle impulse la création d'un autre collectif dans le secteur ex-minier du Pas-de-Calais et auquel participe désormais la fédération. La LDH a été, la plupart du temps, le porte-parole du collectif et de la cause des Roms dans les rencontres avec le préfet, la mairie de Lille et les représentants de la communauté urbaine, ainsi que dans les manifestations publiques.

Une étude a été réalisée pour le collectif sur cinq terrains occupés par des Roms de la région. De même, un programme d'accès aux droits pour les Roms a été

établi avec la coopération de Romeurope et de Me Norbert Clément, avocat à Roubaix.

Boulogne a particulièrement travaillé sur la question du droit des femmes, avec par exemple, la présentation de la pièce de théâtre *Au bout de la nuit* à des lycéennes, et un débat autour de la pièce *Ma main dans ta gueule*. Tourcoing a organisé un débat à partir de la projection du film *Louise Wimmer* tandis qu'Hénin a présenté une exposition « Les Femmes et le droit ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections ont assuré une présence visible lors de manifestations telles que le Festival du cerf volant (Montreuil), le Salon ruralivres (Montreuil) ou le Forum des associations (Lens, Montreuil).

L'intervention en milieu scolaire est un secteur traditionnellement important en région avec des actions réparties sur l'ensemble du territoire. En 2012, la fédération du Pas-de-Calais a récolté 9 prix au concours « Les Ecrits de la fraternité ».

Boulogne-sur-mer a fait un important travail de sensibilisation sur la prostitution dans les lycées de la ville, en collaboration avec l'association Le Nid.

De nombreuses expositions ont été présentées dans les mairies de quartier de Lille (« Les Enfants ont des droits », « Mafalda illustre les droits des enfants »).

La fédération du Pas-de-Calais a activement parrainé les manifestations sportives de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) et des Usépiades.

Permanences, soutien juridique

Dunkerque tient une permanence chaque semaine pour du soutien individualisé, de même que Boulogne, Lille et Arras.

Action remarquable parmi d'autres

La lutte contre les idées de l'extrême droite est une thématique très importante dans la région. La fédération du Nord et la section d'Hénin-Carvin ont dénoncé sans relâche les idées dangereuses et appelé à un sursaut républicain : communiqués tels que « Préparer dès maintenant le 2^e tour » ; « Non à la politique de caniveau, oui à un vrai débat citoyen », « Non à la liste noire des candidats à battre de Mme Le Pen » ; un café-débat, « Ma photo pour résister, OK » ; une projection-débat du film *Mains brunes sur la ville* à Tourcoing.

BASSE-NORMANDIE

La Basse-Normandie compte 230 adhérents (dont 2 isolés), répartis en 8 sections sur les 3 départements.

Calvados, constitué en fédération

Caen : 104
Hérouville-Saint-Clair : 21
Lisieux / Pays d'Auge : 19

Orne

Alençon : 24

Manche, constitué en fédération

Avranches : 16
Cherbourg / Nord Cotentin : 9
Granville : 26
Saint-Lô : 9

Une soixantaine d'actions, dont 10 institutionnelles, ont été répertoriées, certaines étant bien relayées par les médias locaux ou régionaux : *Ouest-France*, *La Manche libre*, *La Presse de la Manche*, *La Gazette de la Manche*, *Côté-Caen*, *Le Pays d'Auge*, *L'Eveil de Lisieux*, *L'Orne Hebdo*, *Le Réveil normand* et aussi *FR3*.

Le comité régional s'est réuni très régulièrement (6 fois, le bureau 12 fois) avec aussi l'organisation de 2 assemblées générales, une statutaire en janvier et une pour préparer la convention nationale en juin.

En outre, le comité régional a mené une opération de sensibilisation des jeunes aux droits de l'Homme (cf. action remarquable parmi d'autres).

Démocratie, libertés

C'est sur ce thème qu'il y a eu le plus d'actions. Une quinzaine d'actions diverses sont répertoriées avec l'organisation de projections-débats sur la liberté de la presse avec *Les nouveaux chiens de garde* à Granville et à Lisieux, sur la justice et les prisons avec *A l'ombre de la république* à Caen, *Omar m'a tué* à Granville ; sur la laïcité avec *Laïcité Inch'Allah* à Lisieux et une conférence sur ce thème à Cherbourg ; sur la vidéosurveillance avec *Sous surveillance* à Lisieux et une conférence sur ce thème à Avranches.

La citoyenneté a été évoquée au cours d'une conférence « Quelle citoyenneté aujourd'hui ? » à Saint Lô et Hérouville a organisé une Votation citoyenne.

La section de Granville a fêté ses 10 ans avec un débat sur les libertés publiques et droits de l'Homme, et l'intervention d'une compagnie « Jolie mère » pour illustrer le débat. *L'Etat des droits de l'Homme en France* a également fait l'objet d'une conférence de lancement à Alençon.

Les sections se sont inquiétées des actions liées à l'extrême droite. Par exemple, Alençon a dénoncé la profanation d'une plaque commémorative d'Alfred Locussol, assassiné par l'OAS. Un hommage aux fusillés pour l'exemple s'est tenu à Cherbourg et à Lantheuil.

Une projection-débat a été proposée sur le *Chocolat, clown nègre* à Caen-Hérouville.

Droits économiques, sociaux et culturels

Des conférences ont été organisées sur la santé mentale à Hérouville, une projection-débat a eu lieu sur la question du logement avec le film *Louise Wimmer*, à Granville.

Etrangers

Un parrainage de sans-papiers a été lancé à Caen, divers communiqués ont été publiés sur l'accueil des étrangers en France, avec une intervention au JT de

FR3 sur un non renouvellement de carte de séjour et des interventions auprès de la préfecture pour des régularisations « délicates ».

Granville a projeté *La Liberté en transit* ; Hérouville, *Qu'ils reposent en révolte* ; Lisieux, *Moitié moitié* afin de susciter le débat autour de la problématique « étrangers ».

Racisme, antisémitisme et discriminations

La projection de films a suscité le débat sur la question du droits des femmes et des discriminations avec *La domination masculine* et *We want sex equality* à Cherbourg.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs écoles ont participé au concours « Ecrits pour la fraternité » (Lisieux, Alençon), Cherbourg est intervenue en milieu scolaire sur la DUDH.

Une journée de formation sur les droits des étrangers et les droits des jeunes s'est tenue à Hérouville en novembre. Elle a notamment débouché sur une action

concertée des 8 sections de la région pour interpeller les parlementaires nouvellement élus sur les textes de loi sécuritaires et liberticides du précédent gouvernement.

Actions remarquables parmi d'autres

Le comité régional a mené une opération de sensibilisation des jeunes aux droits de l'Homme par des interventions dans les lycées de la région pour, d'une part, organiser un concours de plaidoiries sur les droits de l'Homme (4 lycées concernés à Avranches, Granville, Lisieux, soit environ 300 jeunes) et, d'autre part, illustrer la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et éditer un livret à 4000 exemplaires *Par les jeunes et pour les jeunes*, avec le concours de la section « communication et arts graphiques » du lycée Paul Cornu à Lisieux (soit 4 lycées concernés à Alençon, Avranches, Valognes et Lisieux, soit environ 130 jeunes).

Les 263 adhérents se répartissent dans 9 sections sur les deux départements, 1 adhérent est isolé.

Eure

Etrepagny et Gisors : 8
Evreux : 15
Louviers : 25
Pont-Audemer / Bernay : 36
Vernon : 16

Seine-Maritime, constituée en fédération

Elbeuf : 17
Fécamp : 6
Le Havre : 48
Rouen : 95

Une cinquantaine d'actions ont été répertoriées dont 11 statutaires. Le comité régional a organisé une formation sur les inégalités.

Les actions de la LDH sont reprises dans la presse régionale : *Le Réveil normand*, *Paris-Normandie*, *France Bleu Haute-Normandie*, *Le Havre libre* et *Le Havre-info*.

Démocratie, libertés

10 actions ont concerné ces thématiques, avec en particulier, du fait de la période électorale, une interpellation des candidats aux législatives par les sections de Rouen et de Vernon. Rouen a appelé à manifester contre les idées véhiculées par l'extrême droite.

Avec un large collectif de partenaires associatif et syndicaux, la section de Pont-Audemer a participé à une soirée spectacle « Nos droits s'éclatent ».

Un café-débat sur la justice et la prison a été animé par Elbeuf : « La Prison aujourd'hui ».

Evreux a organisé une conférence sur la laïcité et Etrepagny et Gisors un café-débat sur les sectes.

La section de Rouen s'est impliquée à la faculté de droit dans la commémoration de l'abolition de l'esclavage.

Les sections d'Evreux, Louviers, Pont-Audemer et Le Havre ont appelé à la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. La Ligue des droits de l'homme et la fédération de la Libre pensée de l'Eure ont présenté au conseil général de l'Eure un vœu, qui a été voté à l'unanimité, pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple.

Droits économiques, sociaux et culturels

4 actions ont été focalisées sur le droit au logement. En particulier, la section d'Evreux travaille avec le collectif « Urgence logement », alors que Rouen a appelé à manifester à l'occasion de la reprise des expulsions locatives et sur le manque de place d'hébergement.

La section du Havre participe au collectif « hébergement, l'urgence c'est maintenant », elle a rencontré à ce sujet le sous-préfet et a participé à la conférence de presse. Elle a manifesté en mars sous la banderole « Respect et dignité ». Elle était aussi partie prenante de la Journée mondiale du refus de la misère.

La section de Rouen a aussi organisé une soirée sur le thème de « La souffrance au travail et la dignité de l'homme » et celle de Vernon a fait une formation sur la santé.

Au sein du collectif de l'Eure « Pour un audit de la dette », la section d'Evreux a proposé une conférence-débat intitulée « Nous ne paierons pas leur dette ! ». Rouen a travaillé sur le même sujet avec le Collectif contre la dette et l'austérité, et organisé un cinéma-débat avec le film *Debtocracy* sur le thème « Dette publique : l'arnaque du siècle ».

La section du Havre est intervenue, lors du débat organisé par le Cercle Condorcet, sur le thème : « La Sphère associative et les pouvoirs publics aujourd'hui ».

et demain », elle a participé activement à la commémoration de l'anniversaire de la catastrophe de Fukushima, le 11 mars, ainsi qu'à l'anniversaire de Tchernobyl, le 26 avril.

Etrangers

Les sections en Haute-Normandie se sont beaucoup investies sur ce thème avec 11 actions de nature variée. Ainsi, un travail en collectif pour défendre les sans-papiers a été mené, la section d'Evreux a écrit au ministre de l'Intérieur pour demander la suppression de la liste des pays pour le droit d'asile, celle de Rouen a fait parvenir des lettres aux parlementaires sur les conditions d'accueil des étrangers en préfecture, et Louviers sur la suppression de la taxe à verser lors du dépôt d'une demande de régularisation.

Le Havre travaille en collaboration avec RESF et soutient des familles.

La section d'Etrepagny et Gisors a organisé une conférence sur « Les Amoureux au ban public ».

La section de Rouen, très impliquée sur les droits des étrangers, a organisé plusieurs conférences sur l'enfermement des enfants dans les Cra, sur la rétention à Mayotte.

Deux formations ont été proposées pour mieux armer les militants : une à Rouen sur la loi Besson et l'autre à Vernon sur l'accompagnement des étrangers dans leur demande de régularisation.

La section du Havre participe au Cercle de silence qui se tient tous les 3^e jeudi du mois.

International

La section d'Elbeuf a organisé une conférence sur « La Tunisie maintenant et l'influence de la révolution ».

Permanences, soutien juridique

La section de Vernon tient une permanence de soutien juridique, de même que la section du Havre. Au Havre, 128 personnes représentant 21 nationalités ont été suivies.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Louviers et Vernon étaient présentes au Forum des associations. Louviers a aussi participé à la Foire Saint-Michel.

Vernon est intervenue dans un collège sur les droits de l'Homme et dans le lycée Dumézil sur les discriminations.

Une intervention originale pour alerter les Havrais sur les problèmes sociaux a été faite par la section : une distribution de soupe à la gare.

PAYS-DE-LOIRE

La région compte 464 adhérents répartis dans 8 sections. 2 adhérents sont isolés

Loire atlantique, constituée en fédération

Nantes et Pays-nantais : 227
Saint-Nazaire 23

Maine et Loire

Angers : 80

Sarthe

Le Mans et la Sarthe : 59

Vendée, constituée en fédération

La Roche-sur-Yon : 35
Les Sables-d'Olonne : 6
Luçon : 5
Noirmoutier nord-ouest, créée en 2011 : 27

Une centaine d'actions sont répertoriées dont 12 réunions statutaires. Les nombreuses activités des sections dans la région contribuent largement à faire connaître notre association. Nantes, section qui, depuis plusieurs années est celle qui attire dans tout le pays, le plus grand nombre d'adhérents, poursuit la démarche du « Pacte pour les droits et la citoyenneté », ainsi que la section Noirmoutier-Nord-Ouest-Vendée. Tout au long de l'année, sur les questions liées aux droits des étrangers et aux Roms, l'ensemble des sections de la région s'est largement investi, tant lors de permanences d'aide à la constitution des dossiers d'asile que sur le terrain lors de manifestations ou par la présence auprès des Roms, lors d'expulsions répétées.

Le comité régional maintient son rythme à trois réunions par an, l'ensemble des sections y est bien représenté et a aussi organisé des sessions de formation, soutenues par la Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJS). Il est présent aux assemblées générales des sections de La Roche-sur-Yon et des Sables-d'Olonne.

Les médias : *Ouest-France*, *Le Courrier de L'ouest*, *Angers ville-actu*, *angersmag.info*, *maville.com*, *Libération.fr*, *saintnazaire-infos.fr* rapportent très régulièrement les activités ou prises de position des sections.

Démocratie, libertés

38 actions sont consacrées à ce thème. Une grande partie des sections de la région maintient son rôle de vigilance, les sections concentrent leurs efforts en organisant des conférences-débats, des formations sur la citoyenneté, des diffusions importantes de tracts, des communiqués de presse et interpellent les élus de la région très régulièrement. Angers et La Roche-sur-Yon mènent des actions pour le respect du droit des enfants. Nantes a créé en avril une commission « Citoyens/Justice/Police » en lien avec le Saf et le SM. La section communique, agit et dénonce les comportements inappropriés de la police lors des manifestations au projet d'aéroport de Notre

Dame des Landes. Elle poursuit son rôle de vigilance par rapport au procès des responsables de la catastrophe de l'Erika, en lien avec les amis du Collectif marée noire, elle est partie civile dans le procès mené contre la raffinerie Total de Donges pour pollution en Loire. Le 27 novembre 2007, un lycéen âgé de 16 ans a été grièvement blessé à l'œil alors qu'il participait à une manifestation à Nantes contre la loi Pécresse sur « les libertés et responsabilités des universités ». En avril de cette année le tribunal correctionnel doit juger cette affaire suite à la plainte du lycéen et de sa famille. La LDH est partie civile dans ce dossier et la section de Nantes accompagne les démarches, dénonçant et demandant par communiqué de presse à la justice de dire que l'utilisation d'une arme de tir

comme le flash ball lors de manifestations n'est pas légitime, que cette utilisation est un abus qui doit être condamné dans un Etat de droit.

2 débats publics se sont déroulés à Nantes dans le cadre du Pacte pour les droits et la citoyenneté : « Démocratie et domination des marchés » en décembre, et « Notre avenir est l'affaire de toutes et tous... », en mars, débat entre les citoyen(ne)s et les candidat(e)s ou leurs représentant(e)s. Des actions sont menées à propos du pacte budgétaire européen.

Dans le cadre du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales les sections mènent un travail conséquent par leur présence dans les quartiers (Nantes, Angers, Le Mans) ainsi que par l'interpellation des élus, Angers, Le Mans, Nantes, Noirmoutier et Saint-Nazaire.

La section du Mans priorise son année sur la montée des idées de l'extrême droite, des réunions-débats et cinés-débats se déroulent, notamment une projection du documentaire *Mains brunes sur la ville*. La Roche-sur-Yon, Nantes et Saint-Nazaire appellent à des manifestations contre les idées véhiculées par le Front national. Saint-Nazaire et Nantes ont communiqué au moment des dernières élections législatives en dénonçant le rapprochement idéologique de certains élus UMP de la région avec le FN. Saint-Nazaire, enfin, dénonce l'accueil réservé au congrès du FN par la ville de La Baule.

Il faut également mentionner l'exposition pour une réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de 14/18 à l'initiative de la section de Saint-Nazaire. Cette exposition trouve place dans plusieurs communes du département, respectant ainsi les souhaits des maires et des conseillers municipaux intéressés.

Droits économiques, sociaux et culturels

Une cinquantaine d'actions est consacrée à ce thème. Nantes dans le cadre du Pacte, a organisé en novembre une réunion publique : « Les crises, la dette, notre argent, nos vies... ». Nantes et Saint-Nazaire participent aux manifestations en soutien des salariés aux chantiers navals. Des actions sont menées à Nantes à propos du pacte budgétaire européen. L'ensemble des sections participent et accompagnent les actions et manifestations tout au long de l'année des organisations syndicales, défense des services publics, respect des droits économiques et sociaux, droit au travail.

Nantes participe au travail que mène le collectif « Pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous ».

La section de La Roche-sur-Yon est à la commission de surveillance des maisons d'arrêt ; Angers et Nantes sont parties prenantes des Collectifs prisons du 49 et 44 ; les sections de La-Roche-sur-Yon et Nantes participent à la Journée nationale des prisons.

Nantes participe au collectif « Un toit pour toutes et tous » qui occupe en novembre le lieu Unique et loge ainsi une soixante de personnes sans abris. Angers et Nantes participent aux réunions de l'Union inter-fédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (Uriopss) et la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) sur les questions d'hébergement d'urgence, interpellent la préfecture de région et le gouvernement, et travaillent à la création d'un collectif des associations unies à l'échelle régionale. Noirmoutier soutien l'action « Nologement ».

Etrangers

Le Mans, porte parole avec la Fédération syndicale unitaire (FSU) et la Pastorale des migrants, est partie prenante du RESF 72. elle est toujours présente pour intervenir et manifester dans le cadre de ce réseau, avec plus d'une dizaine d'actions en commun. Chaque lundi, les membres du RESF se réunissent et assurent tous les vendredis l'accueil des familles d'immigrés. Parmi les cas des familles étudiées, et souvent résolues, on notera le cas de la famille Khoja qui a largement dépassé le cadre de notre département et a été repris par la presse nationale. Nantes a été partie prenante de Uni(e)s contre une immigration jetable (UCIJ) du RESF 44, du Collectif des travailleurs sans-papiers et du collectif Romeurope. La question des Roms sur le département est particulièrement préoccupante. La section accompagne les personnes en situation irrégulière en préfecture et soutient leurs recours au tribunal administratif. La Roche-sur-Yon participe au RESF 85. La section des Sables-d'Olonne soutient avec vigilance les actions menées pour le respect des droits des étrangers. Angers participe à la coordination migrants 49. La Roche-sur-Yon et Nantes participent aux parrainages républicains.

Angers, Nantes et Saint-Nazaire participent tous les mois aux Cercles de silence.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Le Mans est présente aux côtés de la Fédération des amicales laïques (Fal) lors de la Semaine contre le racisme et toutes les formes de discriminations, ainsi qu'à la fête des quartiers sud de la ville.

Nantes participe aussi à la Semaine contre le racisme et toutes les formes de discriminations. La section, ainsi que celle de Saint-Nazaire, participent à la Gay Pride.

Nantes a été très présente lors de l'inauguration du mémorial de l'abolition de l'esclavage, ainsi qu'à la commémoration comme chaque année. Des actions sont également menées par la section d'Angers à propos de la traite négrière.

Nantes est partie prenante du mouvement « Ni pauvre, ni soumis » pour dénoncer la situation réservée aux personnes en situation d'handicap et pour exiger un revenu décent d'existence pour toutes ces personnes.

Les sections d'Angers, La Roche-sur-Yon, Le Mans et Nantes sont très actives sur la question du droit des femmes et participent à toutes les actions et manifestations.

International

Nantes participe aux Semaines des solidarités internationales organisées par la Maison des citoyens du monde, la section en est partie prenante et assiste à la plupart des réunions tout au long de l'année. En lien avec l'Acat et Amnesty International, la section appelle à un rassemblement de soutien au peuple syrien, en mars. Elle participe également aux réunions du collectif nantais Redeyef-Tunisie et manifeste lors du 1^{er} anniversaire de la révolution tunisienne. Elle est présente à la Plateforme des ONG pour une paix juste et durable en Palestine et participe à toutes les actions de la plateforme. Le Mans et Nantes participent au collectif sur la dette. Angers a participé à la Journée internationale de la paix et participe au rassemblement de soutien au peuple syrien ainsi qu'à la commémoration de l'indépendance de l'Algérie. La Roche-sur-Yon à la Semaine de l'Europe.

Permanences, soutien juridique

A Nantes une permanence d'aide aux étrangers se tient chaque lundi avec le Mrap, 6 ligueurs y ont investi, enfin, une permanence pour l'accueil des nouveaux et futurs adhérents qui se tient chaque jeudi en même temps que la réunion de l'équipe d'animation/secrétariat. De son côté à Angers, une permanence téléphonique hebdomadaire se tient, 3 ligueurs y participent, tandis qu'une autre permanence se tient à Saumur. Chaque jeudi la section participe à la permanence interassociative avec ATD Quart monde, Emmaus, Caritas sur le droit au logement. La Roche-sur-Yon tient une permanence mensuelle dans son local, chaque lundi. Les membres de RESF se réunissent et assurent tous les vendredis l'accueil des familles d'immigrés.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections communiquent largement par conférences et communiqués de presse, cinés-débats, cafés des droits de l'Homme et interviennent en milieu scolaire et public. Angers, La Roche-sur-Yon, Nantes et Noirmoutier sont intervenus plusieurs fois en milieu scolaire sur différents thèmes.

Les organisateurs des différents cinés-débats ont souvent souhaité des interventions de la LDH, une grande partie des sections a été partie prenante.

Des prises de paroles sont à signaler à Nantes, lors de l'inauguration du mémorial de l'abolition de l'esclavage en mai, devant le TGI de Saint-Nazaire, en août sur le droit de manifester lors du meeting à propos de l'aéroport de Notre Dame des Landes, en novembre lors du rassemblement à l'initiative de la plateforme des ONG pour la Palestine « Halte à un nouveau massacre : levée immédiate du blocus de Gaza », enfin au conseil régional avec les amis des Collectifs marée noire pour rappeler que le 25 septembre restera un grand jour pour les droits et pour l'avenir, un grand jour de victoire pour toutes les personnes qui se sont mobilisées à propos de la catastrophe de l'Erika à la fin de l'année 1999.

Il faut aussi signaler l'effort produit par la section de Nantes sur la mise en place tout au long de cette année des plans de formations. Pas moins de 5 formations organisées qui ont permis la participation d'un grand nombre de ligueurs des sections issues du comité régional.

Angers publie un bulletin trimestriel faisant état des activités passées et à venir de la section et proposant un éditorial du président de la section ainsi que des articles sur différents sujets inspirés de l'actualité nationale ou internationale.

Nantes propose un planning mensuel des activités de la section réactualisé au jour le jour et envoyé à tous les adhérents deux fois par mois.

Plusieurs sections ont un site internet : Angers : <http://www.ldh-france.org/ldh49.over-blog.org> ; Nantes : www.ldh-nantes.org/ ; Saint-Nazaire : <http://www.ldhsaintnazaire.fr>.

Actions remarquables parmi d'autres

La section Noirmoutier Nord-Ouest Vendée, section nouvellement créée, a organisé une réunion publique sur le thème de la laïcité (9 octobre) « Actualité de la laïcité » qui fut un véritable succès puisque plus de 80 personnes y étaient présentes. Le programme s'appuyait sur une intervention du professeur Durand-Prinborgne sur la question de la laïcité à notre époque : la laïcité en tant qu'élément décisionnel ; la laïcité comme objet d'interprétations ; la laïcité politiquement instrumentalisée.

En effet la résurgence du religieux dans notre société multiculturelle, de la tentation de certains groupes de se définir en communautés par une religion, les débats sur les expressions individuelles de convictions religieuses (port du voile) ramènent en France au premier plan le principe de laïcité et depuis 1905 (loi de séparation des Églises et de l'État), les débats ont profondément évolué.

PICARDIE

La région compte 250 adhérents répartis dans 12 sections et 3 fédérations, dont celle de l'Oise qui a été constituée en 2012. 3 adhérents restent isolés.

Aisne, constituée en fédération

Château-Thierry : 26
Chauny/Tergnier/La Fère : 9
Laon : 14
Soissons : 8
Saint-Quentin : 3
Villers-Cotterêts, créée en 2011 : 9

Somme, constituée en fédération

Abbeville : 39
Amiens : 39
Le Crotoy/Rue : 28
Roisel/Péronne : 7

Oise

Beauvais : 54
Creil : 11

62 actions ont été répertoriées dont 15 réunions statutaires. Deux thèmes ont dominé les actions dans la région : la lutte contre la xénophobie et l'extrême droite en raison de la forte présence du FN et la question des étrangers.

Des groupes de travail à l'échelon régional, ayant vocation à créer un réseau d'information et un observatoire pouvant servir les sections, ont été formés dans les domaines suivants : les demandeurs d'asile, les Roms et les Gens du voyage, l'extrême droite, la jeunesse, le handicap. Le comité régional a mis à la disposition de chaque fédération un exemplaire de l'exposition « Rêve et mystère tzigane ».

De nombreux médias locaux, et même nationaux, ont fait état des activités de la LDH en Picardie : *le Courrier picard*, *le Journal d'Abbeville*, *L'Union*, *L'Union-l'Ardennais*, *Vivre dans l'Oise*, *Oise-hebdo*, *Aisne nouvelle*, *Le Parisien*, *L'Observateur de Beauvais*.

Démocratie, libertés

10 actions répertoriées concernent ce thème. La lutte contre la xénophobie a mobilisé les sections, les fédérations et le comité régional, en relation avec la campagne électorale avec l'émission de communiqués, la diffusion de tracts. Le Crotoy/Rue a organisé un ciné-débat autour du documentaire *Au pays des Gueules Noires : la fabrique du Front National* et Chauny-Tergnier, un débat autour de l'exposition « Le Fascisme et ses dérives d'hier et d'aujourd'hui ».

Le comité régional est intervenu auprès de l'université de technologie de Compiègne, afin de les informer de l'utilisation par une association étudiante des symboles du Ku Klux Klan. Des mesures ont été prises dans l'établissement afin d'y mettre fin.

Beauvais a condamné par communiqué le comportement violent de membres de la police municipale.

Abbeville a programmé une conférence « Quelle justice pour les mineurs ? » ; Laon et l'Office international des prisons (OIP) ont remis au centre pénitentiaire de Laon, le guide du prisonnier de l'OIP.

Pour débattre de la laïcité, Beauvais a utilisé comme support le film *Laïcité Inch Allah* de Nadia El Fani, en partenariat avec l'association Ni putes, ni soumises.

Abbeville a organisé une manifestation commémorant le martyr du Chevalier de la Barre, y associant La Libre pensée et le groupe local « La Barre ».

Le Crotoy/Rue et Beauvais ont traité de la liberté d'expression avec en support le film *Les Nouveaux chiens de garde*.

Le comité régional était présent lors du transfert du corps de François Guidicelli, « fusillé pour l'exemple » vers son village corse.

Beauvais a organisé en partenariat un ciné-débat sur la base de *Ici on noie les Algériens*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les sections se sont particulièrement mobilisées sur ce thème, avec plus d'une vingtaine d'actions répertoriées.

Dans le cadre du Pacte, le comité régional a organisé une conférence à Clermont : « Contre la société des inégaux ». La LDH Picardie était fortement présente lors des défilés du 1^{er} mai.

Creil Sud-Oise, avec Attac Oise, a proposé une soirée théâtrale « poétique », *Le monde ne sait sur quel pied danser, faisons le valser*, et présenté, avec l'Oise, *Khaos, les visages humains de la crise grecque*. Beauvais, en partenariat avec les associations les Foulées de la Rue, Adars, a lancé un débat sur les travailleurs pauvres et les personnes sans domicile fixe après la projection de *Louise Wimmer*.

Dans le domaine de la santé, Creil Sud-Oise a organisé un colloque « Notre droit à la santé : pour une santé égalitaire et solidaire », en partenariat avec le comité de défense des hôpitaux de Creil et Senlis. La section de Château-Thierry était présente à la manifestation pour la défense de l'hôpital public. Abbeville a organisé une conférence débat sur le thème de la bioéthique : « Assistance médicale à la procréation, entre espoirs et dérives ».

Amiens et la fédération de la Somme ont soutenu Xavier Mathieu, syndicaliste ayant refusé un prélèvement ADN, après une interpellation lors d'une manifestation.

Abbeville a également proposé une projection-débat : *Nos enfants nous accuseront* sur les problèmes liés à l'environnement.

Mobilisée pour le droit au logement, Château-Thierry a organisé une rencontre-débat.

Etrangers

De nombreuses sections et fédérations, avec RESF à Amiens et Solidarité-migrants à Beauvais, se sont mobilisées en faveur des mineurs étrangers isolés, ainsi que pour les sans-papiers. Régulièrement sollicitées, les fédérations de la Somme et de l'Aisne, les sections d'Amiens, d'Abbeville, de Beauvais, de Creil Sud-Oise, Le Crotoy/Rue, de Château-Thierry, de Laon et de Villers-Cotterêts, ont été très actives dans la prise en charge de dossiers individuels, au niveau des rencontres avec les autorités locales et dans la diffusion de communiqués pour dénoncer les dysfonctionnements et les atteintes dont sont victimes ces populations discriminées.

Cette mobilisation sur la question des étrangers a également pris la forme de conférences, de cinés-dé-

bats. Ainsi, Laon a organisé une soirée sur le thème de l'accueil des étrangers en préfecture, Abbeville avec RESF, a proposé des cinés-débats *Les Mains en l'air* et *La Pirogue*. Ce dernier film, ainsi que *Paris mon Paradis*, ont servi de support à Beauvais pour des cinés-débats. Le Crotoy-Rue a présenté *Le Havre* et Creil-Sud a organisé la projection de *Les Amoureux au ban public*.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Une dizaine d'actions a été répertoriée sur ce thème. Le comité régional, les fédérations et des sections ont agi en faveur des Gens du voyage et de la population rom régulièrement visés par des mesures d'expulsion et des décisions politiques locales conduisant à des actes de discriminations. Cette forte mobilisation a pris la forme de réunion-débats, de rencontres, de conférences de presse et de communiqués. Les fédérations de la Somme et de l'Oise, les sections d'Abbeville, d'Amiens, de Château-Thierry, de Creil Sud-Oise et de Laon, ont contacté les autorités locales pour dénoncer les atteintes à la réglementation pour l'accueil sur les aires de voyage et pour la scolarisation des enfants. Laon, à l'origine d'un groupe local « Gens du voyage », a organisé une rencontre avec l'association Vie et lumière et des familles de Gens du voyage. Elle a participé à un ciné-philo, sur la base de *Gypsy Caravan*. Beauvais et Creil-Sud-Oise ont organisé une projection du film *Du côté des Voyageuses*. Amiens a proposé une soirée de débats sur « Roms de France, Roms en France ».

Le comité régional et Abbeville ont, dans des communiqués, rappelé le soutien de la LDH au projet de loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples homosexuels et dénoncé la pression des religions et des droites extrêmes sur une réforme concernant le mariage civil.

International

La fédération de la Somme, les sections d'Amiens et de Beauvais ont rejoint les rassemblements locaux condamnant les agressions meurtrières sur les populations civiles à Gaza et le comité régional a fait paraître un communiqué de presse afin de dénoncer la situation des enfants palestiniens emprisonnés.

Permanences, soutien juridique

La section de Château-Thierry assure régulièrement une permanence de soutien juridique et d'accueil pour les droits des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Villers-Cotterêts a mis en place un partenariat avec le lycée européen de Villers-Cotterêts et le collège Max Dussuchal à l'occasion de la Journée contre la misère : affiches et dessins pourront être réutilisés comme supports lors d'autres événements. De même, plusieurs sections sont intervenues, régulièrement pour certaines, telle la section de Beauvais, en milieu scolaire ou périscolaire, soit à la demande des enseignants, soit dans le cadre du concours national « Ecrits pour la fraternité », relayé cette année encore par la section Le Crotoy/Rue sur six écoles.

La section d'Amiens a proposé une soirée militante et festive afin de rappeler l'histoire de la LDH, ses combats d'hier et d'aujourd'hui. Les sections ont rejoint de nombreuses manifestations culturelles, politiques, voire festives, pour une meilleure visibilité, avec distribution de tracts et tenue de stands (Abbeville, Amiens, Beauvais, Château-Thierry, Creil Sud-Oise, Laon, Le Crotoy/Rue-Roye). Les sections ont aussi organisé 5 conférences de presse.

La LDH Picardie est présente au sein de la conférence permanente des coordinations associatives (CPCA).

Le Crotoy/Rue possède un site Internet : <http://www.ldhlecrotoyrue.fr/>, de même que la fédération de la Somme : <http://ldh-somme.over-blog.com/>.

Actions remarquables parmi d'autres

Le comité régional a réalisé une consultation auprès des 27 élu(e)s parlementaires picards sur le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. La moitié des élu(e)s a répondu à cette consultation et 50 % y sont favorables. La section de Château-Thierry est intervenue pour rappeler le combat mené par la Ligue des droits de l'Homme pour le droit de vote pour tous les résidents étrangers lors d'un débat citoyen organisé par l'Apafa et l'Aseca.

POITOU-CHARENTES

En 2012, la région compte 224 adhérents répartis dans 9 sections ainsi que 5 isolés.

Deux-Sèvres

Niort : 39

Charente

Angoulême : 6

Vienne

Châtelleraut : 21

Poitiers : 34

Charente-Maritime, constituée en fédération

La Rochelle : 38

Rocheport : 8

Royan : 43

Saintes : 29

Les sections ont travaillé sur différents thèmes avec plus d'une centaine d'actions répertoriées, dont une cinquantaine de réunions statutaires.

Le comité régional a participé aux travaux préparatoires à l'organisation du congrès 2013 à Niort. Le délégué régional a aussi rencontré dans le cadre du partenariat avec la Macif : le comité régional Macif Centre Ouest Atlantique pour présenter la LDH et des axes d'actions envisageables en commun dans le cadre de ce partenariat. Une autre réunion a permis de réfléchir sur « la déontologie du statisticien » auprès des intervenants du domaine statistique de la Mutuelle.

La LDH de la région a participé au projet national « Etre aidant et travailler sans être discriminé » en intervenant auprès d'acteurs locaux.

Sud-Ouest, La Nouvelle République du centre-ouest, Centre-presse, Le Courrier de l'ouest, Le Pays royannais, Le Châtelleraudais, se font très régulièrement l'écho des activités des sections de la région.

Démocratie, libertés

Plusieurs sections ont travaillé autour de la démocratie en cette année électorale avec 35 actions recensées.

La section de la Rochelle, à partir d'un programme de plusieurs rendez-vous cinés-débats, a abordé différentes thématiques sur l'évolution de la société, la lutte contre les injustices, contre les privilèges ou la défense des libertés. Parmi les films présentés : *Les nouveaux chiens de garde* ou encore *Le déménagement pour aborder l'état des prisons*.

Cette fois, sous la forme d'un café-débat, la section de Royan a organisé un atelier citoyen « Comment faire pour que la démocratie nous ressemble ? ». En définitive, toutes les sections ont été mobilisées par des réunions citoyennes en cette année électorale et il y a eu une interpellation des candidats aux élections législatives afin qu'ils explicitent leur programme politique, en particulier par Châtelleraut et Saintes.

Une conférence sur « La Démocratie en danger » a été organisée en mars par La Rochelle.

La Rochelle a également proposé un débat sur l'extrême droite dans un ciné-débat avec le film *Mains brunes sur la ville*. Niort, en particulier le 1^{er} mai, a mobilisé contre les idées d'extrême droite.

Par ailleurs, un après-midi thématique, en rapport avec l'évolution de la société, a été organisé en mars par de jeunes étudiants avec le soutien de la section de Rocheport sur le thème « La Violence et les jeunes, acteurs ou victimes ? » avec présentation et information sur ce qu'est et ce que fait la LDH, avant une soirée festive.

La revendication du droit de vote pour les étrangers non communautaire a été relayée d'une façon importante en cette fin d'année 2012 en particulier avec des conférences-débats à Royan et La Rochelle.

Un autre événement majeur de l'année pour Royan est l'organisation des 1^{res} rencontres du livre citoyen

en février 2012 dont l'objectif est de faire le lien entre la littérature et les grandes questions de société d'aujourd'hui.

Royan a abordé l'évolution des données personnelles, les fichiers, et les nouvelles technologies avec la tenue d'une conférence « les nanotechnologies vers le meilleur monde possible ».

La section de Saintes est largement mobilisée sur le thème de la vie carcérale, le sort des détenus. Il y a lieu de citer en exemple l'intervention auprès de collègues par les ligueurs sur cette thématique. La section de Châtelleraut a réalisé un important travail avec l'école du cirque sur l'enfermement.

A Niort, fin décembre, s'est tenue une conférence intitulée « Laïcité en action ». Cette manifestation a reçu un écho particulièrement significatif par le nombre de participants (200 personnes). Châtelleraut a participé à l'inauguration de « l'espace de la laïcité ».

La fédération des sections de Charente-Maritime, à l'initiative de la section de Rochefort, a célébré un hommage aux « communards déportés sur l'île Madame » le 14 octobre.

La section de Niort a participé à l'organisation du concours national de la résistance et de la déportation, la LDH est membre du jury départemental des Deux-Sèvres.

Droits économiques, sociaux et culturels

Le droit au logement a donné lieu à une mobilisation exceptionnelle de la section de La Rochelle.

La Rochelle a organisé une réunion sur le thème de l'économie sociale avec l'intervention d'un représentant de la Macif.

Etrangers

Le droit de séjour des sans-papiers est un axe d'action pour tous les ligueurs de la région, avec près de 15 actions recensées ; les sections intervenant, soit seules, soit par leur forte implication dans les collectifs locaux et régionaux présents sur l'ensemble du territoire de Poitou-Charentes.

Royan a profité des « Rencontres du livre citoyen » pour présenter l'exposition « Migrants et citoyens ». Une lecture de textes « peuple et migration » a préalablement été réalisée dans sept bibliothèques de la région royannaise. Châtelleraut, historiquement fortement mobilisé à la défense des sans-papiers, a continué son action ciblée sur l'accueil et le soutien de sans-papiers. La projection-débat du film

Les amoureux au banc public a rassemblé plusieurs dizaines de personnes.

Régulièrement, des démarches de sensibilisation des autorités, notamment les préfets, sous-préfets ou les élus, en particulier les députés, sont nécessaires pour rappeler à « plus d'humanité » envers les sans-papiers : courriers de sensibilisation, lettres ouvertes, demandes de rendez-vous, etc.

Les sections de La Rochelle et du Pays royannais en particulier ont participé aux Cercles du silence mensuels.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La section de Poitiers a réagi par un communiqué à la suite de l'occupation de la mosquée de Poitiers par le bloc identitaire.

La LDH de Royan a réagi aux déclarations du maire de la ville envers les Gens du voyage et ce, alors que la ville ne respecte pas la réglementation puisque les Gens du voyage ne disposent d'aucune aire d'accueil. Le service juridique national est intervenu auprès du procureur du tribunal de grande instance de Saintes et il y a eu un dépôt de plainte pour discrimination raciale.

Rochefort et Saintes se sont aussi mobilisés en tenant des stands et en distribuant des tracts sur l'accueil et l'acceptation des Gens du voyage. A Niort a eu lieu un ciné-débat sur les Gens du voyage, en partenariat avec la Ligue de l'enseignement à l'occasion de la Semaine contre le racisme.

Une rencontre a eu lieu en novembre avec la déléguée aux Droits des femmes à l'initiative de Châtelleraut.

International

Le soutien au peuple syrien a fait l'objet d'un appel à manifester et, comme toujours, la LDH s'est impliquée dans SOS Gaza à La Rochelle. Châtelleraut a organisé sa traditionnelle « Soirée Palestine ». Poitiers a participé à la 10^e Journée mondiale contre la peine de mort.

Permanences, soutien juridique

La tenue de la permanence hebdomadaire mobilise fortement les ligueurs, ceci à l'exemple de Saintes, Rochefort, Niort... où ils procèdent à des soutiens individualisés pour constitution des dossiers administratifs, selon chaque cas individuel et la procédure correspondante.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Saintes intervient dans les établissements scolaires.

Plusieurs blogs ou sites sont en ligne, en particulier La Rochelle : www.larochelledroitsdelhomme.fr ; Poitiers <http://ldhpoitiers.free.fr/> et Royan <http://www.ldh-france.org/section/royan/>.

Actions remarquables parmi d'autres

La LDH et le Dal 17 ont appelé à la mobilisation pour le droit au logement avec l'organisation de la manifestation de Chatelaillon fin janvier : plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans cette station balnéaire. Le député maire de l'époque était à l'origine d'un amendement à la loi relative à l'hébergement de plein air qui avait pour finalité de « restreindre » la résidence en camping. Ceci visait particulièrement les « sans logement » qui se retrouvent en habitat précaire : en caravane ou mobile home, faute d'autres solutions de logement en dur. C'est contre cette stigmatisation que 250 personnes ont manifesté devant la mairie avec l'implication significative du président de la section de La Rochelle. Face à cette mobilisation, le député de l'époque, battu depuis, avait dû retirer son amendement.

PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR

Les 735 adhérents des 6 départements sont répartis en 25 sections et 3 fédérations, il y a 19 adhérents isolés.

Alpes de Haute-Provence, constitué en fédération

Digne et vallées : 9
Manosque : 7
Sisteron : 7

Alpes-Maritimes

Cannes-Grasse : 67
Nice : 53

Bouches-du-Rhône, constitué en fédération

Aix-en-Provence : 74
Arles : 13
Aubagne/La Ciotat : 20
Istres-Ouest-Provence : 25
La Fare-les-Oliviers : 13
Marseille 15/16 : 13
Marseille Centre : 59
Marseille Nord sud : 54
Martigues : 19
Salon-de-Provence : 14
Vitrolles : 11

Var

Draguignan : 13
Fréjus/Saint-Raphaël : 16
Hyères : 12
La Garde : 10
La Seyne-sur-Mer : 40
St-Maximin : 35
Toulon : 72

Vaucluse, constitué en fédération

Avignon/Carpentras : 36
Pertuis : 21

244 actions sont répertoriées dont environ 25 statutaires.

Les initiatives organisées par les sections ont été diffusées dans plusieurs média dont : *France Culture*, *La Provence*, *La Marseillaise*, *Nice Matin* et *Radio Active*, <http://www.millebords.org/spip.php?article21579>.

Démocratie, libertés

Avec environ 83 actions, la défense des libertés et de la démocratie est un des thèmes qui a le plus retenu l'attention des ligueurs de la région.

Les sections se sont largement mobilisées à l'occasion de l'élection présidentielle. Aix-en-Provence a envoyé un questionnaire aux partis politiques et a fait une conférence de presse pour rendre publique cette initiative. Toulon et Arles ont distribué, à plusieurs reprises, des tracts pour inviter les citoyens à aller voter. Cannes-Grasse a organisé un débat citoyen avec les candidats aux législatives

Les sections d'Avignon, Toulon et Martigues ont été particulièrement actives sur la thématique de

l'extrême droite. Avignon a organisé plusieurs projections-débats du film *Mains brunes sur la ville*, à Avignon et dans les environs. Toulon a fait une conférence de presse pour dénoncer les propos d'un candidat du FN aux législatives et Martigues a distribué des tracts contre le FN.

Les célébrations pour les 50 ans de la fin de la guerre d'Algérie ont aussi beaucoup mobilisé les sections de la région. La section d'Avignon a organisé une conférence et des projections-débats sur le sujet, souvent en partenariat avec d'autres associations. Toulon a fait une conférence de presse autour des Pieds-noirs, événement repris par *France Culture*.

Cannes-Grasse a organisé une projection-débat *Ici on noie les Algériens*, ainsi que Martigues. Nice a

organisé une journée de débats sur « Algérie 1962, pourquoi une fin si tragique ? » et Toulon, un colloque sur les Harkis.

Plusieurs sections ont abordé le thème de la prison et de la justice avec 15 événements. La fédération du Rhône et Istres-Ouest-Provence ont publié des communiqués sur la prison des Baumettes. Avignon-Carpentras a organisé un débat avec le film *Omblin*, et Toulon avec *A l'ombre de la République*. Toulon a aussi diffusé des tracts « Prisons : ce n'est pas la peine d'en rajouter ! » et « Les Charlatans de la lutte contre la récidive ». Aix-en-Provence, avec Amnesty et l'Acat, ont participé à un débat sur la peine de mort avec le film *Honk* et Martigues avec *Enfants de Belle Ville*.

La fédération du Rhône, Istres-Ouest-Provence, Martigues et Aix-en-Provence ont rédigé des communiqués pour les droits de Lisandru Plasenzotti.

Nice a participé avec le Saf à une conférence-débat sur les violences institutionnelles.

La fédération des Bouches-du-Rhône, les sections de Toulon, Pertuis et Arles, par des communiqués, des tracts ou des conférences de presse, ont dénoncé les violences policières. La section de Martigues a organisé une conférence ayant comme sujet l'accompagnement des victimes de ces violences. Ce thème est important avec plus de 10 actions répertoriées.

Les sections de Nice, Avignon-Carpentras et Istres-Ouest-Provence ont appelé à la réhabilitation des « fusillés pour l'exemple ».

La politique sécuritaire a été abordée par la section d'Arles, particulièrement active sur cette thématique. Elle a animé, le 1^{er} avril, le débat sur « La Surveillance organisée par l'Etat », à la suite de la projection du film de Patric Jean, *La Raison du plus fort*, lors du 6^e festival d'Attac sur « La Démocratie en question ». Elle a aussi interpellé le maire au sujet des 6 caméras installées sur la ville.

Toulon a fait un communiqué contre le fichage abusif au collège de la Crau.

Plusieurs sections ont mis en place des événements pour la liberté d'expression et de création. Avignon a dénoncé la censure avec une conférence-débat et une exposition. Toulon a publié un communiqué pour défendre le rappeur toulonnais Saigne poursuivi pour « diffamation » et « provocation au crime » par des policiers. Toulon a aussi rédigé un communiqué sur la liberté de diffuser des tracts sur le marché. La section de Cannes a participé au Festival des arts engagés. Martigues a évoqué la liberté de création par une projection-débat avec le documentaire iranien *Ceci n'est pas un film*.

Les sections de Manosque et Martigues ont organisé un débat à la suite de la projection du film *Les Nouveaux chiens de garde*.

Aix-en-Provence a diffusé un communiqué pour dénoncer l'annulation des manifestations culturelles pour les 50 ans de la fin de la guerre d'Algérie et Cannes-Grasse a soutenu la section de Nice pour son débat sur la guerre d'Algérie.

La laïcité a également été un centre d'intérêt des sections de Toulon, Avignon et Pertuis.

La section de Nice a été partenaire de l'exposition « Combats pour la paix de 1944 » organisée par le journal, *Le Patriote*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Ils ont été abordés avec plus de 30 événements.

Les sections de Martigues, Arles, Avignon-Carpentras et Toulon ont appelé à manifester pour le 1^{er} mai.

De nombreuses sections, Toulon, Cannes-Grasse, Aix-en-Provence, Istres-Ouest-Provence, seules ou en collectifs, ont organisé des événements comme des appels à manifester, conférences, tracts, communiqués sur l'austérité, la dette. Nice a participé à une conférence sur « L'Economie ; crise et démocratie ». Cannes-Grasse, au sein du Collectif o6 contre le TSCG, et Istres-Ouest-Provence ont réagi sur le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG). La fédération des Bouches-du-Rhône a participé à un meeting sur le pacte budgétaire : « Un traité européen contre les peuples : nous n'en voulons plus ».

Des projections-débats ont été organisés avec le film *Los Indignados* par les sections de Manosque, de Marseille Centre, et avec *Inside job* par Martigues.

Les sujets autour de la santé ont été débattus lors de conférences organisées par la section Avignon-Carpentras sur la réforme de la loi hospitalière en psychiatrie, ou par Toulon sur la loi d'hospitalisation sous contrainte. La section de Toulon a aussi abordé, lors d'un café-débat, le problème de la drogue, « Les Drogues, chiche on en parle », et Aubagne-La Ciotat participe collectif de défense des centres mutualistes.

Une dizaine d'actions sont relatives au droit au logement. La fédération des Bouches-du-Rhône a appelé, au sein du Réseau stop aux expulsions de logement (Resel), à manifester contre les expulsions sans logement, Pertuis a écrit au préfet sur l'absence de logements réservés dans le cadre de la loi Dalo et Toulon a participé au pique-nique pour « un toit pour tous ».

Certaines sections ont mis en évidence des problèmes liés à l'environnement, La Seyne-sur-Mer et Toulon sur l'exploitation des gaz de schiste, Toulon sur le nucléaire avec un tract « Face aux risques, l'exigence de démocratie », La Fare-les-Oliviers a organisé une soirée formation sur le développement durable.

Etrangers

Les sections s'impliquent dans les défenses des immigrés en soutenant des dossiers individuels, en particulier au sein de RESF. Nice a aussi appelé à manifester pour la Journée de solidarité avec les migrants. La section de Digne et vallées a participé à « Faites de la solidarité : nous sommes tous des enfants d'immigrés ».

Le plus grand nombre d'actions, 25, concernent les Roms et se font souvent en collectif : la fédération des Bouches-du-Rhône a écrit plusieurs courriers au préfet sur la situation des Roms, la section de Cannes-Grasse a écrit à celui des Alpes-Maritimes sur la situation des Roms à Juan-Les-Pins. Les sections d'Istres-Ouest-Provence, Martigues, Toulon, Cannes-Grasse et la fédération des Bouches du Rhône, par des communiqués, des appels à manifester ou des conférences de presse, soutiennent les Roms, condamnent les expulsions et dénoncent les conditions de vie indignes qui leur sont imposées.

La fédération des Bouches-du-Rhône a aussi publié un communiqué « Quand les candidats UMP attisent la haine », mais se félicite aussi de l'initiative de la ville de Gardanne pour l'accueil des Roms.

Enfin la fédération des Bouches-du-Rhône demande la fermeture des centres de rétention administrative.

Racisme, antisémitisme et discriminations

Ces thèmes sont largement abordés, avec 43 actions. Notons en particulier qu'un communiqué de la section de Nice a dénoncé la profanation d'un carré musulman à Carros et la section d'Avignon-Carpentras a condamné les actes de vandalisme au cimetière juif de Montfavet. La section de Pertuis a entamé une action en justice contre le maire pour provocation à la discrimination raciale. La fédération des Bouches-du-Rhône a appelé à manifester contre l'intolérance et la xénophobie.

La section de Pertuis a appelé à manifester contre la destruction brutale de la maison d'un gitan.

Avignon-Carpentras a organisé une projection-débat avec le film *Black power Mixtape*.

Les sections d'Avignon-Carpentras et de Toulon ont dénoncé l'homophobie.

Pour la défense des droits des femmes, Cannes-Grasse a organisé un débat après la projection du film *Ombline*, la section a aussi appelé à manifester contre les violences faites aux femmes, Avignon-Carpentras avec le Collectif 84 droits des femmes a donné une conférence de presse pour le 8 mars. Arles a participé aux « Journées des femmes en mouvement », en particulier avec la projection suivie d'un débat du film *Mes chères études*.

A Toulon, la section a organisé une conférence « Contre l'arbitraire du pouvoir : un avenir pour nos enfants, la DUDH ».

International

Sur le plan international, c'est surtout sur la question de la Palestine qu'il y a eu une mobilisation avec 15 actions : la fédération des Bouches-du-Rhône, Cannes-Grasse, Istres-Ouest-Provence, Marseille Centre et Martigues ont multiplié les communiqués, les appels à manifester sur la situation à Gaza, en soutien aux prisonniers palestiniens. Elles ont aussi demandé aux députés européens de s'opposer à l'accord Acca avec Israël. Arles a participé à la Vague blanche pour la Syrie, et Toulon a appelé à manifester pour le peuple syrien, Nice pour le peuple grec.

Permanences, soutien juridique

Les sections d'Arles et Pertuis ont mis en place un soutien juridique pour les sans-papiers. A Nice, la section a soutenu le Dal dans la création d'une permanence juridique sur le logement.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections de Toulon, Martigues et d'Arles font des interventions en milieu scolaire.

Toulon, tous les 1^{ers} mercredi du mois, tient un stand d'information place du Mûrier, Cannes-Grasse a participé à la Fête des amis des droits de l'Homme, Aix-en-Provence à la Fête de la fraternité. La section d'Avignon était présente à la fête de la marseillaise. Nice a participé au Festival du livre de Mouans-le-Sartoux.

Toulon participe à une émission sur *Radio activ'* tous les premiers vendredis du mois.

Certaines sections éditent des bulletins réguliers, comme Toulon ou Aix-en-Provence avec *Les Echos de la LDH*.

Plusieurs sections ont un site : Istres-Ouest-Provence : <http://www.ldhIstres-Ouest-Provence.com/> ; Toulon : <http://www.ldh-toulon.net/> ; La-Seyne-sur-

Mer, <http://ldhinfoslaseynesurmer.blogspot.fr/>, Martigues www.ldhmartigues.fr. Aix-en-Provence a une page Facebook.

Une action remarquable parmi d'autres

La section d'Arles intervient régulièrement au lycée Pasquet sur des thèmes variés. Elle y est intervenue les jeudis du mois d'octobre, dans quatre classes de seconde. Chaque session s'organisait en deux temps : d'abord, une présentation de la LDH, son histoire et ses combats, y compris ceux d'aujourd'hui, comme la question rom ; puis une information sur la conquête du droit de vote, et particulièrement la lutte des femmes pour ce droit. La participation de ces classes a été bonne lors des discussions.

717 adhérents sont répartis en 28 sections, 11 adhérents restent isolés.
7 fédérations sont constituées.

Ain, constitué en fédération

Bourg-en-Bresse : 19
Pays de Gex : 5
Pérourges : 5

Drôme, constituée en fédération

Montélimar : 8
Romans : 13
Valence : 21

Haute-Savoie, constituée en fédération

Annecy-communauté d'Annecy : 30
Annemasse : 21

Isère, constitué en fédération

Bourgoin-Jallieu/Villefontaine : 23
Crolles Grésivaudan : 15
Grenoble : 102
Vienne : 11
Voiron : 13

Loire, constituée en fédération

Roanne : 41
Saint-Etienne : 37

Rhône, constitué en fédération

Caluire : 24
Lyon 3/6 : 18
Lyon 7 : 10
Lyon 8 : 8
Lyon 9 ouest lyonnais : 12
Lyon centre : 38
Oullins/sud ouest lyonnais : 15
Pierre-Bénite : 15
Saint-Fons/Feyzin/Vénissieux : 34
Villefranche-sur-Saône : 4
Villeurbanne/Vaulx-en-Velin : 33

Savoie, constituée en fédération

Albertville : 25
Chambéry : 106

Plus de 300 actions sont répertoriées dont 32 réunions statutaires, le comité régional ayant mené spécifiquement 16 actions : 2 réunions régionales et 1 conférence des présidents pour lancer un programme d'animation régionale, création d'une boîte à outils, projet de communication via l'informatique ; organisation de sessions de formation ; participation à plusieurs commissions du conseil régional Rhône-Alpes (Commission régionale de la vie associative - Coreva, Soutien aux politiques associatives public - Spap) ; participation à la commission régionale contre les discriminations ; rencontre avec des élus régionaux, présence lors de colloques (par exemple, à Lyon, sur les discriminations) ; organisation et participation au colloque de Grenoble organisé conjointement par la LDH, la Macif et la Fonda sur les associations ; signature d'un courrier à tous les parlementaires, aux politiques et aux préfets de Rhône-Alpes sur la situation des personnes d'origine rom ; ...

Au niveau régional le *Dauphiné libéré*, *Lyonmag*, *Le Progrès*, *Drôme Hebdo* se sont fait l'écho des actions de la LDH dans la région, ainsi que des radios locales : *Radio Grésivaudan*, *RCF 26* et des télévisions locales comme *Savoie Télé* et *Télé Grenoble*.

Démocratie, libertés

Plus de 50 actions répertoriées concernent ce thème.

Une conférence de presse sur la LDH, ses projets pour 2012 à Valence et le bilan du Pacte à Saint-Etienne ont mobilisé les forces militantes. Le comité régional a assuré une formation « Actualité du Droit » et une réflexion sur les groupes de travail. Enfin, des conférences et projections-débats sur la démocratie et le dialogue social ont été organisées à Grenoble, Saint-Etienne et Villeurbanne/Vaulx-en-Velin.

8 actions ont concerné l'extrême droite, parmi lesquelles un appel à manifester contre les idées d'extrême droite, la participation aux journées de lutte et résistance contre l'extrême droite à Voiron, la participation de la fédération du Rhône à des réseaux de lutte contre l'extrême droite, une projection-débat sur l'extrême droite *Au pays des gueules noires : la fabrique du FN* par la section de Chambéry et le soutien à une action en justice contre le Gud.

Romans a interpellé les élus sur des projets de vidéo-surveillance et une conférence sur les dangers de la nanotechnologie a été organisée par la fédération du Rhône.

Les sections se sont largement engagées dans la campagne sur le droit de vote des étrangers. Ainsi, un travail en réseau sur la Votation citoyenne a été lancé par la fédération du Rhône, le comité régional, ainsi que les sections de Grenoble et Voiron. Le comité régional, ainsi que les fédérations du Rhône et de Savoie, ont interpellé des politiques et des candidats aux élections législatives. Valence et Saint-Fons ont organisé des conférences sur le droit de vote.

Une session de formation a eu lieu avec l'OIP à Grenoble sur la thématique « Prisons, justice, police » ; une conférence a été organisée par la fédération de l'Isère sur « La Justice en danger » ; un travail en réseau autour de la prison a mobilisé Chambéry, Grenoble et Bourgoin ; Chambéry et la fédération de Savoie ont organisé une conférence sur l'état de la justice et la politique pénale.

La thématique « histoire » en général et « la colonisation » en particulier a été abordée sous la forme de projections-débats du film *Walter, retour en résistance* à Saint-Fons, Lyon et Valence. C'est par des conférences et des manifestations que le problème « fusillés pour l'exemple de 14/18 » a été traité. La LDH a aussi participé aux manifestations commémoratives des accords d'Évian et organisé des conférences sur les résistances françaises à la guerre d'Algérie, à Grenoble par exemple, ainsi que sur « La Mosquée de Paris, une résistance oubliée ».

Droits économiques, sociaux et culturels

La région s'est particulièrement mobilisée sur la question des droits économiques, sociaux et culturels avec près de 70 actions.

Le droit au logement a été traité par Grenoble, qui a soutenu les travailleurs de l'hébergement d'urgence en grève et par Saint-Etienne qui s'est impliqué dans le collectif « Pour que personne ne dorme dans la rue ». Une formation sur l'hébergement d'urgence, un appel à manifester, en soutien à l'hébergement d'urgence, et la participation au collectif « Alerte 38 » de Grenoble ont complété les initiatives sur ce thème.

La fédération du Rhône a participé à la Marche mondiale pour la libération du cannabis et signé l'« appel des 18 joints ». Une conférence sur « La Souffrance au travail » a été organisée à Voiron.

Le droit à l'environnement durable a été abordé par une conférence « Banque et nucléaire » à Valence et un travail en réseau mené par les fédérations du Rhône et de Savoie.

Une dizaine d'actions ont concerné le droit au travail, la protection sociale, l'économie : soutien à des militants syndicalistes, des travailleurs, des agriculteurs poursuivis en justice, participation aux manifestations du 1^{er} mai, projection-débat à Vienne avec *Catastroïka*, conférence sur l'audit de la dette à Vienne et Bourg-en-Bresse.

La fédération de l'Isère s'est impliquée, par une enquête et une conférence, dans le travail lancé au niveau national sur un programme FSE, sur les discriminations au travail dont sont victimes les aidants bénévoles.

Etrangers

Les actions concernant les demandeurs d'asile et résidents sans titre de séjour mobilisent toutes les sections de la région avec, aussi, les problématiques spécifiques concernant les Roms, avec plus de 30 actions.

Outre le suivi dans les permanences bénévoles et l'accompagnement, les sections se sont mobilisées pour le droit d'asile par des manifestations de soutien, des courriers aux politiques, des courriers aux préfets, des appels à manifester.

Les initiatives concernant le droit au séjour ont mobilisé fortement les sections de Rhône-Alpes avec, là encore, manifestations de soutien, courriers aux politiques, courriers aux préfets ; appels à manifester auxquels se sont ajoutés des concerts, pique-niques citoyens, stands de soutien, la participation à di-

vers réseaux et collectifs, et l'organisation de conférences-débats, cafés des droits de l'Homme, cinés-débats qui ont eu lieu, par exemple, à Chambéry avec le film *Le testament de Vanda*.

Enfin, plusieurs sections, Lyon, Villeurbanne, Saint-Fons-Fezins, Bourg-en-Bresse, Annecy, Annemasse et Grenoble ont protesté à l'occasion de brutalités policières, notamment dans le cadre d'action contre les sans-papiers.

Racisme, antisémitisme et discriminations

La région a traité de cette problématique à travers 31 actions.

Saint-Etienne a participé à la caravane citoyenne contre les discriminations et le racisme.

Valence s'implique dans le pôle antidiscrimination, Saint-Fons-Feyzin a organisé une séance de théâtre sur *Dreyfus, l'affaire* et a inauguré une stèle commémorative de la rafle des juifs le 26 août 1942. La fédération du Rhône a adressé une lettre de soutien au juge A. Levy, menacé par le groupe Forsane Alizza.

La fédération du Rhône a soutenu la marche des lesbiennes, gays, bisexuel(le)s et transgenres (LGBT) et publié un communiqué concernant la manifestation contre le mariage pour tous, Chambéry a appelé à manifester pour l'égalité des droits. Le comité régional a rencontré et soutenu l'association de soutien aux trans Chrysalide.

Toutes les sections de Rhône-Alpes, ainsi que les fédérations et le comité régional, sont intervenues pour le soutien aux Roms sous des formes diverses : assistance au relogement, aide à la constitution de dossiers « titre de séjour », manifestation contre les expulsions, soutien à la scolarisation, manifestations et appel contre les discriminations dont ils sont victimes. Ainsi peut-on évoquer une exposition à Saint-Fons sur les enfants roms, le droit des enfants et le droit à l'éducation des enfants roms, une implication dans les collectifs locaux de soutien aux Roms pour Annecy, la fédération du Rhône, un travail en réseau « Rom'action » à Grenoble.

9 actions ont concerné le droit des femmes. Une exposition « Femmes algériennes » a été présentée par Lyon 3/6, un café-débat « Combien de 8 mars jusqu'à l'égalité ? » a été animé par Saint-Etienne, des conférences se sont tenues à Grenoble, Villeurbanne et Vaulx-en-Velin. Il faut ajouter à cela l'implication dans des collectifs « droits des femmes » et des appels à manifester pour l'IVG ou contre les violences faites aux femmes.

La section de Feyzins a organisé une formation sur « les mineurs isolés et jeunes majeurs étrangers », d'autres sections se sont investies dans un travail en réseau avec RESF et les sections de Grenoble, Voiron, Chambéry et Romans ont animé des conférences sur

des thèmes tels que « La Jeunesse dans les quartiers populaires ».

International

La région est également tournée vers l'international avec une vingtaine d'actions.

Beaucoup d'actions ont été liées à l'actualité avec des appels à manifester pour l'arrêt des bombardements à Gaza, en solidarité avec les Palestiniens, ainsi que la participation à des manifestations de soutien au peuple syrien.

La fédération du Rhône a organisé une conférence « Egalité pour tous, la situation dans les pays arabes ».

Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin ont appelé à manifester contre l'austérité en Europe. Elle a organisé une séance autour de la culture et la littérature serbe.

La fédération du Rhône a commémoré le génocide rwandais et appelé à manifester pour la Journée mondiale pour l'abolition de la peine de mort.

Vienne et Romans ont participé à la Semaine de la solidarité internationale

Permanences, soutien juridique

De nombreuses sections organisent des permanences juridiques, souvent en réseau avec d'autres associations (Grenoble, Lyon, Voiron, Chambéry, Annemasse, Annecy, Valence, Saint-Fons). D'autres interviennent en appui, au cas par cas, pour l'aide à la constitution de dossiers, l'accompagnement au tribunal, en préfecture, ... (Lyon, Grenoble, Chambéry, Voiron, Bourg-en-Bresse, Bourgoin-Jallieu, Annecy, Annemasse, Montélimar, Romans, Vienne, Valence, Saint-Etienne, Roanne, Villeurbanne).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections, Romans, Grenoble, Voiron et Saint-Fons-Feyzin ont tenu des stands et participé à des forums pour présenter la LDH.

Plusieurs sections éditent des bulletins ou ont mis en place des sites Internet : par exemple, Grenoble publie régulièrement un bulletin, la fédération du Rhône a une page Facebook et un site Internet.

Actions remarquables parmi d'autres

Valence pendant la Semaine contre le racisme et les discriminations a pris part au projet « Les petites ondes citoyennes », action menée avec la Fol 26, la région Rhône-Alpes et Radio Mega et en préparation de l'anniversaire de la Convention des droits de l'enfant. Un CD-Rom regroupant les interventions des enfants de tout niveau a été produit.

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA LIGUE AFFILIEE DE NOUVELLE-CALEDONIE

1. Travail des commissions internes

Les commissions internes font leur travail de façon autonome. Le bureau n'est pas toujours tenu informé du contenu de leurs travaux. Ainsi le compte-rendu que je fais n'est pas complet et ne traduit pas réellement la quantité et la qualité de ces derniers.

A. Commission Transculturalité

Elle est animée par Leslie Gobille et Jeannette Bolé ; ses membres sont : Jean-Brice Errenschmidt, Luce Boullier et Géraldine Lefèvre. Elle a travaillé essentiellement à l'organisation en juillet 2012 de la conférence-débat sur le thème : « Transculturalité dans le monde du travail » (voir ci-dessous).

B. Commission Citoyenneté

Elle est animée par Arnaud Fuentès ; après le départ pour la Métropole de Pierre Faure et de pierre Wélépa ses membres sont : Pascal Hébert, Jeannette Bolé, Jean-Pierre Déteix et Jean-Paul Caillard. Elle a travaillé pour la traduction de la charte de la citoyenneté de la NC en 8 langues vernaculaires : Drehu, Nengone, Iai, Paici, Aje, Xaracu, ... et 6 autres langues : Anglais, Espagnol, Vietnamien, Indonésien, Wallisien et Tahitien. Elle a participé aux travaux du Gouvernement sur la citoyenneté, pour représenter la Ligue.

C. Commission Racisme et Discrimination

Elle est animée par Lia De Guiran et Adeline Hmeun ; ses membres sont : Leslie Gobille, Julie Beurrois, Julie Catoire, Pascal Hébert. Elle a fait un gros travail pour dénoncer la discrimination à l'entrée des boîtes de nuit ; pour cela elle a mis en place un testing à l'entrée de la boîte de nuit, le Krystal, à la Baie des citrons ; ce qui a permis d'intenter un procès contre cette dernière pour discrimination ; ce procès s'est déroulé toute une journée et le Krystal a été condamné à 500 000 FCFP d'amende (4167 €) et à verser 1fr de dommages et intérêts aux parties civiles ; les intérêts de nos camarades victimes de discrimination à l'entrée de cette boîte ont été brillamment défendus par Jean-Jacques Deswarte.

La commission travaille actuellement à la publication prochaine d'un guide juridique sur les discriminations.

D. Commission Prison

Elle est animée par Isabelle Ritzenthaler et ses membres sont : Julie Beurrois, Jean-Pierre Déteix, Didier et Rosa Gasse, Jean Duchez-Annez, Michel Boussard, Agnès Delrieu, Julie Catoire et Elie Poigoune.

Je rappelle que l'Etat a été condamné à verser une certaine somme d'argent à chaque prisonnier plaignant à cause des conditions indignes de détention ; cette décision est provisoire et devra être confirmée par un second recours. Mme Moresco est l'avocat qui défend les intérêts de nos prisonniers dans cette affaire.

Deux membres de la commission ont rencontré la Mission Taubira sur la prison dirigée par Mme Imbert-Carreta.

Le Gouvernement socialiste, à la suite de cette mission, a décidé de maintenir la prison dans le site actuel du Camp-est et d'y engager des travaux de rénovation et d'agrandissement et ce malgré les réticences actuelles des autorités municipales de Nouméa à délivrer des permis de construire. de construire.

2. Conférences publiques

En 2012, la Ligue a organisé 4 conférences publiques avec débat.

La première a eu lieu à l'IRD, le 4 juillet 2012, avec pour thème : « Comment prendre en compte la diversité culturelle au travail ? ». Cette conférence a été organisée par notre Commission Transculturalité ; elle a été animée par Leslie Gobbille et Jeannette Bole ; les intervenants sont : Jean-Pierre Ségal, chercheur au CNRS et auteur du livre : *Le monde du travail au cœur du destin commun* et Isabelle Merle, historienne, anthropologue sociale et auteure d'une thèse sur l'histoire de la colonisation en Nouvelle-Calédonie (NC) ; il y a eu ensuite des témoignages de représentants du monde professionnel calédonien.

Les trois autres conférences ont porté sur le thème choisi cette année par les membres de la Ligue, à savoir : l'égalité socio-économique en NC ; ce thème a été découpé en trois parties qui ont fait l'objet de 3 conférences publiques au grand amphithéâtre de l'UNC à Nouville.

La première a porté sur : Egalité socio-économique et Espace (principalement l'espace urbain) ; elle a été animée par Claude Ayrault et les intervenants ont été : François Serve, ingénieur urbaniste membre de la Ligue et des acteurs politiques (des élus) et administratifs connus de Nouméa et de Dumbéa (le Maire).

La deuxième conférence a eu lieu, le 26 septembre, sur le thème : « Egalité citoyenne et diversité culturelle et juridique » ; les intervenants ont été : Jean-Paul Caillard, membre de la Ligue, sur l'égalité citoyenne, Déwé Gorodey, membre du Gouvernement et écrivaine, sur la diversité culturelle et Jean-Yves Faberon, professeur honoraire des universités, sur la diversité juridique. Il y a eu les témoignages de terrain de : Billy Wapotro, ex-directeur de l'ASEE, Françoise Caillard, responsable de l'association UFFO-NC et Alain Labro, avocat.

La troisième conférence a eu lieu le 24 octobre sur le thème de l'Egalité socio-économique en NC ; elle a été animée par Leslie Gobbille et Antoine Bernier ; les intervenants ont été : Catherine Ris, économiste et maître de conférence à l'UNC, Samuel Gorohuna, économiste et vacataire à l'UNC ; ils ont intervenu sur les inégalités dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi ; Mathias Chauchat, professeur de Droit public à l'UNC, sur la répartition des richesses et Hugues Georgelin, ingénieur des transports, sur le Transport, outil d'égalité. La discussion s'est engagée avec Pascale Doniguan de l'association Case-Départ, Solange Ponidja, chargée de mission de l'enseignement en Province Nord, Didier Guénant-Jeanson, secrétaire général de l'USOENC et Alexandre Elia, président de l'association des usagers des îles.

3. Travail du bureau

Le bureau est composé des membres suivants : Elie Poigoune, président ; Pascal Hébert, vice-président ; Leslie Gobbille, secrétaire ; Lia De Guiran, secrétaire adjointe ; Jean-Paul Caillard, trésorier ; Jeannette Bolé, trésorière adjointe ; Jean-Pierre Déteix, membre ; Eddy Wadrawane, membre et Arnaud Fuentès, membre. Julie Beurrois a intégré le bureau pour aider Leslie à assumer le secrétariat.

Le bureau se réunit une ou deux fois par mois en bureau restreint ou élargi pour organiser le travail et prendre des décisions sur les questions qui lui sont soumises par les Commissions, les membres, les citoyens ou l'actualité. Les réunions sont animées par notre secrétaire Leslie et les comptes-rendus sont faits par des volontaires. La trésorerie est assurée par Jean-Paul Caillard et Jeannette Bolé.

4. Publication

Il est prévu cette année deux publications, une sur le Guide Juridique des discriminations sur proposition de la Commission Racisme et Discrimination et l'autre sur les travaux de la Commission Transculturalité.

5. Autres activités

A. Communiqués, rencontres, interventions dans les médias

- Un échange de courrier a eu lieu avec Mme Brunet-Fuster, Procureure générale, à la suite de ses propos négatifs, pour ne pas dire racistes, sur la culture kanak tenus lors de son discours à l'ouverture solennelle de l'année judiciaire 2012.
- Une rencontre a eu lieu avec elle pour évoquer le sujet précédent et lui demander que l'appareil judiciaire agisse plus contre la délinquance financière et celle des « cols blancs ».
- Deux rencontres ont eu lieu avec le Haut-commissaire Albert Dupuy sur les demandes d'amélioration des conditions de détention de nos prisonniers et sur notre opposition à l'éventuel déplacement du centre pénitencier à Nakutakoin.
- Des membres de la Ligue sont intervenus dans les médias (NC1ère, radio Océane, radio Djido, les Nouvelles Calédoniennes) pour défendre nos points de vue sur les sujets suivants : Assassinat du SDF Eugène Toma, transfert de la compétence audio-visuelle et la mise en place des deux télévisions : NCTV et NC9, conditions indignes de détention au Camp-est pour nos prisonniers, mise en place d'un testing pour dénoncer la discrimination à l'entrée des boîtes de nuit, affaire des cases du Mwaka au centre ville.

Des communiqués ont été publiés sur ces différentes affaires.

B. Journée mondiale des droits de l'homme : 10 décembre

Un communiqué a été publié à l'occasion de la journée mondiale des droits de l'homme.

L'OIP et la Ligue se sont associés à cette occasion pour déposer le 13 décembre 2012 des exemplaires du Guide du Prisonnier, au Camp-est, auprès de la direction et auprès des prisonniers ; une délégation a été formée pour cette démarche avec les personnes suivantes : Maître Aguila, Julie Beurrois, Isabelle Ritzenthaller, Jean-Paul Caillard, Jean-Pierre Déteix, Agnès Delrieu, Alain Cirou, Elie Poigoune.

C. Interventions dans des classes ou centres de formation

Je suis intervenu dans les différents établissements suivants : Au Lycée professionnel catholique de la Conception sur les combats de la Ligue en NC, au Lycée professionnel de Touho sur le Juvénat Lycéen et sur les difficultés scolaires de nos élèves kanak, au Collège de Hienghène, auprès des classes de troisième sur l'importance des études dans la construction de notre Pays, deux fois au Centre de formation de Touho, auprès des stagiaires de la Province Nord sur l'Accord de Nouméa et sa sortie après 2014 et au Lycée Jules Garnier auprès des classes de seconde sur l'Accord de Nouméa et la citoyenneté.

J'ai annulé l'intervention que je devais faire en janvier 2013 dans le synode de l'Eglise protestante à Lifou sur le thème : coutume et droits de l'homme, pour cause de maladie.

D. Merci à la Fédération des Oeuvres Laïques

La Fédération des Œuvres Laïques de NC nous héberge gratuitement pour nos deux réunions mensuelles. Un grand merci à elle pour cet accueil.

E. Affaire Kusama

Gérard Sarda continue de s'occuper avec détermination de cette affaire. Il a en particulier envoyé à Mme Taubira, Garde des sceaux, un courrier signé de dix personnes de la Ligue et de la société civile pour l'informer de nouvelles pistes sérieuses nécessitant l'ouverture d'une nouvelle instruction et lui demander la possibilité d'être reçu par Mme la Procureure de la République.

6 - Conclusions

e vous remercie tous pour votre engagement.

Notre travail n'est pas toujours facile car il prend du temps et de l'énergie sur nos différentes vies personnelles. Certains d'entre nous rencontrent des difficultés personnelles et se posent des questions sur leur engagement. A celles et ceux-là, je les encourage à tenir bon. Pour pouvoir faire ce que nous faisons, il faut que nous soyons solides dans nos vies personnelles.

Je terminerai mon intervention en vous rappelant les propos que j'ai tenus il y a un an. Le travail que nous faisons à la Ligue est extraordinaire et admirable. Défendre un homme pour qu'il retrouve sa dignité, c'est prouver notre attachement et notre profond respect de la vie. La vie qui est en chacun d'entre nous est ce qu'il y a de plus précieux et sacré dans l'univers. Elle est comme une rivière qui a pris sa source il y a 15 milliards d'années au fin fond de l'univers. Son voyage extraordinaire dans l'espace et dans le temps pour parvenir jusqu'à nous aujourd'hui nous pousse à plus d'humilité et à faire le maximum pour être à la hauteur.

UN GRAND MERCI POUR VOTRE ENGAGEMENT AVEC LA LIGUE.

MERCI POUR VOTRE FRATERNITE.

LDH Nouvelle-Calédonie.